

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DROITS DES ENFANTS NATURELS RECONNUS

Dans la succession de leurs père & mère

(Étude de la Loi du 25 Mars 1896)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 22 Décembre 1900, à 1 heure

PAR

Francis WAËL

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. LÉON MICHEL.

*Suffragants : { MM. WEISS, } professeurs.
 SALEILLES. }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1900

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.



UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DROITS

DES ENFANTS NATURELS RECONNUS

Dans la succession de leurs père & mère

(Étude de la Loi du 25 Mars 1896)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'acte public sur les Matières ci-après sera soutenu le
Samedi 22 Décembre 1900, à 1 heure

PAR

Francis WAËL

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. LÉON MICHEL.

Suffragants : { MM. WEISS, } professeurs.
SALEILLES. }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT, ET RUE TOULLIER, 13

1900



INTRODUCTION

Les philosophes et les moralistes ont disserté à perte de vue sur le point de savoir si, dans une société bien organisée, les enfants naturels doivent être assimilés aux enfants légitimes. Nous ne traiterons pas ce sujet après eux ; nous ne pourrions que tomber dans des redites. Nous ne rechercherons pas si, au point de vue moral, cette assimilation est possible ; nous ne rechercherons pas si elle est nécessaire au point de vue social. Certes, nous sommes des premiers à plaindre ces malheureux qui n'ont pas demandé à naître, et qui se voient flétris du nom de bâtards, qui se voient dépouillés d'une partie de leurs droits par leurs frères légitimes, par des ascendants, par des collatéraux même de leurs père et mère ; et tout cela, pourquoi ? Parce que leurs parents, avant de les procréer ou de les mettre au monde, n'ont pas fait la déclaration nécessaire à l'officier de l'état civil de leur commune. Oui, il faut les plaindre, car ils expient une faute qu'ils n'ont point commise. Oui, il est nécessaire de faire tout au monde pour améliorer leur sort, car leur sort est de ceux qui intéressent.

Mais ce n'est pas cette question à la fois philoso-

phique et sociale que nous nous proposons d'étudier aujourd'hui. Nous voulons examiner si la loi du 25 mars 1896, relative aux droits de succession des enfants naturels, donne satisfaction aux enfants naturels dans la mesure du possible, tout en restant en harmonie avec l'idée qui a présidé à la confection de notre Code civil. Cette idée, nous ne la discutons pas, nous l'acceptons telle qu'elle est ; et nous nous demandons si, en présence de cette idée, il était possible d'édicter des dispositions plus favorables aux enfants naturels. Notre société moderne est basée tout entière sur le mariage. « Partout au Code civil, dit M. Dauphin (1), depuis le premier chapitre sur l'Etat civil, jusqu'au dernier sur la prescription, en passant par les successions, donations, contrats de toute sorte, les hypothèques, tout converge vers l'idée du mariage, tout s'y rattache et concourt à la consolider ».

Dans une législation comme la nôtre, nous n'hésitons pas à l'affirmer, l'assimilation complète des enfants naturels et des enfants légitimes n'est pas possible. Adopter une pareille assimilation, ce serait biffer d'un trait de plume tout notre Code ; le législateur ruinerait l'édifice qu'il a élevé et qui reste encore debout après un siècle d'existence. On ne peut que le louer des efforts qu'il a faits dans ces dernières années pour améliorer le sort des enfants naturels. Nous verrons

(1) *Journal officiel* du 19 mars 1895, p. 201.

s'il a fait tout ce qui était en son pouvoir ou s'il lui reste encore quelque chose à faire.

Avant d'aborder l'étude de la loi de 1896, nous examinerons rapidement, dans la première partie de ce travail, les principales dispositions du droit romain, du droit coutumier, du droit intermédiaire et enfin du Code civil sur cette matière.

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

CHAPITRE PREMIER

DROIT ROMAIN.

En Droit romain, l'expression *liberi naturales* a deux sens : un sens large et un sens restreint.

Lato sensu, elle signifie : enfants nés de notre sang, par opposition à *liberi adoptivi*, qu'on pourrait appeler *liberi civiles* ; cette dernière expression ne se rencontre pas dans les textes, mais elle rentre dans les idées romaines et fait assez bien comprendre l'idée que nous venons d'exprimer.

Stricto sensu, on l'oppose à *liberi justii* ou *legitimi* ; les enfants légitimes et légitimés sont *liberi naturales lato sensu* ; les *liberi naturales stricto sensu* n'ont aucun lien civil avec leurs parents.

En un mot, les *liberi naturales lato sensu* sont à la fois les agnats et les cognats de leur *paterfamilias* ; les *liberi naturales stricto sensu* ne sont que les cognats de leurs parents. Quant aux enfants adoptifs

et aux adrogés, ils n'ont avec leur *paterfamilias* qu'un lien d'agnation.

C'est des *liberi naturales stricto sensu* que nous avons à nous occuper ici, pour étudier les droits qu'ils avaient dans la succession de leurs parents.

Mais auparavant, il serait bon de rappeler très brièvement ce qu'était le mariage en Droit romain ; les règles relatives aux droits de succession des enfants naturels sont la conséquence logique de l'organisation du mariage.

SECTION I

Du mariage en Droit romain.

A. LES JUSTÆ NUPTIÆ. — Le vieux Droit civil ne reconnaissait qu'un seul mariage : les *justæ nuptiæ*, avec ou sans *manus*.

a) *Mariage avec manus*. — Le *manus* est la puissance maritale. Le Droit romain n'admet pas qu'une même personne puisse appartenir à deux familles différentes ; dans le mariage avec *manus*, la femme sort de sa famille primitive pour entrer dans la famille de son mari et tomber sous la puissance, sous la *manus* de celui-ci ; elle devient *agnate* de son mari, *agnate* de ses enfants ; par rapport à son mari, elle est *loco filix* ; par rapport à ses enfants, elle est *loco sororis*.

b) *Mariage sans manus*. — A côté du mariage avec *manus*, un autre mariage sans *manus* tient d'abord

une place plus effacée dans la législation romaine. et finit par subsister seul ; le mariage avec *manus* tombe en désuétude à mesure que la puissance du *paterfamilias* perd peu à peu son importance. Quelques auteurs prétendent que cette institution du mariage sans *manus* aurait pris naissance un peu avant Ennius et Caton l'Ancien ; mais nous préférons l'opinion qui les fait exister dès la loi des XII Tables ; en effet, la femme a le moyen d'échapper à la *manus* acquise *usu* par le mari en découchant trois nuits de suite ; or, le mariage reste valable et produit ses pleins effets, malgré l'interruption de l'*usus* ; nous pouvons donc conclure que le mariage sans *manus* existait dès la loi des XII Tables.

B. UNIONS AUTRES QUE LES JUSTÆ NUPTIÆ. — Les *justæ nuptiæ* constituaient la seule union légale en Droit romain, au moins jusqu'à l'époque de Cicéron (1). Le *concubinatus* n'était qu'une union de fait ne produisant aucun effet civil. Il prit cependant une grande extension, par suite des lois prohibant le mariage entre ingénus et affranchis ; mais le concubinat était en Droit romain exactement ce qu'est aujourd'hui le concubinage. On suppose que cette union irrégulière fut réglementée sous Auguste, peut-être dans les lois caducaires (2). Dès le règne de cet empereur, le

(1) V. Cic., *De Oratore*, I, 40.

(2) Lois 1 et 2, *De Concubinis*, liv. XXV, t. VII.

mot concubinat ne signifie plus toute espèce d'unions libres, mais seulement l'union que la loi tolère, par opposition à celle qu'elle punit (1).

Un autre mariage, le *matrimonium injustum* apparaîtrait encore dans le droit romain ; c'est le mariage contracté entre deux personnes n'ayant pas ensemble le *connubium*, c'est-à-dire entre deux personnes dont l'une au moins n'est pas romaine. Mais, la Constitution de Caracalla accordant le droit de cité à tous les habitants de l'Empire, la suppression des latins juniens et des pérégrins déditices amène promptement la disparition complète du *matrimonium injustum* ; aussi est-il très peu connu.

Enfin le *contubernium*, union entre deux esclaves, probablement tous deux du même maître (2), est une simple union de fait produisant tout au plus une sorte d'*affinitas* et la *cognatio servilis*.

Toute union des deux sexes ne rentrant pas dans l'un des quatre types précédents (*justæ nuptiæ*, *concubinatus*, *matrimonium non legitimum*, *contubernium*) est considérée comme un simple rapprochement fortuit. La loi n'en règle ni la formation, ni les conséquences (3). Les enfants nés de ces unions passagères sont appelés par les textes *vulgo concepti* ou *vulgo quæsitæ* (4).

(1) GIDE, *De la condition de l'enfant naturel et de la concubine en Droit romain*, p. 11.

(2) Loi 35, D, *De aed. ed.*, L. XXI, t. I.

(3) M. ACCARIAS, t. I, n° 100.

(4) *Instit.*, § 4, *De succ. cogn.*, III, 5.

SECTION II

Droits des enfants naturels

Deux grands principes dominent la matière :

1^o Vis-à-vis du père, l'enfant naturel n'a aucun droit et ne diffère en rien d'un étranger.

2^o Vis-à-vis de la mère, il ne diffère en rien des enfants légitimes.

Ces deux règles, si contradictoires en apparence, ne sont qu'une conséquence absolument logique du système romain.

En droit romain, il est des cas où la paternité naturelle peut ne pas être douteuse, où la reconnaissance peut être faite (1). Mais la paternité naturelle ne fait naître aucun rapport entre le père et l'enfant ; car seules, les *justæ nuptiæ* sont susceptibles, dans le vieux droit civil, de produire la parenté, l'agnation. La cognation est la parenté naturelle ; mais elle n'existe qu'entre la mère et l'enfant ; la cognation est la parenté par les femmes (2).

A l'égard de la mère, le fait matériel de l'accouchement est visible, palpable, que l'enfant soit né *ex justis nuptiis* ou d'une autre union. La maternité par elle-même ne produit jamais l'agnation entre la mère

(1) V. GAIUS, I, § 119.

(2) *Instit.*, § 4, III, 5.

et l'enfant ; il faut pour cela que la femme soit *in manu mariti*, et il ne peut y avoir *manus* que là où il y a *justæ nuptiæ* ; mais la maternité engendre toujours et nécessairement la cognation ; les effets de la cognation ne sont que la conséquence de l'accouchement ; et ces effets se produiront toujours, qu'il y ait *justæ nuptiæ* avec ou sans *manus*, ou qu'il y ait simplement *concubinat*, *matrimonium sine connubio* ou même *stuprum*.

Notre étude se divise donc tout naturellement en deux grandes parties :

1° Rapports de l'enfant naturel avec son père.

2° Rapports de l'enfant (naturel ou légitime) avec sa mère.

N° 1. — RAPPORT DE L'ENFANT NATUREL AVEC SON PÈRE

1° *Loi des XII Tables*. — L'enfant naturel vis-à-vis de son père n'est qu'un étranger ; il naît sans famille, il est *egens* ; le père, nous l'avons dit, peut reconnaître son enfant naturel, mais cette reconnaissance n'a aucun effet juridique, c'est un simple fait. Ces principes, qui peuvent étonner au premier abord, sont cependant une conséquence naturelle des principes du vieux droit civil.

L'agnation seule fait naître des droits de succession et seules la *patria potestas* et la *manus* du mari engendrent l'agnation ; la reconnaissance des enfants

naturels, qui n'a aucun caractère juridique, ne peut pas produire l'agnation, ni par suite faire naître de droits successoraux entre le père et l'enfant naturel.

Cette règle est sans doute très rigoureuse par son caractère absolu ; mais les Romains étaient logiques, et, si la reconnaissance n'offrait à l'enfant aucun avantage, elle ne lui faisait subir aucune déchéance, et le père pouvait disposer de ses biens en faveur de son enfant naturel comme en faveur d'un étranger ; il pouvait aussi le faire monter au rang d'enfant légitime en l'adoptant ou en le légitimant.

2° *Droit prétorien*. — Le Droit prétorien ne modifia pas la législation civile en ce qui concerne les rapports du père et de l'enfant naturel. Le préteur, pour corriger et tempérer les rigueurs du vieux droit civil, venait d'instituer les *bonorum possessiones* et déférait la succession du défunt à ses cognats. Certains interprètes du Droit romain ont soutenu que l'enfant naturel devait succéder à son père, en qualité de cognat ; mais nous ne croyons pas qu'il en ait été ainsi. La cognation est la parenté par les femmes, c'est la parenté constatée par le fait de l'accouchement, c'est le lien qui existe entre une femme et ses enfants et entre les enfants d'une même femme. Il ne peut donc pas y avoir cognation par les mâles. En faveur de cette opinion nous trouvons deux textes : l'un nous apprend que les *vulgo quæsitæ* ne peuvent pas succéder à leur père, parce qu'ils n'ont jamais de père

certain (1). L'autre se trouve dans une novelle de l'année 539 (2) et constate qu'avant cette époque les enfants nés *ex concubinato* n'avaient aucun droit dans la succession de leur père.

Peuvent-ils au moins réclamer des aliments au père qui les a reconnus ? Pas davantage, c'est Ulpien qui nous répond indirectement à cette question : *Idem rescripsit ut filiam suam pater exhibeat, si constiterit apud judicium juste eam procreatam* (3). Il résulte par argument *a contrario* de ce texte que la fille qui n'est pas née *ex justis nuptiis* n'a pas le droit de réclamer d'aliments au père qui l'a reconnue.

Il faut donc conclure de ces observations que le droit prétorien n'a en rien modifié le droit civil en ce qui concerne les rapports du père avec ses enfants naturels. Les enfants naturels n'ont rien à lui réclamer, ils doivent attendre tout de son affection ; si le père les oublie, la loi ne vient pas à leur secours.

3° *Législation des Empereurs chrétiens.* — Loin d'améliorer la situation des enfants naturels, les Empereurs chrétiens apportent pour les parents certaines entraves au droit de disposer en leur faveur.

A. L'enfant naturel ne peut, en aucun cas, recueillir les biens de son père mort intestat ; il est exclu même par le fisc.

(1) *Inst.*, § 4, liv. III, tit. III.

(2) Nov. 89, ch. XII. *Quibus modis naturales efficiuntur sui.*

(3) Loi 5, § 6, D., *de inspiciendo ventre*, liv. XXV, t. III.

B. Le père ne peut disposer, ni en faveur de ses enfants naturels, ni en faveur de leur mère par donation entre vifs ou par acte de dernière volonté, à peine d'infamie. La situation des enfants naturels est donc très précaire; les empereurs chrétiens conservent la règle du vieux Droit civil qui, ne créant aucune parenté civile entre le père et l'enfant naturel, ne pouvait leur accorder aucun droit de succession réciproque.

Le christianisme avait vu avec défaveur les unions libres, et les empereurs avaient manqué de logique et d'impartialité; lorsque la parenté aurait pu faire naître certains avantages au profit des enfants naturels, ils la considéraient comme nulle et non avenue; lorsqu'au contraire elle était une cause de déchéance contre eux, ils s'empressaient de lui faire produire tous ses effets.

Fort heureusement, cet état de choses ne subsista pas longtemps, et une célèbre constitution des empereurs Valentinien, Valens et Gratien (1) vint adoucir le sort des enfants naturels en décidant :

a) Si le défunt laisse des enfants légitimes au premier degré ou des petits-enfants *ex filio*, ou son père et sa mère, il peut disposer, en faveur de ses enfants naturels et de sa concubine ensemble, d'un douzième de ses biens ou d'un vingt-quatrième en faveur de la concubine seule.

(1) Loi 1, C., *De naturalibus liberis*, liv. V, t. XXVII.

b) Le défunt laisse-t-il d'autres héritiers légitimes, il peut disposer du quart de ses biens en faveur de ses enfants naturels.

Cette constitution ne donne aux enfants naturels aucun droit de succéder à leur père mort *intestat*.

4^o *Réformes de Justinien*. — Justinien modifie la législation sur ce point : il accorde aux enfants naturels un droit de succession *ab intestat* limité et il étend leur capacité de recevoir par donation entre vifs ou par acte de dernière volonté.

A. Droit de succession *ab intestat*.

a) En présence des descendants légitimes ou de la femme légitime du défunt, ils ne peuvent prétendre qu'à des aliments.

b) En présence de tous autres parents, ou à défaut de tous parents, ils ont droit aux deux douzièmes de la succession, à charge par eux de donner à leur mère une part virile (1).

B. Capacité de recevoir à titre gratuit.

a) Le père laisse-t-il des enfants légitimes, les enfants naturels et la concubine ne peuvent recevoir par donation entre vifs ou par acte de dernière volonté plus d'un douzième ; si la concubine est seule elle ne peut recevoir plus d'un vingt-quatrième.

b) A défaut de descendants légitimes, ils ont les mêmes droits qu'un étranger (2).

(1) Nov. 89, ch. XII, §§ 4 et 6.

(2) Nov. 89, Ch. XII, §§ 2 et 3.

Ajoutons, que du jour où les enfants naturels eurent des droits dans la succession de leur père, il est probable qu'on leur accorda la *querela inofficiosi testamenti*.

N° 2. -- RAPPORTS DE L'ENFANT NATUREL OU LÉGITIME

AVEC SA MÈRE

A l'égard de sa mère, l'enfant naturel est dans la même situation qu'un enfant légitime (1). En effet qu'il soit né *ex justis nuptiis* ou *ex concubinato*, ou qu'il soit *vulgo conceptus*, la parenté maternelle se constate par l'accouchement qui produit la cognation. Ecartons tout de suite le cas où l'enfant est né *ex justis nuptiis*, sa mère étant *in manu*. Ici, il est l'agnat de sa mère, mais seulement parce qu'il y a eu mariage avec *manus* ; la mère est alors *loco filiae* par rapport à son mari, *loco sororis* par rapport à ses enfants. C'est une conséquence de la *manus*, une particularité dûe à cette sorte de puissance du mari sur la femme ; mais lorsque la femme n'est pas *in manu mariti* et qu'elle reste sous la puissance de son *paterfamilias*, la situation de ses enfants ne change pas vis-à-vis d'elle, que ses enfants soient légitimes ou naturels. Nous supposons toujours, pour les explications qui vont suivre, qu'il s'agit d'un enfant naturel, ou d'un enfant né *ex justis nuptiis* dont la mère n'est pas *in manu mariti*.

(1) PAUL, *Sentences*, IV, 10, § 1. -- Loi I, § 2, D., *Ad. senat. Testull. et Orphit.*, Liv. XXXVIII, t. XVII.

1° *Droit civil.* — Sous l'empire de la loi des XII Tables, la femme n'a pas de famille en ligne descendante. Elle est, suivant l'énergique expression d'Ulpien, *finis familiæ suæ* (1). Personne ne lui succède et elle ne peut pas faire de testament, tout au moins lorsque le testament se faisait *calatis comitiis* et *in procinctu* ; et, à l'époque où apparut le testament *per æs et libram*, il fallait, pour que la femme pût tester, qu'elle ne fût pas *in manu* et qu'elle obtînt l'*auctoritas* de ses tuteurs. Donc, au début du Droit romain, l'enfant ne succède pas à sa mère, la cognation ne produit aucun effet juridique, la mère n'a droit qu'à la *reverentia* et aux *obsequiæ*.

2° *Bonorum possessio unde cognati.* — Nous avons dit (2) que le préteur avait créé les *bonorum possessiones* pour adoucir et tempérer dans une certaine mesure les rigueurs du vieux droit civil. Par la *bonorum possessio unde cognati*, il appela les cognats à la succession les uns des autres : c'est là une réforme considérable et qui marquait un grand progrès ; mais elle était incomplète : d'abord parce que l'enfant était appelé après tous les agnats, c'est-à-dire après le père, les frères, sœurs, neveux, nièces, souvent même après les cousins de sa mère ; en second lieu, lorsqu'il venait à la succession de sa mère, il y venait en concours avec sa grand'mère, car il était cognat au

(1) Loi 195, § 5, D. *De verborum significatione*, L., L. T. XVI.

(2) *Supra*, p. 11.

même degré qu'elle, et tous deux par conséquent retiraient de la succession une part égale. Ces deux conséquences du système prétorien faisaient échec à la règle que les successions sont dévolues dans l'ordre présumé des affections du défunt.

3^o *Senatus-consultes Tertullien et Orphitien*. — Une réforme restait à faire; le *senatus-consulte Tertullien* venait d'appeler la mère à la succession de ses enfants, en qualité d'*heres legitima*, sous la condition expresse pour elle d'avoir le *jus liberorum*, c'est-à-dire d'avoir mis au monde trois ou quatre enfants, suivant qu'elle était ingénue ou affranchie (1). Mais en vertu de ce *senatus-consulte*, la mère excluait les enfants du défunt.

Le *senatus-consulte Orphitien*, rendu sur la proposition de Marc-Aurèle (2), en appelant l'enfant en qualité d'héritier légitime à la succession de sa mère, vint corriger le *senatus-consulte Tertullien*.

Mais il est une question que le *senatus-consulte Orphitien* ne résolvait pas : Supposons une femme, *Secunda*, mourant et laissant sa mère *Prima* et un enfant.

L'enfant excluera-t-il *Prima*, *Prima* excluera-t-elle l'enfant, ou viendront-ils en concours ? Le *senatus-consulte Orphitien* laissait cette question irrésolue, mais ce *senatus-consulte*, appelant l'enfant en qualité

(1) Inst., § 2, liv. III, t. III.

(2) ULPEN, XXVI, 7.

d'héritier légitime, comme le *senatus-consulte Tertulien* l'avait fait pour la mère, on s'accordait généralement pour décider que *Prima* et l'enfant venaient en concours et partageaient l'hérédité par moitié, étant tous deux cognats au premier degré. La situation n'était-elle pas la même que sous le régime du droit prétorien ? En quoi les deux sénatus-consultes avaient-ils amélioré le sort de l'enfant et de la mère ? Ils l'avaient amélioré en ce que, au lieu d'être exclus par les agnats, ils venaient au premier rang.

C'est une constitution des empereurs Valentinien, Théodose et Gratien (1) qui établit la priorité au profit des enfants. Les mêmes empereurs (2) appelèrent les petits-enfants à la succession de leur aiëule maternelle, en réservant un quart des biens aux agnats.

Telles sont les réformes successives apportées aux droits de l'enfant dans la succession de sa mère.

Justinien apporta peu de modifications à cette législation. Il enleva aux agnats le quart que la constitution de l'année 389 leur accordait (3), et il donna aux enfants, contre les dispositions par lesquelles leur mère les dépouillerait injustement, la *querela inofficiosi testamenti* dans les cas où tous les autres héritiers pouvaient en jouir (4).

La Nouvelle 118, qui changea complètement le sys-

(1) Loi 4, C., *Ad. senat. Orphil.*, liv. VI, t. LVII.

(2) Loi 9 C., *De suis et legitimis liberis*, liv. VI, t. LV (année 389).

(3) Loi 12, C., *id.*, liv. VI, t. LV.

(4) Loi 29, § 1, D., *De hereditatis petitione*, liv. V, t. II.

tème successoral Romain, en prenant comme base de dévolution des successions la cognation au lieu de l'agnation, ne devait pas toucher aux règles précédentes ; l'enfant naturel continue à succéder à sa mère comme l'enfant légitime (1).

Dans la suite, les enfants naturels furent, comme les enfants adultérins, privés de tout droit par une Nouvelle 91 de l'empereur Léon qui leur refusa même des aliments.

Pour terminer, rappelons que l'enfant né en dehors du mariage pouvait être légitimé de différentes manières :

- 1° Par mariage subséquent de ses père et mère ;
- 2° Par rescrit du prince (2) ;
- 3° Par oblation à la curie.

Les deux premiers modes de légitimation avaient pour effet d'élever l'enfant naturel au rang d'enfant légitime, en le faisant entrer complètement dans la famille de son père.

Le troisième mode, au contraire, lui conférait bien les droits d'enfant légitime, mais à l'égard du père seulement, comme notre adoption du Code civil. Mais, en présence d'enfants légitimes, il ne pouvait recevoir qu'une part d'enfant légitime le moins prenant.

(1) Exception est faite toutefois lorsque la femme illustre laisse en mourant des enfants légitimes et des *spurii* : les *spurii* sont exclus.

(2) Ce mode de légitimation, à la différence des deux autres, ne pouvait avoir lieu qu'à défaut d'enfants légitimes.

APPENDICE

Enfants adultérins et incestueux.

Les droits de ces enfants n'étaient pas, sous l'empire du droit romain, différents de ceux des enfants naturels. Comme eux, ils étaient cognats de leurs parents et à ce titre avaient les mêmes droits que les enfants naturels.

Ce n'est que tardivement qu'on voulut éviter le scandale que suscitait la naissance de ces enfants, et une constitution des empereurs Arcadius et Honorius les déclara incapables de succéder à leurs père et mère et d'en recevoir aucune libéralité entre vifs ou testamentaire, si ce n'est pour cause d'aliments (1).

Justinien aggrava leur situation, en dispensant leurs parents de la dette alimentaire imposée par la constitution précédente (2).

(1) Loi 6, C., *De incestis et inutilibus nuptiis*, liv. V, t. V.

(2) Nov. 89.

CHAPITRE II

DROIT COUTUMIER

Après la chute de l'Empire Romain, les populations germaniques et barbares envahirent la Gaule et apportèrent avec elles leurs coutumes. Aussi, le droit changea-t-il en bien des contrées. Dans les pays coutumiers, l'enfant naturel prit le nom de *bâtard*. Le bâtard, c'est l'enfant illégitime. « Celui est fils ou fille illégitime qui est procréé ou procréée hors de mariage, ou encore, mariage durant, lequel ne serait légitime ne droicturier. Ne ceux ne seraient pas dits illégitimes, qui devant mariage auraient esté nez, puis que depuis le père espouseroit la mère, iacoit ce que la mère eust encore autre mary entre la nativité de l'enfant et l'espousage du père (1) ».

De cette définition, il ressort que la dénomination de bâtard² comprenait les enfants issus de deux personnes non mariées. Ce sont ceux que notre Code civil appelle enfants naturels simples. Il comprend en outre ceux issus d'un mariage qui ne serait pas valable ; et il semble bien qu'il en soit ainsi, même si l'un des

(1) BOUTEILLIER, *Somme rurale*, t. 93, p. 922.

époux ou si les deux époux sont de bonne foi, car Bouteillier ne fait aucune distinction.

Enfin, de la dernière partie de la définition de notre auteur, il ressort que l'enfant né d'une personne mariée et d'une personne autre que l'époux de celle-ci est illégitime ; ce sont ceux que le Code civil appelle enfants adultérins. Notons tout de suite qu'à la différence de notre Code civil, le droit ancien permet la légitimation des enfants adultérins ; Bouteillier le dit clairement à la fin de sa définition.

Quant aux enfants incestueux, ils font aussi partie des bâtards ; Le Brun y fait allusion à propos de la légitimation.

Ainsi donc, le bâtard est celui qui n'est pas né d'une union légitime valable.

A la différence du droit romain qui admettait d'abord l'enfant naturel à la succession de sa mère, puis plus tard à la succession de ses deux auteurs, le droit coutumier le prive de tous droits pécuniaires vis-à-vis de ses parents ; il fait plus, il le frappe de déchéance sociale. Les lois barbares et le droit canonique y contribuèrent beaucoup.

« Les lois barbares étaient fort dures pour les enfants naturels, la conception du mariage étant très élevée et très sévère. Aussi l'enfant illégitime, sauf dans la loi Lombarde, n'avait aucun droit de succession.

« L'Eglise agit puissamment dans le même sens,

renforça l'idée de tache imprimée dans leur naissance, et posa le principe qu'ils ne peuvent parvenir aux ordres sacrés, ni aux bénéfices ; sans doute, ce n'est pas l'esprit généreux de l'Evangile, mais l'Eglise avait besoin d'organiser le mariage indissoluble et béni par elle ; aussi, pour empêcher les désordres, elle en punit les fruits, imprime une tache morale sur les bâtards (1)»

Partout nous retrouvons cette tache de la bâtardise. Quelques auteurs semblent dire qu'ils étaient considérés comme des serfs, mais Beaumanoir nous affirme le contraire. Ce qui est certain, c'est que, dans la société, une grande déconsidération s'attache à eux, sauf peut-être en ce qui concerne les bâtards nés de nobles, et seulement jusqu'à l'édit de Henri IV (1600) qui leur supprime leurs titres de noblesse. Le bâtard n'a point de famille, sa naissance ne lui confère aucun droit ; elle ne crée que des empêchements au mariage. Nous arrivons maintenant à l'étude des droits de succession des bâtards. Trois questions se présentent :

1^o Comment le bâtard établit-il sa filiation ?

2^o Quels sont les droits du bâtard dans la succession de ses père et mère ?

3^o La situation du bâtard peut-elle être améliorée ?

(1) M. LEFEBVRE à son cours.

SECTION I

Comment le bâtard établit-il sa filiation ?

Tout d'abord le père et la mère peuvent le reconnaître volontairement. Mais, à défaut de la reconnaissance, le bâtard a d'autres moyens de prouver sa filiation.

Il peut établir sa filiation maternelle par l'acte de baptême, par la possession d'état, en un mot par tous les moyens.

Quant à la filiation paternelle, la recherche de la paternité est admise, mais, comme le fait remarquer M. Lefebvre à son cours, l'action en recherche de la paternité est le plus souvent exercée par la mère, pour forcer le père à subvenir à ses besoins et à ceux de son enfant. La mère avait toutes les facilités pour faire cette recherche.

« Le serment de la fille enceinte suffisait, sinon pour établir d'une façon définitive la paternité naturelle, du moins pour faire condamner provisoirement le père présumé à une contribution pécuniaire (1) ».

Pour établir définitivement la paternité, la mère devait prouver la fréquentation ; cette preuve se faisait par tous les moyens ; le père pouvait soulever l'exception d'inconduite en prouvant que la femme avait eu d'autres fréquentations ; et alors la femme était

(1) M. P. VIOLET, *Histoire du Droit civil français*, 2^e édit., p. 468.

condamnée à restituer ce qu'elle avait reçu de lui, et à lui payer en outre des dommages-intérêts (1).

La recherche de la paternité ainsi exercée était dangereuse, car, sur le simple serment d'une fille-mère, un homme pouvait se voir condamné à lui donner une somme d'argent ou à lui servir une pension. Et quand il avait prouvé qu'il n'était pas le père de l'enfant, le recours contre la mère pouvait souvent être rendu illusoire par l'insolvabilité de celle-ci, sans compter le préjudice moral que pouvait causer à cet homme un semblable procès. Le droit intermédiaire ne remédia pour ainsi dire pas à ce mal. Le Code civil, voulant le faire disparaître, a été trop loin en prohibant complètement la recherche de la paternité (2).

SECTION II

Droits du bâtard dans la succession de ses père et mère.

N° 1. — SUCCESSION AB INTESTAT

La règle générale est simple et absolue : *Bâtards ne succèdent*. Elle se trouve reproduite dans presque toutes les coutumes (3). Le bâtard n'est qu'un étranger,

(1) M. LEFEBVRE, à son cours.

(2) Code civil, art. 340.

(3) Cout. de Paris, art. 158. — Melun, art. 297 et 301. — Auxerre, art. 34, — Sens, art. 31. — Etampes, art. 128. — Mantes, art. 175. — Senlis, art. 172. — Clermont, art. 153. — Ponthieu, tit. I, art. 17. — Valois, art. 91. — Arras, art. 31. — Montargis, ch. XV, art. 5. — Normandie, art. 147 et 175. — Bourbonnais, art. 185. — Poitou, art. 297. — Bretagne, art. 476.

et à ce titre il ne succède pas. Mais le droit coutumier ne tire pas de ce principe les conséquences logiques qu'en tirait le droit romain. Le droit romain disait : L'enfant naturel, vis-à-vis de son père, n'est qu'un étranger, et, à ce titre, il ne lui succède pas. Mais le père pourra lui faire des donations ou des legs dans la mesure où il serait admis à le faire à un étranger. Le droit coutumier au contraire, qui voit le bâtard avec défaveur, l'exclut complètement de la famille lorsqu'il s'agit d'une succession *ab intestat* ; et lorsqu'il s'agit d'une donation ou d'un legs, son titre de bâtard l'empêche de recueillir le bénéfice de ces dispositions.

Cependant, sous peine de laisser périr le bâtard, le droit coutumier ne pouvait pas tout lui refuser, et il permettait aux parents, il les obligeait même à nourrir leur enfant naturel ; mais c'est tout ce que celui-ci pouvait réclamer. Il a « son droit comme être humain, mais il porte en lui un principe d'indignité (1) ».

L'obligation alimentaire est consacrée par presque toutes les coutumes. « Qui fait l'enfant, doit le nourrir », dit Loysel (2). Bacquet (3) nous apprend que « les bastards peuvent demander alimens à leurs père et mère naturels ou à leurs héritiers, soit enfants légitimes qui leur succèdent ou autres parents ». Cette obligation alimentaire ne pèse donc pas seulement sur

(1) AOLLAS, *L'enfant né hors mariage*, p. 22.

(2) *Instit. coutumières*, liv. I, t. I, règle 40.

(3) *Du droit de bâtardise*, ch. V.

les auteurs de l'enfant, mais aussi sur leur succession. Mais ce n'est pas là un droit de succession à proprement parler, car cette obligation cesse dans quatre cas :

1° Lorsque le père ou la mère a reçu une injure de son bâtard.

2° Lorsque le bâtard a des biens suffisants pour lui permettre de subsister.

3° Lorsque les parents lui ont fait apprendre un métier, de sorte qu'il puisse subsister par son travail.

4° Enfin, lorsque le bâtard est en état de se tirer d'affaire par lui-même, ainsi qu'il semble résulter de cette phrase de d'Aguesseau : « Si aucun avait enfans batards jeunes et non puissans d'eux pour user de leur corps, ils doivent être pourvus sur les biens de leurs pères ou de leurs mères » .

Ces exceptions à la règle de l'obligation alimentaire prouvent bien qu'il n'y a pas là un droit de succession, mais une simple mesure d'humanité, une aumône, pourrait-on dire.

De cette règle que les bâtards ne succèdent point, d'Aguesseau tire deux conséquences :

1° Qu'ils ne peuvent exercer le retrait lignager, conséquence formulée d'ailleurs explicitement par les coutumes de Paris (1), de Calais (2), d'Étampes (3) et de Melun (4).

(1) Art. 158.

(2) Art. 169.

(3) Art. 182.

(4) Art. 297.

2° Par leur naissance, ils ne donnent point atteinte aux donations faites auparavant par leur père, « ce qui doit s'entendre néanmoins en cas qu'il ne soient pas légitimés par le mariage subséquent ».

En d'autres termes, n'étant pas eux-mêmes héritiers, ils ne peuvent porter aucun préjudice aux héritiers de leurs auteurs, et notamment ne peuvent exercer le rapport. Quant à la restriction que fait d'Aguesseau à l'égard des enfants légitimés par mariage subséquent, nous aurons occasion d'y revenir (1).

Il y avait cependant quelques exceptions à cette règle : des coutumes accordaient aux bâtards un droit de succession, et, suivant la nature de ce droit, les coutumes peuvent être rangées en trois classes.

1^{re} classe. — Elle comprend les coutumes qui appellent les bâtards, en concours avec les enfants légitimes, à la succession de leur mère. Telles sont les coutumes d'Alleeu (2) et de Valenciennes (3).

Consacrant les principes du droit romain, elles décident que la filiation maternelle, à l'encontre de la filiation paternelle, étant toujours certaine « il n'y a pas de bâtards de par mère » (4). Aussi appellent-elles le bâtard à la succession de sa mère en concours avec

(1) *Infra*, p. 34 et 35.

(2) Tit. I. art. 8.

(3) Art. 121.

(4) En succession maternelle, n'y a nuls bâtards, tellement que les bâtards naturellement succèdent à leur mère, aussi bien qu'autres enfants procréés en légal mariage (Cout. de Valenciennes, art. 121).

les enfants légitimes. Elles ne s'expliquent pas sur la vocation du bâtard à la succession des parents de sa mère; mais la coutume de Valenciennes (1), décidant que les parents maternels du bâtard lui succèdent, tous les auteurs sont unanimes à accorder au bâtard le même droit, car, disent-ils, en matière de succession, la réciprocité est la règle.

2^e classe. — Dans cette seconde classe, le bâtard vient à la succession de sa mère et de ses parents maternels, mais seulement à défaut d'enfants légitimes (2).

3^e classe. — Les coutumes de cette catégorie appellent les bâtards à la succession de leur mère sans expliquer s'ils viennent à défaut d'enfants légitimes ou en concours avec eux. Parmi ces coutumes se trouvent celles de Saint-Omer en Artois (3) et de Théroanne (4). La majorité des auteurs croient qu'il est plus conforme à l'esprit de ces coutumes de se prononcer pour le concours des bâtards avec les enfants légitimes.

La coutume de Saint-Omer en Artois, décidant en outre que les parents maternels succèdent au bâtard, on en conclut que par droit de réciprocité le bâtard leur succède aussi.

(1) Art. 122.

(2) Cout. d'Aire, tit. I, art. 9.

(3) Tit. I, art. 21.

(4) Tit. I, art. 4.

N° 2. — DONATIONS ENTRE-VIFS ET TESTAMENTS

En droit coutumier, le bâtard est incapable de recevoir à titre gratuit, si ce n'est pour cause d'aliments. Aussi les père et mère d'un bâtard ne peuvent faire aucune disposition à titre universel en sa faveur : un arrêt du Parlement du 26 janvier 1656 décide même qu'ils ne peuvent épuiser leurs biens par legs particuliers faits aux bâtards ; arrêt très sage, car autrement les parents du bâtard eussent pu facilement tourner la loi. Ce même arrêt décide que les donations ou legs à titre universel faits aux bâtards ne sont pas nuls, mais seulement « réductibles jusqu'à concurrence d'aliments ». « En France, dit Bacquet, on peut donner à tous bâtards pour leurs aliments ». Et dans Loysel (1), nous lisons : « Maître Martin Doublé tenait que bâtards ne pouvaient recevoir legs, ni de père ni de mère ; ce qui se doit entendre de legs excédans leur nourriture ».

Cependant ces règles tombaient si le bâtard ne trouvait en face de lui aucun héritier. Il était préféré au fisc : « Quand il y a concurrence entre le droit de déshérence et le droit de bâtardise, dit Le Brun, le droit de bâtardise l'emporte ». Et le même auteur dit encore : « Un bâtard peut être institué héritier quand il ne s'agit que de l'intérêt du fisc ».

(1) *Op. cit.*, liv. I, t. I, règle 43.

Quelques coutumes cependant faisaient aux bâtards une situation meilleure, en permettant à leurs père et mère de les avantager : parmi ces coutumes nous citerons :

1° Celles d'Anjou (art. 345) et du Maine (art. 357) qui permettent aux bâtards de recevoir par donation entre vifs.

2° La coutume de Melun (art. 297) qui autorise les père et mère à avantager leurs bâtards par donation entre vifs ou par testament, « pourvu que le don ne soit immodéré et immense ».

3° La coutume de Sedan permet à l'auteur d'un enfant naturel de lui donner « un sixième en pleine « propriété dans ses meubles et conquêts, à la charge « de la réversion, en cas qu'il meure sans enfants « légitimes, et, à défaut de meubles et conquêts, de lui « donner l'usufruit d'un sixième dans les propres ».

4° La coutume de la Marche, dans son article 224, décide que le « bâtard ne succède point à père ni à « mère : néanmoins si la mère pour le nourrir et alimenter lui fait donation dans les termes de la coutume (qui est de la tierce partie de ses biens par testament), telle donation est bonne et valable ».

5° La coutume du Bourbonnais allait plus loin : elle permettait l'institution contractuelle en faveur d'un bâtard. Mais, dans l'art. 225, elle décidait que cette institution contractuelle ne serait pas soumise à la loi *Si unquam*. La loi *Si unquam* est cette loi du Code

de Justinien qui consacre la révocation des donations pour cause de survenance d'enfant (1).

A quoi Le Brun répond « qu'elle y est sujette, par « ce principe que non seulement le bâtard, mais même « le légitimé par lettres ne peut jamais être préféré « à des légitimes (2) ».

6° Les bâtards peuvent, nous l'avons dit, réclamer des aliments à leurs père et mère naturels ou à leurs héritiers, mais ils ne sont pas légitimaires. Cependant, nous trouvons deux coutumes : celles de Valenciennes et de Saint-Omer, qui appellent les bâtards à la succession de leur mère, en concours avec les enfants légitimes (3). La coutume de Valenciennes assimile complètement les bâtards aux enfants légitimes dans la succession maternelle ; Le Brun en conclut qu'ils ont une légitime dans cette succession ; mais il ajoute que la coutume de Valenciennes, étant exorbitante de droit commun, il ne faut pas étendre ses dispositions et dire qu'ils ont une légitime dans la succession de leur père.

(1) Loi 8, C., liv., VIII, t. LVI : *Si unquam libertis patronus filios non habens bona omnia vel partem aliquam facultatum fuerit donatione largitus, et postea suscepit liberos, totum quidquid largitus fuerat reuertatur in ejusdem donatoris arbitrio ac ditione mansurum.*

(2) *Traité des successions*, p. 22.

(3) Voyez *supra*, p. 28, note 4.

APPENDICE

Le bâtard succède-t-il à son aïeul ?

Il était absolument certain en droit coutumier que le bâtard ne succédait pas à son aïeul, car il n'était pas son parent. Le même principe était consacré dans notre Code civil et est reproduit dans la loi de 1896. Mais une question se posait : L'aïeul peut-il instituer héritier le bâtard de son enfant ? Cette question était controversée. Selon Balde, le bâtard ne pouvait être institué héritier.

Selon Bartole, au contraire, cette institution était licite ; car ici, il n'y avait aucun lien de parenté, et la qualité de bâtard n'était pas un titre de défaveur ; l'aïeul et son bâtard sont vis-à-vis l'un de l'autre comme deux étrangers. L'opinion de Bartole fut admise par la jurisprudence (1). Cependant, la faculté pour l'aïeul d'instituer le bâtard n'existait plus, lorsque cet aïeul avait des enfants légitimes (2) ou que le bâtard était né *ex damnato coïtu* (3).

(1) Voyez Arrêts du Parlement, 18 fév. 1610 et 21 avril 1637.

(2) Arrêt du Parlement de Toulouse, 18 juin 1621.

(3) Arrêt du Parlement, 14 août 1570.

SECTION III

La situation du bâtard peut-elle être améliorée ?

Nous venons de voir que la situation du bâtard, en droit coutumier, était bien inférieure à celle de l'enfant naturel en droit romain. Cependant, les coutumes offraient aux bâtards et à leurs parents le moyen d'améliorer cette situation par la légitimation.

La légitimation pouvait se faire de deux façons : par mariage subséquent et par lettres patentes du roi (1).

1° *Légitimation par mariage subséquent.* — Lorsque deux personnes non mariées ont eu un enfant et qu'elles se marient postérieurement à la naissance de cet enfant, elles peuvent l'élever au rang d'enfant légitime, à condition de remplir la cérémonie qui consiste à le mettre sous leur poêle (2). Mais peu à peu cette formalité disparaît et le mariage subséquent légitime de plein droit le bâtard.

La légitimation *per subsequens* produisait deux effets :

a) Elle élevait l'enfant au rang d'enfant légitime, et cet effet prenait date, non du jour du mariage, mais du jour de sa naissance. C'est là un fait singulier, car le mariage produisait son effet souvent bien longtemps avant d'avoir été célébré. Le Brun nous dit que « le bâtard légitimé par mariage subséquent a droit d'aî-

(1) Cf. en Droit romain, la légitimation *rescripto principali*.

(2) BEAUMANOIR, ch. XVIII. LOYSEL, liv. I, tit. I, R. 40 : Enfants nés avant le mariage, mis sous le poêle, sont légitimés.

nesse au préjudice d'un fils légitime né d'un mariage précédent à sa légitimation, mais postérieur à sa naissance (1) ». Ainsi, dans l'espèce citée par Le Brun, le second mariage produit des effets qui remontent à une époque où le premier n'était pas encore conclu.

b) L'enfant légitimé succède à ses père et mère, comme un enfant légitime. Il peut par conséquent réclamer sa part *ab intestat*, exercer le retrait lignager, recevoir à titre gratuit, faire réduire les donations et les legs qui le priveraient de sa légitime ou d'une partie de sa légitime.

Nous pensons aussi, quoique nous n'ayons pas trouvé cette solution dans les coutumes, que le bâtard légitimé *per subsequens* avait le droit de réclamer à ses frères et sœurs légitimes, une succession qui leur serait échue alors que lui bâtard n'était encore que conçu.

2° A côté de la légitimation par mariage subséquent, le droit coutumier avait institué la *légitimation par lettres du prince*. Ses effets sont moins puissants que ceux du mode précédent. La légitimation par lettres profite aux bâtards seulement *ad honores, non ad successiones*. Cette formule signifie qu'elle ne les fait pas venir à la succession *ab intestat* de leurs auteurs ; elle leur permet de profiter des offices ; elle lève l'incapacité de recueillir les dispositions universelles que leurs père et mère auraient faites en leur faveur.

(1) LE BRUN, *loc. cit.*, liv. I, chap. II, sect. I, dist. I.

Pour que le bâtard légitimé par lettres puisse venir à la succession *ab intestat* de ses père et mère, il faut que ceux-ci aient donné leur consentement à la légitimation. Mais le bâtard n'entre pas dans la famille de ses auteurs, il ne succède pas aux parents de ses auteurs, à moins toujours que ceux-ci n'aient consenti à la légitimation.

Lorsque les père et mère ont consenti à la légitimation par lettres, le bâtard, nous dit Bacquet, leur succède « en tous biens, encore que les héritiers présomptifs n'aient pas consenti à la légitimation ». Et le même auteur ajoute : « Quand plusieurs bâtards sont légitimés ensemble, ils ne succèdent les uns aux autres ».

C'est donc un mode moins parfait que le mode précédent ; il ne suffit pas à fonder la famille, comme le mariage peut le faire. Néanmoins la légitimation par lettres patentes rendit de grands services en droit coutumier, tout comme la légitimation par rescrit du prince en Droit romain.

APPENDICE

Enfants adultérins et incestueux.

Ces enfants sont encore plus mal traités que les bâtards. Ils n'ont en effet même pas droit aux aliments.

CHAPITRE III

DROIT INTERMÉDIAIRE

Les règles que nous venons d'exposer montrent que le droit coutumier avait traité les bâtards avec une extrême rigueur ; la Révolution française, qui venait de proclamer l'égalité de tous les citoyens, devait traiter les enfants naturels avec plus de faveur et, comme il était à prévoir, elle prit un système tout à fait contraire à celui du droit coutumier. Alors que nos anciennes coutumes n'accordaient rien ou presque rien aux bâtards, le droit intermédiaire les assimila complètement aux enfants légitimes.

La loi du 12 brumaire an II déclara que les enfants naturels succéderaient à leurs père et mère, et même que leurs propres descendants les représenteraient.

C'est en effet la loi du 12 brumaire an II qui a organisé les droits de succession ; elle est de quatre ans postérieure à la Révolution, mais elle a un effet rétroactif ; elle édicte des mesures toutes nouvelles relatives aux enfants nés hors mariage, et que nous allons diviser en trois chapitres.

SECTION I

Comment se prouve la filiation naturelle

Pour que les enfants naturels puissent invoquer le droit qu'ils ont à la succession de leurs père et mère, il faut qu'ils établissent leur filiation. La filiation naturelle s'établit par la possession d'état, et cette possession d'état résulte non seulement d'écrits publics ou privés, mais encore de certains faits matériels qui rendent vraisemblable la filiation. L'art. 8 de la loi du 12 brumaire an II dit à ce sujet : « Pour être admis à l'exercice des droits ci-dessus dans la succession de leur père décédé, les enfants nés hors du mariage seront tenus de prouver leur possession d'état. Cette preuve ne pourra résulter que de la représentation d'écrits publics ou privés du père, ou de la suite des soins donnés à titre de paternité et sans interruption tant à leur entretien qu'à leur éducation ».

Il va sans dire que ces dispositions s'appliquaient aussi à la mère. Mais, en ce qui concerne le père, les faits d'où peut résulter la filiation naturelle sont des faits volontaires de sa part ; si l'enfant ne représente pas d'écrits publics ou privés émanant du père, ou s'il ne peut pas prouver que celui qu'il prétend être son père lui a donné une suite de soins ininterrompus à titre de paternité, il ne peut rien réclamer ; la recherche de la paternité est interdite, « alors même qu'elle

n'aurait pas pour but d'attribuer à l'enfant des droits de successibilité et qu'elle est formée par la mère pour obtenir des frais de gésine et des aliments » (1).

La jurisprudence s'est d'ailleurs montrée très sévère sur l'application de l'art. 8, et elle en a restreint singulièrement la portée. La Cour de Paris a en effet décidé que : lorsqu'une personne, pour terminer un procès sur la recherche de la paternité, s'est chargée de l'enfant qu'on lui attribuait, et a promis de payer une certaine somme à l'époque de son mariage, et même si elle est intervenue à son contrat de mariage pour renouveler la promesse faite par la transaction, elle n'est pas censée l'avoir reconnu librement pour son enfant et successible (2).

Quoiqu'il y ait bien des présomptions en faveur de la paternité d'une personne qui accepte une semblable transaction, nous pensons que la Cour de Paris a tiré une conséquence très juridique de l'art. 8, car nous ne trouvons pas ici l'écrit public ou privé d'où résulte la possession d'état ou la suite de soins donnés sans interruption à titre de paternité.

Quant à la maternité, il n'est pas douteux qu'elle puisse être recherchée judiciairement.

(1) Arrêt de Cass. du 3 ventôse an X, S., 3, 4, 185. — La même solution est consacrée dans notre Droit moderne par un arrêt de la Cour de Cass. du 26 mars 1806, S., 6, 2, 570. L'art. 340 du Code civil est d'ailleurs conçu en des termes absolus qui ne laissent aucun doute à cet égard.

(2) Arrêt du 9 floréal an XIII, S., 5, 2, 303.

SECTION II

Les enfants naturels sont assimilés aux enfants légitimes.

Ayant ainsi prouvé leur filiation, les enfants naturels sont admis à succéder à leurs parents. « Leurs droits sont les mêmes que ceux des autres enfants » (art. 2).

L'assimilation entre les enfants naturels et les enfants légitimes est complète ; les législateurs de l'époque révolutionnaire ont voulu sanctionner le principe d'égalité en prenant le contre-pied des décisions de l'époque coutumière ; ils ont même été plus loin : ils ont voulu que cette égalité prît date du jour même de la prise de la Bastille et ils font rétroagir la loi de Brumaire au 14 juillet 1789. « Les enfants actuellement existants, nés hors du mariage, seront admis aux successions de leurs père et mère, ouvertes depuis le 14 juillet 1789 ». Et, pour sanctionner ce principe de rétroactivité, l'art. 4 autorisait les enfants naturels à reprendre aux collatéraux et aux étrangers les biens qu'ils avaient recueillis, sauf à leur laisser une quotité dérisoire à titre de compensation. L'art. 4 est ainsi conçu : « Si le père ou la mère de l'enfant né hors mariage a transmis ses biens, en tout ou en partie, soit *ab intestat*, soit par disposition, à des parents collatéraux ou à des étrangers, ceux-ci, lors de la remise qu'ils feront à l'enfant né hors du mariage, pourront retenir un sixième de ce qui leur est échu ou de ce qui leur aura été donné ».

Mais le législateur n'avait pas osé appliquer la rétroactivité aux successions collatérales. L'enfant naturel succédait, en vertu de notre loi, aux parents collatéraux, à défaut d'héritiers directs, mais ce droit ne prenait date que du jour de la promulgation de la loi de Brumaire. « Les enfants nés hors du mariage... ne pourront prétendre aucun droit dans les successions de leurs parents collatéraux ouvertes depuis le 14 juillet 1789 ».

Mais, à compter de ce jour, il y aura successibilité réciproque entre eux et leurs parents collatéraux, à défaut d'héritiers directs ».

Ce principe de rétroactivité introduit dans la loi fut l'objet des plus vives protestations et la source de nombreux procès. Aussi, après bien des hésitations, le législateur décida, dans l'art. 1^{er} de la loi du 15 thermidor an IV, que « le droit de succéder à leurs père et mère accordé aux enfants nés hors mariage par la loi du 4 juin 1793, n'aura d'effet que sur les successions échues postérieurement à la publication de ladite loi. L'effet rétroactif attribué à ce droit par la première disposition de l'art. 1^{er} de la loi du 12 brumaire an II est aboli ».

La conséquence fut que les enfants naturels qui avaient recueilli les successions de leurs père et mère en vertu de la loi de brumaire et qui avaient pu, par application de l'art. 4, dépouiller les parents collatéraux et étrangers qui avaient succédé entre le 14 juillet

let 1789 et le 12 brumaire an II, durent restituer à ces mêmes collatéraux et étrangers ce qu'ils avaient reçu d'eux, sauf à conserver « à titre d'aliments, sur les successions de leurs père et mère une pension égale au revenu du tiers de la portion qu'ils auraient prise, s'ils étaient nés dans le mariage ».

L'art. 16 de la loi de Brumaire complétait l'assimilation des enfants légitimes et des enfants naturels, en décidant que ces derniers « représenteront leurs père et mère dans l'exercice des droits que la présente loi leur attribue ».

La jurisprudence n'exigea même pas au début que les père et mère fussent encore vivants le 14 juillet 1789 pour que le droit de représentation des enfants nés hors du mariage pût s'exercer (1). Mais elle reconnut rapidement qu'elle avait étendu arbitrairement la portée du principe, et elle décida que seuls les enfants naturels dont les père et mère seraient morts après le 14 juillet 1789 pourraient les représenter (2).

SECTION III

Dispositions transitoires

La législation du droit intermédiaire n'était qu'une législation provisoire; la loi de Brumaire, notamment,

(1) Arrêt de Cass., 27 messidor an VII. — DEVILLENEUVE, *Recueil des lois et arrêts*, I, 225.

(2) Arrêt de Cass., 12 pluviôse an VIII. — DEVILLENEUVE, *loc. cit.*, I, 297.

avait eu pour but de régler le sort des enfants naturels, en consacrant immédiatement les principes nouveaux de la Révolution ; mais elle ne les réglait que d'une manière provisoire, et, loin d'engager l'avenir, elle décidait que les droits des enfants naturels dont les père et mère seraient encore vivants à la promulgation du Code civil succéderaient suivant les prescriptions du Code. « A l'égard des enfants nés hors du mariage, dont le père et la mère seront encore existants lors de la promulgation du Code civil, leur état et leurs droits seront en tout point réglés par les dispositions du Code » (art. 10).

La jurisprudence avait même fini par décider que les droits des enfants naturels n'avaient été réglés qu'à l'égard de ceux dont les père et mère étaient décédés avant la promulgation de la loi de Brumaire (art. 1 et 10 *cbn*) ; en conséquence il y avait, d'après la jurisprudence, « nécessité de surseoir toute décision définitive jusqu'à la publication du Code civil (1) ».

Bien plus, l'art. 2 de la loi transitoire du 14 floréal an XI consacra cette jurisprudence : « . . . les dispositions entre vifs ou testamentaires, antérieures à la promulgation des mêmes titres du Code civil (2) et dans lesquels on aurait fixé les droits de ces enfants naturels, seront exécutées, sauf la réduction à la quotité

(1) Voy. arrêt du 24 prairial an VII. — DEVILLENEUVE, *loc. cit.*, I, 213 ; — 4 pluviôse an VIII, *id.*, I, 295 ; — 4 ventôse an XI, *id.*, I, 765.

(2) Les titres de la paternité et de la filiation, et des successions.

disponible aux termes du Code civil, sauf aussi un supplément conformément à l'art. 51 (1) de la loi sur les successions, dans le cas où la portion léguée serait inférieure à la moitié de ce qui devait revenir à l'enfant naturel suivant la même loi ».

La jurisprudence et la loi se mettaient d'accord pour violer l'art. 4 du Code civil, qui pose le principe de non rétroactivité des lois.

APPENDICE

Enfants adultérins et incestueux.

Ils n'ont aucun droit de succession (2), mais ils peuvent réclamer des aliments en vertu d'un testament olographe dans lequel le père les reconnaît. S'ils ne peuvent exciper de la reconnaissance, ils peuvent du moins se prévaloir de la clause relative aux biens pour réclamer des aliments (3).

(1) Art. 761 du Code civil.

(2) Cass., 5 nivôse an IX, DEVILLENEUVE, *loc. cit.*, I, 406.

(3) Cass., 28 prairial an XIII, DEVILLENEUVE, *loc. cit.*, I, 406.

CHAPITRE IV

CODE CIVIL (1)

Le Code civil, dans ses dispositions relatives aux droits de succession des enfants naturels, a suivi une ligne intermédiaire entre le droit coutumier et le droit de la Révolution ; il n'a pas voulu choisir entre les deux théories trop absolues de ces deux législations, et il a formé une théorie nouvelle destinée à sauvegarder les droits de la famille, en reconnaissant toutefois à l'enfant naturel certains privilèges.

SECTION I

Nature du droit successoral de l'enfant naturel

« Les enfants naturels, dit l'art. 756 ancien, ne sont point héritiers ; la loi ne leur accorde de droit sur les biens de leur père ou mère décédés, que lorsqu'ils ont été légalement reconnus. Elle ne leur accorde aucun droit sur les biens des parents de leur père ou mère ».

(1) Cette partie de notre étude ne comprend qu'un simple tableau des dispositions du Code civil, relativement aux droits de succession des enfants naturels. Nous reportons l'examen des controverses et des difficultés de la matière à notre seconde partie : la loi du 25 mars 1896.

Il faut donc, pour qu'ils puissent succéder, que les enfants naturels soient légalement reconnus ; peu importe que la reconnaissance soit amiable ou judiciaire.

L'ancien art. 756 *in fine* ajoutè que l'enfant naturel n'a aucun droit sur les biens des parents de ses père et mère.

SECTION II

Quotité du droit héréditaire de l'enfant naturel.

A la différence des autres successeurs irréguliers (conjoint survivant et Etat), qui ne viennent qu'à défaut d'héritiers légitimes ou d'enfants naturels, l'enfant naturel vient en concours avec tous les héritiers légitimes quels qu'ils soient ; la quotité de son droit héréditaire est plus ou moins forte suivant qu'il se trouve en concours avec des héritiers légitimes d'un rang moins ou plus favorable, mais il n'est jamais exclu par aucun d'eux ; bien plus, nous verrons que la jurisprudence lui reconnaît un droit de réserve que la loi d'ailleurs lui accorde implicitement.

L'ancien art. 757 déterminait ainsi le montant du droit héréditaire de l'enfant naturel : « Le droit de l'enfant sur les biens de ses père et mère décédés est réglé ainsi qu'il suit :

Si le père ou la mère a laissé des descendants légitimes, ce droit est d'un tiers de la portion héréditaire

quel enfant naturel aurait eue s'il eût été légitime ; il est de la moitié lorsque les père ou mère ne laissent pas de descendants, mais bien des ascendants ou des frères ou sœurs ; il est des trois quarts lorsque les père ou mère ne laissent ni descendants ni ascendants, ni frères ni sœurs. »

ART. 758. — L'enfant naturel a droit à la totalité des biens, lorsque les père ou mère ne laissent pas de parents au degré successible.

DRITS DES DESCENDANTS DE L'ENFANT NATUREL

« En cas de prédécès de l'enfant naturel, ses enfants ou descendants peuvent réclamer les droits fixés par les articles précédents » (art. 759).

D'après la place de cet article, il semblerait que les descendants de l'enfant naturel ne peuvent exercer que les droits contenus dans les art. 756, 757 et 758, mais il est évident que les dispositions relatives aux donations entre vifs et testaments et à l'imputation, de même que la théorie de la doctrine et de la jurisprudence sur la réserve leur sont applicables.

Notre article ne s'applique qu'aux descendants légitimes de l'enfant naturel par argument *à fortiori* tiré de l'art. 756 *in fine* : les enfants naturels d'un enfant légitime n'ont aucun droit sur les biens des parents de cet enfant légitime, à plus forte raison en est-il de même de l'enfant naturel d'un enfant naturel.

Cet article étant reproduit textuellement par la loi nouvelle, nous l'étudierons avec plus de détails au chapitre II de notre seconde partie.

SECTION III

Réserve de l'enfant naturel.

La question de la réserve des enfants naturels pouvait prêter à discussion ; le Code, en effet, ne mentionnait pas les enfants naturels parmi les héritiers réservataires (art. 913 et 914 qui ne parlent que d'enfants et descendants légitimes). Mais la jurisprudence et la doctrine étaient d'accord pour leur reconnaître une réserve ; elles se fondaient sur l'article 761 ainsi conçu : « Toute réclamation leur est interdite (aux enfants naturels), lorsqu'ils ont reçu, du vivant de leur père ou de leur mère, la moitié de ce qui leur est attribué par les articles précédents, avec déclaration expresse, de la part de leur père ou mère, que leur intention est de réduire l'enfant naturel à la portion qui lui est assignée. — Dans le cas où cette portion serait inférieure à la moitié de ce qui devait revenir à l'enfant naturel, il ne pourra réclamer que le supplément nécessaire pour parfaire cette moitié. » Cette disposition permettait, ou avait pour but de permettre à un père d'écarter son enfant naturel de sa succession, de l'empêcher d'y venir ; pour arriver à ce résultat, il lui faisait une donation qui ne pouvait être inférieure à la moitié de sa part héréditaire, et devait indiquer

dans l'acte de donation sa volonté de la réduire à la portion qu'il lui assignait (1).

Le père pouvait-il imposer à son enfant cette réduction ? C'était une question très discutée. La jurisprudence y voyait, non une donation, mais bien un acte de puissance paternelle (2). Elle décidait que le consentement de l'enfant n'était pas nécessaire pour que l'art. 761 reçût son application. Le père ou la mère pouvait lui imposer sa volonté et cet article était applicable, par le fait seul que l'enfant naturel avait été mis en demeure d'accepter la somme qui lui avait été assignée, malgré son refus de la recevoir (3).

Nous pensons au contraire, avec un grand nombre d'auteurs, que le consentement de l'enfant était absolument nécessaire. Il s'agit ici d'une donation entre-vifs ; pour être parfaite, elle suppose le consentement du donataire, qui ne peut être contraint d'accepter une libéralité malgré lui. On peut forcer un créancier à recevoir ce qui lui est dû ; mais l'enfant naturel n'est pas créancier, et même, le serait-il, on ne pourrait pas l'obliger à recevoir sa créance avant l'échéance ; or cette échéance arrive seulement au moment de la mort du père ou de la mère de l'enfant.

(1) C'est une dérogation notable à la prohibition des pactes sur successions futures.

(2) Pau, 12 mai 1836, D., 57, 1, 130 ; — Paris, 14 juin 1886, sous Cass., D., 88, 1, 209.

(3) Cass., 31 août 1847, D., 47, 1, 324 ; — Toulouse, 29 avril 1845, D., 45, 2, 165 ; — Metz, 27 janv. 1853, D., 54, 2, 262.

Quoi qu'il en soit, l'enfant naturel pouvait avoir intérêt à accepter une transaction de cette nature, et souvent il l'acceptait. Mais le but de son auteur n'était pas toujours atteint ; nous dirons même qu'il ne l'était jamais, en ce qui concernait son désir d'écarter l'enfant de sa succession. En effet, la fortune du père ou de la mère avait pu s'accroître entre l'époque de la donation et sa mort ; l'enfant naturel pouvait réclamer le complément de la moitié de sa part héréditaire (art. 761). Et, en admettant que cette fortune n'eût pas varié, qui pouvait empêcher l'enfant naturel de venir assister à la liquidation de la succession pour en connaître le montant exact ? C'était son droit absolu.

La jurisprudence avait décidé que l'enfant naturel peut, même lorsque son père a déclaré le réduire à sa moitié, demander la nullité de l'acte si ce qu'il a reçu est sensiblement inférieur à cette moitié (1). Pratiquement, cette solution serait équitable, mais il est bien difficile de l'admettre en présence des termes absolus de l'art. 761 *in fine*. « Dans le cas où cette portion serait inférieure à la moitié de ce qui devait revenir à l'enfant naturel, il ne pourra réclamer que le supplément nécessaire pour parfaire cette moitié ». Notre article ne distingue pas si ce qu'a reçu l'enfant naturel est de peu ou de beaucoup inférieur à la moitié de ce qui aurait dû lui revenir.

(1) Cass., 2 mai 1888, D., 88, 1, 209 et la note.

Si la fortune du père a diminué depuis l'époque de la donation, l'enfant naturel peut conserver ce qu'il a reçu jusqu'à concurrence de la part héréditaire complète qui aurait dû lui revenir. Les termes de l'art. 761 sont favorables à cette solution ; le père peut faire à son enfant une donation avec déclaration expresse de la réduire à la portion qu'il lui assigne, à la condition toutefois que cette portion ne sera pas inférieure à la moitié de ce qui aurait dû lui revenir ; notre article laisse bien entendre qu'elle peut être supérieure à la moitié de cette portion ; mais si elle dépassait cette part, elle pourrait être réduite en vertu de l'art. 908 que nous étudierons plus loin.

Nous avons dit que cette disposition contenait en elle le principe d'une réserve au profit des enfants naturels ; pour mieux dire, elle n'institue pas de réserve, elle la suppose ; le père et la mère peuvent réduire l'enfant naturel à la moitié de sa portion héréditaire par donation entre vifs, mais ils ne pourront lui imposer une réduction plus forte ; comment donc pourraient-ils violer cette disposition en dépouillant l'enfant naturel par un legs universel ou une foule de legs particuliers ?

Pour calculer la réserve, on se basait sur l'art. 757 qui fixait le montant héréditaire de l'enfant naturel et on avait décidé que la réserve serait du tiers, de la moitié ou des trois quarts de ce qu'elle aurait été si l'enfant avait été légitime, suivant que l'enfant naturel

se trouvait en présence de descendants légitimes, d'ascendants, de collatéraux privilégiés ou de collatéraux ordinaires (1).

SECTION IV

Donations entre vifs et testaments en faveur de l'enfant naturel. — Théorie de l'imputation.

Le Code civil avait édicté, nous venons de le voir, des dispositions très sévères contre les enfants naturels. Il était à craindre que les parents ne cherchassent à faire à leurs enfants une situation moins précaire. Mais l'art. 908 le leur interdisait formellement : « Les enfants naturels, disait l'art. 908 ancien, ne pourront, par donation entre vifs ou par testament, rien recevoir au-delà de ce qui leur est accordé au titre des successions ». Rapprochons de ce texte l'art. 760 : « L'enfant naturel ou ses descendants sont tenus d'imputer sur ce qu'ils ont droit de prétendre, tout ce qu'ils ont reçu du père ou de la mère dont la succession est ouverte, et qui serait sujet à rapport, d'après les règles établies à la Section II du chapitre VI du présent titre ».

De ces deux textes, il résulte clairement qu'en aucun cas les enfants naturels ne pouvaient recevoir, par

(1) Voy. les art. 757 et 758 anciens.

donation ou testament, plus que ne leur accordait l'art. 757. La donation et le testament en faveur de l'enfant naturel n'étaient pas nuls, mais seulement réductibles à la quotité fixée par l'art. 757. Et les enfants naturels étaient tenus d'imputer, c'est-à-dire de faire entrer en ligne de compte, tout ce qu'ils avaient reçu du père ou de la mère et qui serait sujet à rapport ; il s'agit ici des donations entre vifs et des legs (art. 843).

Il semble bien que le législateur ait entendu faire une distinction entre le rapport et l'imputation ; cela ressort de la rédaction même de l'art. 760. « L'enfant naturel ou ses descendants sont tenus d'imputer.... tout ce qu'ils ont reçu..... et qui serait sujet à rapport ». Les deux institutions ont une ressemblance : toutes deux ont pour but de maintenir l'équilibre voulu par la loi entre les différentes classes d'héritiers, mais avec cette différence que le rapport est plus spécialement la sanction de l'égalité entre les héritiers et que l'imputation est la sanction d'un principe spécial : le maintien de l'enfant naturel dans une situation inférieure à celle des autres enfants. Il en résulte que si un donateur ou un testateur peut dispenser son héritier du rapport, l'auteur d'un enfant naturel ne peut le dispenser de l'imputation (1).

Enfin le rapport se fait tantôt en nature, tantôt en moins prenant ; l'imputation, au contraire, se faisait

(1) On n'impute pas les dons qui, aux termes de l'art. 852, ne sont pas sujets à rapport. Grenoble, 30 déc. 1858, D., 62, 1, 142.

toujours en moins prenant (1). C'est bien là l'idée contenue dans le mot *imputer*.

Quant aux fruits, ils étaient imputables à dater du jour de l'ouverture de la succession, car ceux-là seuls auraient été sujets à rapport (2).

(1) AUBRY et RAU, t. VI, n° 138. — BAUDRY-LACANTINERIE, t. II, n° 113.

(2) Paris, 14 juillet 1827, S., 27, 2, 73. — Cass, 11 janv. 1831, S., 31, 1, 60.

DEUXIÈME PARTIE

LOI DU 25 MARS 1896

INTRODUCTION

Comme on peut le voir par le rapide exposé qui vient d'être fait, le Code civil s'était montré très rigoureux pour les enfants naturels.

Aussi, dès 1887, s'était-on occupé de modifier en leur faveur les droits que la loi leur accordait. M. Henri Coulon avait fait paraître une brochure intitulée : *De la condition des enfants naturels reconnus dans la succession de leurs père et mère, ce qu'elle a été, ce qu'elle est, ce qu'elle devrait être*. Et l'auteur avait inséré dans son œuvre un projet de loi qui peut se résumer en ces simples termes : Les enfants naturels ont les mêmes droits que les enfants légitimes sur les biens du père ou de la mère qui les a reconnus. Ils leur succèdent et peuvent recevoir à titre gratuit dans la même mesure que les enfants légitimes. Mais il ne leur accordait aucun droit dans les successions des parents de leurs père et mère.

Enfin rien n'était changé à la condition des enfants adultérins ou incestueux.

Un an après, le 22 octobre 1888, MM. Alfred Letellier, Jullien et Rivet prenaient le projet préconisé par M. Coulon, et le déposaient sur le bureau de la Chambre. Renvoyé à la Commission d'initiative parlementaire, il fut pris en considération le 3 février 1891 et renvoyé à une Commission spéciale. La Commission lui fit subir beaucoup de modifications, et la Chambre le vota tel que la Commission le lui présenta par l'organe de M. Jullien, rapporteur, le 21 juillet 1893. Le projet fut transmis au Sénat à cette date et de nouveau le 17 janvier 1894 (1). MM. Demôle et Tolain, sénateurs, lui opposèrent un contre-projet, analogue au projet primitif de MM. Letellier, Jullien et Rivet. Ce contre-projet échoua.

M. Dauphin, rapporteur du projet adopté par la Chambre, présenta ses conclusions sur la nouvelle loi, le 24 janvier 1895. Son rapport, véritable chef-d'œuvre juridique, peut être considéré comme un commentaire de la loi nouvelle, puisque la loi fut votée telle qu'il la présenta, sauf l'addition d'un § 3 à l'art. 908 (2). Le 25 mars 1895, le Sénat adoptait le projet en première délibération, et le 27 juin de la même année en deuxième délibération.

(1) Cette seconde transmission au Sénat fut nécessitée par le renouvellement de la Chambre des députés, en septembre 1893, sur la demande de quarante députés nouvellement élus.

(2) Ce paragraphe est relatif aux enfants adultérins et incestueux.

Le projet, de retour à la Chambre, fut, sur les conclusions de M. Jullien présentées le 23 janvier 1896, adopté tel que le Sénat l'avait voté. La première délibération eut lieu le 5 mars 1896, et la seconde le 24 mars 1896.

Le 25 mars 1896, le Président de la République promulguait la loi dont la teneur suit :

ARTICLE 1^{er}. — Il est créé, au chapitre 3 du titre 1^{er} du livre III du Code civil, une section VI avec le titre : « *Des successions déferées aux enfants naturels légalement reconnus et des droits de leurs père et mère dans leur succession* ».

Cette section VI contiendra les articles suivants :

« *Art. 756.* — La loi n'accorde de droits aux enfants naturels sur les biens de leurs père ou mère décédés que lorsqu'ils ont été légalement reconnus. Les enfants naturels légalement reconnus sont appelés en qualité d'héritiers à la succession de leur père ou de leur mère décédés.

« *Art. 757.* — La loi n'accorde aucun droit aux enfants naturels sur les biens des parents de leur père ou de leur mère.

« *Art. 758.* — Le droit héréditaire de l'enfant naturel dans la succession de ses père ou mère est fixé ainsi qu'il suit :

« Si le père ou la mère a laissé des descendants légitimes, ce droit est de la moitié de la portion héréditaire qu'il aurait eue s'il eût été légitime.

« *Art. 759.* — Le droit est des trois quarts, lorsque les père ou mère ne laissent pas de descendants, mais bien des ascendants ou des frères ou sœurs ou des descendants légitimes de frères ou sœurs.

« *Art. 760.* — L'enfant naturel a droit à la totalité des biens lorsque ses père ou mère ne laissent ni descendants, ni ascendants, ni frères ou sœurs, ni descendants légitimes de frères ou sœurs.

« *Art. 761.* — En cas de prédécès des enfants naturels, leurs enfants et descendants peuvent réclamer les droits fixés par les articles précédents.

« *Art. 762.* — Les dispositions des articles 756, 758, 759 et 760 ne sont pas applicables aux enfants adultérins ou incestueux.

« La loi ne leur accorde que des aliments.

« *Art. 763.* — Ces aliments sont réglés eu égard aux facultés du père ou de la mère, au nombre et à la qualité des héritiers légitimes.

« *Art. 764.* — Lorsque le père ou la mère de l'enfant adultérin ou incestueux lui auront fait apprendre un art mécanique, ou lorsque l'un deux lui aura assuré des aliments de son vivant, l'enfant ne pourra élever aucune réclamation contre leur succession.

« *Art. 765.* — La succession de l'enfant naturel décédé sans postérité est dévolue au père ou à la mère qui l'a reconnu, ou, par moitié, à tous les deux, s'il a été reconnu par les deux ».

Les articles 756 à 765 du Code civil sont abrogés.

ARTICLE 2. — La section 1^{re} du chapitre 4 du titre 1^{er} du livre III est intitulée : *Des droits des frères et sœurs sur les biens des enfants naturels*.

Elle contiendra uniquement l'art. 766 du Code civil :

« Art. 766. — En cas de prédécès des père et mère de l'enfant naturel décédé sans postérité, les biens qu'il en avait reçus passent aux frères et sœurs légitimes, s'ils se retrouvent en nature dans la succession ; les actions en reprises, s'il en existe, ou le prix des biens aliénés, s'il en est encore dû, retournent également aux frères et sœurs légitimes. Tous les autres biens passent aux frères et sœurs naturels ou à leurs descendants ».

ARTICLE 3. — L'art. 908 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit :

« Art. 908. — Les enfants naturels légalement reconnus ne pourront rien recevoir par donation entre-vifs au delà de ce qui leur est accordé au titre des successions. Cette incapacité ne pourra être invoquée que par les descendants du donateur, par ses ascendants, par ses frères et sœurs et les descendants légitimes de ses frères et sœurs.

« Le père ou la mère qui les ont reconnus pourront leur léguer tout ou partie de la quotité disponible, sans toutefois qu'en aucun cas, lorsqu'ils se trouvent en concours avec des descendants légitimes, un enfant naturel puisse recevoir plus qu'une part d'enfant légitime le moins prenant.

« Les enfants adultérins ou incestueux ne pourront rien recevoir par donation entre-vifs ou par testament au delà de ce qui leur est accordé par les art. 762, 763 et 764 ».

ARTICLE 4. — Il est ajouté à l'art. 913 du Code civil un paragraphe 2 ainsi conçu :

« L'enfant naturel légalement reconnu a droit à une réserve. Cette réserve est une quotité de celle qu'il aurait eue s'il eût été légitime, calculée en observant la proportion qui existe entre la portion attribuée à l'enfant naturel au cas de succession *ab intestat* et celle qu'il aurait eue dans le même cas s'il eût été légitime ».

Il est ajouté au même article 913 un troisième paragraphe reproduisant l'article 914 du Code civil, modifié ainsi qu'il suit :

« Sont compris dans le présent article, sous le nom d'enfants, les descendants en quelque degré que ce soit. Néanmoins, ils ne sont comptés que pour l'enfant qu'ils représentent dans la succession du disposant. »

L'article 915 du Code civil prendra le numéro 914.

ARTICLE 5. — L'art. 915 (nouveau) sera libellé ainsi qu'il suit :

« Art. 915. — Lorsque, à défaut d'enfants légitimes, le défunt laisse à la fois un ou plusieurs enfants naturels et des ascendants dans les deux lignes ou dans une

seule, les libéralités par actes entre-vifs et par testament ne pourront excéder la moitié des biens du disposant s'il n'y a qu'un enfant naturel, le tiers s'il y en a deux, le quart s'il y en a trois ou un plus grand nombre. Les biens ainsi réservés seront recueillis par les ascendants jusqu'à concurrence d'un huitième de la succession, et le surplus par les enfants naturels. »

ARTICLE. 6. — Les articles 723 et 724 du Code civil sont modifiés ainsi qu'il suit :

« *Art. 723.* — La loi règle l'ordre de succéder entre les héritiers légitimes et les héritiers naturels. A leur défaut, les biens passent à l'époux survivant et, s'il n'y en a pas, à l'État.

« *Art. 724.* — Les héritiers légitimes et les héritiers naturels sont saisis de plein droit des biens, droits et actions du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession. L'époux survivant et l'État doivent se faire envoyer en possession. »

ARTICLE. 7. — L'art. 773 du Code civil est abrogé.

ARTICLE 8. — L'art. 53 de la loi des 28 avril-4 mai 1816 est modifié ainsi qu'il suit :

« L'enfant naturel légalement reconnu, appelé à la succession *ab intestat* ou testamentaire de son auteur, sera considéré, quant à la quotité du droit, comme enfant légitime ».

DISPOSITION TRANSITOIRE

ARTICLE 9. — Toute réclamation sera interdite à l'enfant naturel lorsqu'il aura reçu du vivant de ses père et mère avant la date de la promulgation de la présente loi, la moitié de ce qui lui est attribué par les art. 758, 759, 760 et 761 précédents, avec déclaration expresse de la part de leur père ou mère que leur intention est de réduire l'enfant naturel à la portion qu'ils lui ont assignée. Dans le cas où cette portion serait inférieure à la moitié de ce qui devrait revenir à l'enfant naturel, il ne pourra réclamer que le supplément nécessaire pour parfaire cette moitié.

En ce qui concerne le calcul de la réserve des enfants naturels, la présente loi sera applicable à toutes les libéralités faites antérieurement à sa promulgation.

ARTICLE 10. — La présente loi est applicable à toutes les colonies où le Code civil a été promulgué.

On peut ramener à quatre, les grandes réformes de la loi de 1896.

- 1° L'enfant naturel est héritier ;
- 2° La quotité de ses droits successoraux est considérablement augmentée ;
- 3° Il a droit à une réserve ;
- 4° Sa capacité de recevoir à titre gratuit reçoit une

extension très notable, au moins sa capacité de recevoir par testament.

Après avoir étudié ces quatre grandes réformes, nous examinerons quels sont les droits du conjoint survivant quand il existe des enfants naturels, à quelles personnes est dévolue la succession de l'enfant naturel décédé, et nous rappellerons brièvement les dispositions du Code sur les droits des enfants adultérins et incestueux, dispositions auxquelles notre loi n'a pas touché.

CHAPITRE PREMIER

L'ENFANT NATUREL HÉRITIER

« La loi n'accorde de droits aux enfants naturels sur les biens de leurs père ou mère décédés que lorsqu'ils ont été légalement reconnus. Les enfants naturels légalement reconnus sont appelés en qualité d'héritiers à la succession de leurs père ou mère décédés ». (Art. 756 nouveau).

« Les enfants naturels ne sont point héritiers », disait au contraire l'art. 756 ancien. La loi nouvelle semble donc apporter un changement radical au droit de l'enfant naturel. Quelle est au juste la portée de cette modification ?

Sous l'empire du Code civil, quelques auteurs, prenant à la lettre les termes de la loi, prétendaient que l'enfant naturel n'était pas héritier ; que, lorsqu'il était reconnu, il acquérait un droit de créance contre les héritiers de son père ou de sa mère (1). C'était, il est vrai, un droit de créance d'une nature particulière, « une créance mixte ou *personnelle réelle*, savoir : *personnelle* en ce qu'elle est dirigée contre la personne

(1) BLONDEAU, *Traité de la séparation des patrimoines*, p. 483 et suiv.

de l'héritier, *réelle* en ce que l'enfant naturel a le droit de réclamer en nature la portion des biens que lui adjuge la loi » (1).

D'autres lui reconnaissaient un droit semblable à celui du légataire universel, en lui refusant l'action en partage et en lui reconnaissant, dès le moment de la mort de son auteur, la propriété de la portion que la loi lui attribue (2).

La jurisprudence avait répudié cette théorie (3), ainsi que la grande majorité des auteurs. On reconnaissait que l'enfant naturel était, sinon héritier, du moins *loco heredis*. Il n'était pas un héritier légitime saisi suivant les termes de l'art. 724 ancien, il était successeur irrégulier, comme le conjoint survivant et l'Etat (4).

Les conséquences de ce système étaient les suivantes :

1° Aux termes de l'article 773 ancien, l'enfant naturel était tenu de se conformer aux prescriptions des art. 769 à 772 c'est-à-dire : faire apposer les scellés et dresser inventaire (art. 769), se faire envoyer en possession après avoir rempli les formalités de

(1) LOISEAU, *Jurisp. du Code Napoléon*, p. 113.

(2) TOUILLIER, t. IV, p. 245 et suiv.

(3) Voy. cep. jug. du Trib. de la Seine, infirmé d'ailleurs par la Cour de Paris, 30 juin 1851, D., 52, 2, 264 ; — Grenoble, 20 déc. 1858.

(4) DEMOLOMBE, t. IV, n° 24 et 25. — AUBRY et RAU, t. IV, § 605. — DEMANTE, t. III, n° 74 *bis*. — LAURENT, t. IX, n° 129. — HUE, t. V, n° 91. — Cass., 20 mai 1806, S., 1806, 2, 623. — Amiens, 28 nov. 1811, S., 1812, 2, 401. — Cass., 16 juin 1847, D., 47, 1, 265.

publicité requises par la loi (art. 770) ou demander la délivrance aux héritiers légitimes, s'il en venait en concours avec lui, enfin faire emploi du mobilier et fournir caution (art. 771), le tout à peine de dommages-intérêts envers les héritiers s'il s'en représentait (art. 772).

2° Il n'était tenu d'acquitter les charges de la succession qu'*intra vires successionis*. C'était l'opinion presque unanime de tous les auteurs qui rattachent à la saisine l'obligation de les payer même *ultra vires* au cas d'acceptation pure et simple (1).

Aujourd'hui, l'enfant naturel est héritier légitime saisi (art. 756 nouveau), il est dispensé de remplir les formalités des art. 769 à 772. L'art. 773 est purement et simplement abrogé (2).

En qualité d'héritier, il pourra, de sa propre autorité, se mettre en possession des biens du défunt, intenter toutes actions héréditaires, tant possessoires que pétitoires, et défendre à ces mêmes actions; il sera tenu d'acquitter les charges de la succession *etiam ultra vires*.

Comme corollaire de cette disposition, les art. 723 et 724 ont été modifiés ainsi qu'il suit par l'art. 6 de la loi de 1896 :

(1) En ce sens, voy. BAUDRY-LACANTINERIE, t. II, n° 31. — AUBRY et RAU, t. VI, § 605. — DURANTON, t. VI, n° 290. — LAURENT, t. IX, n° 220 et 224. En sens contraire, DEMOLOMBE, t. XIV, n° 258. — VIGIÉ, t. II, n° 50.

(2) Loi du 25 mars 1896, art. 7.

Art. 723. — La loi règle l'ordre de succéder entre les héritiers légitimes et les héritiers naturels. A leur défaut, les biens passent à l'époux survivant et, s'il n'y en a pas, à l'État.

Art. 724. — Les héritiers légitimes et les héritiers naturels sont saisis de plein droit des biens, droits et actions du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession. L'époux survivant et l'État doivent se faire envoyer en possession.

De plus, les art. 756 à 765 anciens, qui faisaient partie du Chapitre IV des successions irrégulières, Section I (des droits des enfants naturels sur les biens de leurs père et mère et de la succession aux enfants naturels décédés sans postérité) sont abrogés, et les art 756 à 765 nouveaux constituent une nouvelle section placée au Chapitre III du titre 1^{er} du livre III du Code civil (Des divers ordres de successions). Cette section porte le numéro IV et est intitulée : Des successions déferées aux enfants naturels légalement reconnus et des droits de leurs père et mère dans leur succession (1). La section 1^{re} du livre III est intitulée : Des droits des frères et sœurs sur les biens des enfants naturels. Elle se compose uniquement de l'art. 766 du Code civil (2).

Le titre de successeur irrégulier que l'on reconnaissait à l'enfant naturel, sous l'empire du Code civil.

(1) Loi du 25 mars 1896, art. 1^{er}.

(2) Loi du 25 mars 1896, art. 2.

avait fait admettre les conséquences suivantes sur lesquelles la doctrine et la jurisprudence s'accordaient, sauf quelques rares dissidences, et que tout le monde devra désormais admettre sans controverse possible :

1° Il profite de l'accroissement (1) ;

2° Il peut provoquer le partage (2) ;

3° Il peut réclamer sa part en nature (art. 826) ;

4° Il a droit aux fruits du jour de l'ouverture de la succession (3) ;

5° Il peut exiger le rapport de ses cohéritiers (4).

6° Il peut exercer le retrait successoral ;

7° Il peut demander la nullité du partage d'ascendants lorsqu'il a été omis dans ce partage ;

8° Il peut intenter une action contre les auteurs d'injures envers la mémoire du défunt, au moins quand ces injures sont de nature à lui porter un préjudice personnel (art. 35 de la loi du 29 juillet 1881) ;

9° L'art. 1013 du Code civil décide que le décès ne met pas fin au compromis, si tous les héritiers sont majeurs. Si parmi ces héritiers, se trouve un enfant naturel mineur, le compromis prend fin (5) ;

(1) DEMOLOMBE, t. XIV, n° 30. — DEMANTE, t. III, n° 76. — *Contra* : LOISEAU, *Enfants naturels*, p. 653 et suiv.

(2) Cass., 2 mars 1875, D., 75, 1, 153. — Paris, 30 juin 1851, D., 52, 2, 64. — *Contra* : TOUILLIER, t. IV, p. 245. — Agen, 17 nov. 1869, S., 70, 2, 41.

(3) Voy. cep. Bordeaux, 27 juillet 1854, D., 55, 2, 187. — Cass., 22 mars 1841, S., 41, 1, 453.

(4) *Contra* : TOUILLIER, t. II, n° 258. — LOISEAU, p. 695.

(5) *Contra* : Trib. de la Seine, 5 février 1857.

10° La majorité des auteurs admettait déjà que le père naturel pouvait exercer le retour légal, et que la présence d'un enfant naturel venant à la succession du donataire faisait obstacle au retour successoral (1). La jurisprudence préconisait le système contraire, en argumentant de la place qu'occupait l'art. 747 dans le chapitre des successions légitimes, tandis que les articles 756 à 765 étaient dans le chapitre des successions irrégulières (2). Or, nous avons vu que ces articles avaient pris place dans le chapitre des successions légitimes. Il n'y a donc plus de raison aujourd'hui pour ne pas se rallier à la décision de la doctrine.

11° Par analogie avec ce qui précède, nous déciderions que la survenance d'un enfant naturel entraîne maintenant la révocation des donations (art. 960).

Toutes ces conséquences, autrefois controversées, nous paraissent devoir être admises aujourd'hui par tout le monde.

Nous signalerons quelques conséquences que l'on tirait de l'art. 756 ancien et que le titre d'héritier accordé par la loi de 1896 à l'enfant naturel a modifiées.

1° Sous l'empire du Code civil, quand l'enfant naturel s'était emparé des biens avant son envoi en possession, cette appréhension illégale ne lui créait

(1) *Contra* : BAUDRY-LACANTINERIE, t. II, n° 91 et 95.

(2) Douai, 14 mai 1851, D., 52, 2, 276. — Cass., 9 août 1854, D., 54, 1, 265.

aucun droit contre l'héritier renonçant qui pouvait encore revenir sur sa renonciation (art. 790) (1). La rétractation n'était plus permise à l'héritier renonçant quand l'enfant naturel avait obtenu l'envoi en possession (2). Aujourd'hui, l'appréhension des biens par l'enfant naturel est licite (art. 724 et 756 nouveaux); elle fait présumer son acceptation pure et simple. Celui de ses cohéritiers qui aurait renoncé ne pourrait plus revenir sur sa renonciation à la suite de cette appréhension.

2° « La faculté d'accepter ou de répudier une succession se prescrit par le laps de temps requis pour la prescription la plus longue des droits immobiliers » (art. 789). La solution la plus généralement admise pour l'interprétation de cet article est celle-ci :

L'héritier légitime saisi est définitivement héritier au bout de 30 ans, s'il n'a pas pris parti ; il a perdu la faculté de renoncer, car il était héritier sous la condition résolutoire de sa renonciation. Le successeur irrégulier au contraire n'est pas saisi ; si, pendant 30 ans, il a négligé de demander l'envoi en possession, il n'est plus recevable à le demander au bout de ce temps.

Faisons application à l'enfant naturel de cet article ainsi compris : sous l'empire du Code civil, n'ayant pas la saisine, il était, après trente ans d'inaction, considéré comme ayant définitivement renoncé à la

(1) *Sic.* DEMOLOMBE, t. XIII, n° 156. — Caen, 15 janv. 1848, D., 48, 2, 78,

(2) DEMOLOMBE, t. XV, n° 56 et 60.

succession (1). Il faudra, d'après la loi de 1896, le considérer, au contraire, comme l'ayant définitivement acceptée dans notre hypothèse.

3° Le légataire universel, lorsqu'il se trouve en présence d'héritiers non réservataires, a la saisine (art. 1006). Sous l'empire du Code civil, la jurisprudence reconnaissait bien à l'enfant naturel une réserve, mais la loi lui refusait la saisine ; aussi appartenait-elle au légataire universel en présence d'un enfant naturel. Aujourd'hui, l'enfant naturel est héritier réservataire et saisi ; le légataire universel qui se trouvera en sa présence n'aura pas la saisine et devra s'adresser à l'enfant naturel pour obtenir la délivrance de son legs.

4° L'art. 53 de la loi des 28 avril-4 mai 1816 portait : « Lorsque l'époux survivant ou les enfants naturels sont appelés à la succession, à défaut de parents au degré successible, ils seront considérés comme personnes non parentes ». C'était donc un droit de 9 0/0 qui frappait l'enfant naturel. Mais la Cour de cassation, argumentant des mots : « à défaut de parents au degré successible », ne l'obligeait à payer que le droit de 1 0/0, droit des mutations en ligne directe toutes les fois qu'il venait en concours avec des parents au degré successible (2). L'art. 8 de la loi du 25 mars 1896 décide que « l'enfant naturel légalement

(1) DEMOLOMBE, t. XIII, n° 156. — DEMANTE, t. III, n° 23 bis. — BAUDRY-LACANTINERIE, t. II, n° 188.

(2) DALLOZ, *Code de l'Enregistrement*, p. 503.

reconnu, appelé à la succession *ab intestat* ou testamentaire de son auteur, sera considéré, quant à la quotité du droit, comme enfant légitime ». Autrement dit, il ne paiera plus que le droit de 1 0/0, quelle que soit la quotité recueillie et à quelque titre qu'il la recueille.

5° L'art. 32 de la loi du 22 frimaire an VII déclare les cohéritiers solidaires entre eux du paiement du droit de mutation. La jurisprudence n'appliquait pas cette disposition aux successeurs irréguliers, car la solidarité ne se présume pas (art. 1202). Par argument de l'art. 756 nouveau, il faudra désormais déclarer l'enfant naturel solidaire avec ses cohéritiers envers le fisc.

Art. 757. — « La loi n'accorde aucun droit aux enfants naturels sur les biens des parents de leur père ou de leur mère ». Cet article reproduit la disposition finale de l'ancien art. 756; c'est une conséquence rationnelle de ce principe que la reconnaissance ne crée de liens qu'entre l'enfant naturel et celui qui l'a reconnu; l'enfant naturel reste absolument étranger aux parents de son auteur.

L'enfant naturel ne viendrait même pas par représentation à la succession des père et mère ou des frères et sœurs de son auteur, car, pour pouvoir venir par représentation, il faut avoir soi-même l'aptitude requise pour succéder au défunt. A plus forte raison ne seraient-ils jamais appelés à succéder au défunt, au cas de renonciation ou d'indignité de leur auteur.

Si l'enfant naturel ne succède pas aux parents légitimes de ses père et mère, il ne succède pas non plus à leurs parents naturels. L'art. 766 établit, il est vrai, un droit de succession réciproque entre les frères et sœurs naturels, mais c'est un droit exceptionnel qu'il ne faut pas étendre, et l'enfant naturel ne succéderait ni aux père et mère naturels ni aux frères et sœurs naturels de ses auteurs (1).

Mais l'enfant naturel, étant étranger à toutes ces personnes, peut recevoir d'elles par donations entre-vifs ou par testament, sans qu'on puisse lui opposer les limitations établies par l'art. 908.

L'enfant naturel héritier, c'est la première grande réforme apportée par notre loi ; quelques personnes l'ont violemment critiquée. Sous prétexte, disent-elles, de mettre de l'harmonie dans nos lois, de donner à l'enfant naturel un avantage purement moral, une satisfaction d'amour-propre (le mot a été prononcé), on lui impose l'obligation de payer les charges de la succession sur son propre patrimoine quand les biens de la succession n'y suffisent pas ; en échange d'un avantage insignifiant, on lui impose des charges très dures et très rigoureuses.

Cette manière d'apprécier l'innovation contenue dans l'art. 756 ne nous paraît pas exacte. Il est bien vrai que son nouveau titre offre à l'enfant naturel

(1) MESNARD, *Droits successoraux des enfants naturels*, n° 46. — Rouen, 10 mars 1851, D., 51, 2, 216.

un avantage moral, une satisfaction d'amour-propre, si l'on veut. Oui, lorsque l'enfant naturel, élevé au foyer de celui qui l'avait reconnu, venait à le perdre, le Code civil permettait à un parent très éloigné, à un étranger, à un inconnu même de se mettre en possession des biens de la succession ; et c'est à ce parent, à cet étranger, à cet inconnu que l'enfant naturel devait demander la délivrance de sa part héréditaire. Cela pouvait paraître choquant ; la loi y a remédié.

Ce serait peu de chose si l'innovation se bornait à ce détail. Mais n'est-ce donc rien pour l'enfant naturel que d'être dispensé des formalités des art. 769 à 772 ? N'est-ce rien que l'abrogation de l'art. 773 qui le dispense des obligations fort onéreuses de faire apposer les scellés, de dresser inventaire, etc. ? N'est-ce rien que d'être dispensé de donner à son état civil une publicité que les préjugés de notre civilisation moderne peuvent rendre nuisible pour lui ? N'est-ce rien enfin pour l'enfant naturel que de bénéficier de toutes les conséquences de son titre d'héritier, conséquences dont nous avons donné la longue liste ?

Nos adversaires n'accordent à ces avantages qu'une médiocre importance. La jurisprudence, disent-ils, en reconnaissant que l'enfant naturel était *loco heredis*, lui avait déjà, sous le Code civil, attribué tous ces droits ; il avait alors tous les avantages que comporte la qualité d'héritier, sans en avoir les inconvénients.

Mais, répondrons-nous, en admettant que la juris-

prudence ne varie pas, la controverse que l'ancien article 756 avait fait naître pouvait donner lieu à une foule de procès : qu'un enfant naturel, par exemple, réclame à l'héritier légitime saisi les fruits à dater du jour de l'ouverture de la succession ; l'héritier peut lui dénier la qualité de successible et ne vouloir lui allouer les fruits que du jour de la demande en délivrance ; d'où procès. L'enfant naturel le gagnera, c'est presque certain ; mais que de difficultés, de lenteurs et de frais ! La loi nouvelle, d'un mot, ferme la porte à toute contestation, à tout procès. Et l'on vient soutenir qu'il n'y a là pour l'enfant naturel qu'un avantage moral, qu'une satisfaction d'amour-propre ! Et l'on oublie aussi l'art. 8 de la loi de 1896 qui abaisse de 8 0/0 le droit de mutation dû par l'enfant naturel, au moins lorsqu'il recueille toute la succession.

Il y a, il est vrai, pour l'enfant naturel l'obligation de payer les charges *ultra vires*. Mais l'enfant naturel a un moyen bien simple d'échapper à cette obligation : si la succession est notoirement mauvaise, il peut y renoncer ; s'il a des doutes sur la solvabilité de la succession, il peut ne l'accepter que sous bénéfice d'inventaire. Les frais et les lenteurs qu'entraîne une acceptation bénéficiaire ne sont pas plus considérables que les frais et les lenteurs d'une demande d'envoi en possession.

En voilà plus qu'il ne faut, croyons-nous, pour justifier pleinement cette grande innovation de notre

loi. En échange des avantages très appréciables qu'elle lui offre, elle ne demande à l'enfant naturel qu'un peu de vigilance pour éviter le seul inconvénient sérieux de sa nouvelle situation.

APPENDICE

De l'adoption des enfants naturels.

Les parents d'un enfant naturel peuvent-ils l'adopter ? Bien entendu, il ne peut être question que d'un enfant naturel légalement reconnu ; un enfant naturel non reconnu n'est qu'un étranger par rapport à ses auteurs, et il est certain que ceux-ci peuvent l'adopter.

En ce qui concerne les enfants naturels reconnus, la question a été vivement controversée ; elle ne fait plus de doute aujourd'hui. Depuis longtemps, depuis 1846, la jurisprudence et les auteurs, sauf quelques rares dissidents, sont d'accord pour admettre la validité de cette adoption.

L'utilité pratique de cette solution, tout au moins avant la loi de 1896, n'échappera à personne. Elle offrait le moyen de remédier aux rigueurs des art. 757 et 908 anciens. Le père et la mère qui, pour une cause quelconque, ne peuvent ou ne veulent pas légitimer leur enfant, peuvent, en l'adoptant, lui conférer les mêmes droits qu'à un enfant légitime. Au

point de vue moral même, leur situation s'améliore, surtout dans une société comme la nôtre, où l'on est tenté de faire supporter à l'enfant la faute de ses parents bien plus qu'à ses parents eux-mêmes.

La controverse a porté sur ce point : permettre l'adoption des enfants naturels, n'est-ce pas créer une légitimation en dehors de la légitimation par mariage subséquent, la seule que notre loi ait entendu consacrer ? N'est-ce pas donner aux père et mère naturels le moyen de contrevenir à la disposition de l'art. 908 ? N'est-ce pas méconnaître l'esprit qui a présidé à la confection du titre VIII de notre Code civil, qui suppose que l'adopté est étranger à l'adoptant ?

La jurisprudence a répondu à ces objections, d'une manière un peu subtile, il est vrai ; l'art. 908 décidait bien, sous l'empire du Code civil, qu'en aucun cas l'enfant naturel ne pourrait rien recevoir par donation entre-vifs et par testament au-delà de ce qui lui est alloué au titre des successions ; mais cet article ne s'appliquait qu'à l'enfant naturel venant à l'hérédité en qualité d'enfant naturel. Venant en qualité d'enfant adoptif, il ne tombe plus sous le coup de l'art. 908.

D'ailleurs, il existe des différences entre l'adoption et la légitimation ; l'adoption, en effet, ne crée de liens qu'entre l'adoptant et l'adopté ; l'adopté n'entre pas dans la famille de l'adoptant et n'a aucune parenté avec les parents de l'adoptant, tandis que l'enfant légi-

timé entre complètement dans la famille de ses père et mère et y acquiert tous les droits des enfants légitimes.

Mais le meilleur argument, à notre avis, est celui-ci. Pour déclarer que l'enfant naturel ne peut être adopté par ceux qui l'ont reconnu, il faudrait un texte précis et formel ; car les incapacités ne se présument pas. Or, aucun texte ne formule cette incapacité ; nous devons donc en conclure que l'adoption des enfants naturels est licite (1).

Pour les mêmes motifs, on devra décider que l'adoption des enfants adultérins et incestueux est permise, dans les cas où leur filiation est légalement constatée (2).

Cette question a beaucoup perdu de son importance depuis la loi de 1896. En ce qui concerne les enfants adultérins et incestueux, elle reste ce qu'elle était. Mais, l'art. 908 autorisant les père ou mère à laisser par testament à leurs enfants naturels autant qu'à leurs enfants légitimes, l'adoption a perdu de son utilité pratique. Cependant, lorsque les parents ne voudront ou ne pourront se marier, et que la légitimation sera par suite impossible, l'adoption de l'enfant naturel lui procurera une situation moins équivoque.

(1) Cf. BEUDANT, *Etat et capacité des personnes*, t. II, p. 300. — Cass., 13 juin 1882, D., 82, 1, 309.

(2) Grenoble, 7 mars 1849, D., 51, 2, 240. — *Contra* : Cass., 13 juillet 1826, D., *Rép.*, Adoption n° 50, note 1.

Elle permettra aussi à ses père et mère de l'avantager par testament ou de lui attribuer par donation entre-vifs plus que la loi ne lui accorde au titre des succession, ce que l'art. 908 nouveau leur interdit formellement, ainsi que nous le verrons plus loin.

CHAPITRE II

QUOTITÉ DU DROIT HÉRÉDITAIRE DE L'ENFANT NATUREL

Le législateur de 1896, tout en refusant d'assimiler les enfants naturels aux enfants légitimes, quant à la quotité du droit héréditaire, a cependant notablement augmenté leur part successorale. Il a suivi la même méthode que le Code civil, en plaçant l'enfant naturel successivement vis-à-vis des diverses classes d'héritiers.

1° En concours avec des descendants légitimes du *de cujus*, l'enfant naturel a la moitié de ce qu'il aurait eu s'il eût été lui-même légitime (art. 758 nouveau). L'art. 757 ancien ne lui accordait dans ce cas que le tiers.

2° En concours avec des ascendants ou des collatéraux privilégiés (1), il a droit aux trois quarts de la succession (art. 759 nouveau) au lieu de la moitié que lui accordait l'art. 757 ancien.

3° A défaut de descendants, d'ascendants ou de collatéraux privilégiés, l'enfant naturel recueille toute la succession (art. 760 nouveau). Le Code civil

(1) Pour simplifier, nous désignerons sous la dénomination de collatéraux privilégiés la classe d'héritiers comprenant les frères et sœurs ou descendants d'eux.

(art. 757 *in fine*) ne lui attribuait que les trois quarts de la succession lorsqu'il se trouvait en présence de collatéraux ordinaires. La succession ne lui était dévolue entièrement qu'à défaut de tous parents (art. 758 ancien) ; l'enfant naturel n'était préféré qu'au conjoint survivant et à l'Etat.

Comment détermine-t-on les droits successifs des enfants naturels ? — Doit-on, pour déterminer les droits successifs des enfants naturels, considérer seulement les héritiers qui viennent effectivement en concours avec lui, ou tenir compte de ceux que le *de cujus* a laissés, qu'ils viennent ou non à la succession ? Si, par exemple, le *de cujus* laisse un enfant naturel et un enfant légitime, l'enfant naturel doit recueillir la moitié de ce qu'il aurait eu s'il avait été légitime, c'est-à-dire un quart. Mais, si l'enfant légitime renonce et que l'enfant naturel se trouve en concours avec le père du défunt, devra-t-on lui attribuer le quart de la succession (art. 758) ou les trois quarts (art. 759) ?

Une jurisprudence constante a décidé qu'il fallait déterminer les droits des enfants naturels d'après l'état de la famille de leurs auteurs au moment de l'ouverture de la succession, c'est-à-dire, eu égard aux héritiers légitimes que ces auteurs ont laissés, que ces héritiers légitimes viennent ou non à la succession (1).

(1) Cass., 15 mars 1847, D., 47, 1, 138. — Lyon, 23 mars 1855, D., 56, 2, 2.
— Cass., 13 janv. 1862, D., 62, 1, 142. — Trib. de la Flèche, 20 avril 1863,

Ainsi, dans notre exemple, l'enfant naturel aurait un quart, et les trois autres quarts passeraient à l'ascendant; cette solution est en contradiction avec l'art. 759 nouveau (1).

Nous préférons la solution de la doctrine, qui consiste à ne considérer que les héritiers qui viennent effectivement à la succession. Car les mots « s'il laisse », employés par le législateur, s'expliquent ainsi : « s'il laisse comme héritiers » (2).

Renonciation ou indignité d'un enfant naturel. — Dans ce cas, la part de l'enfant naturel accroît à tous ses cohéritiers, enfants légitimes ou naturels; il ne peut y avoir aucun doute aujourd'hui. On l'admettait presque unanimement déjà avant 1896 (3). A peine aurait-on pu trouver de rares dissidents prétendant que la part de l'enfant naturel renonçant ou indigne accroissait aux seuls enfants naturels venant en concours avec lui, à l'exclusion des enfants légitimes (4).

D., 63, 3, 69. — Cass., 7 fév. 1865, D., 65, 1, 49. — Paris, 6 août 1872, D., 74, 2, 95. — Paris, 2 déc. 1872, D., 73, 1, 116. — Trib. de la Seine, 27 mai 1898.

(1) La jurisprudence elle-même recule devant cette conséquence.

(2) DEMOLOMBE, t. XIV, n° 54 et 55. — AUBRY et RAU, t. VI, § 605. — LAURENT, t. IX, n° 113.

(3) DEFRENOIS, n° 70. — CHABOT, art. 757, n° 12. — MESNARD, n° 57.

(4) HUREAUX, *Traité des successions*, t. V, p. 119.

SECTION I

L'enfant naturel est en concours avec des descendants légitimes du *de cujus*.

ART. 758. — « Le droit successoral de l'enfant naturel dans la succession de ses père et mère est fixé ainsi qu'il suit :

« Si le père ou la mère a laissé des descendants légitimes, ce droit est de la moitié de la portion héréditaire qu'il aurait eue s'il eût été légitime » (1).

Supposons un enfant légitime et un enfant naturel. Si l'enfant naturel avait été légitime, il aurait eu la moitié de la succession ; il aura la moitié de la moitié, c'est-à-dire un quart, et l'enfant légitime aura les trois quarts.

En concours avec deux enfants légitimes, il aurait eu le tiers s'il eût été lui-même légitime ; il aura donc la moitié du tiers, soit un sixième ; les deux enfants légitimes se partageront les cinq autres sixièmes.

On trouverait de même que l'enfant naturel, en présence de trois enfants légitimes, aurait un huitième ; en présence de quatre enfants légitimes, un dixième, etc. (2).

(1) Aux enfants légitimes, il faut ajouter les enfants légitimés (art. 333) et les enfants adoptifs (art. 350).

(2) On remarquera que la part d'un enfant naturel en concours avec un ou plusieurs enfants légitimes est une fraction de la succession dont le numérateur est 1 et le dénominateur un nombre égal au double de^s enfants légitimes + 2.

Les enfants d'un enfant légitime prédécédé ne comptent que pour celui qu'ils représentent.

Si l'enfant naturel vient en concours avec un enfant légitime renonçant ou indigne, il recueille la moitié de la succession, car il aurait eu droit à la totalité s'il avait été légitime ; l'autre moitié est dévolue au degré subséquent, c'est-à-dire aux enfants du renonçant ou de l'indigne.

S'il y a en concours avec les enfants légitimes, deux enfants naturels ou plus, on les suppose tous légitimes collectivement, on calcule la part qu'ils auraient eue et on leur attribue la moitié de cette part.

Supposons deux enfants naturels et deux enfants légitimes ; si tous les enfants étaient légitimes, ils auraient chacun un quart ; chaque enfant naturel aura la moitié du quart ou un huitième, et chaque enfant légitime aura trois huitièmes.

Trois enfants naturels, deux enfants légitimes. Chaque enfant naturel supposé légitime aurait eu un cinquième, il aura donc un dixième ; les deux enfants légitimes auront ensemble sept dixièmes.

On arriverait au même résultat en doublant le nombre des enfants naturels et légitimes ; on divise alors la succession par le nombre ainsi trouvé, chaque enfant naturel a une part, chaque enfant légitime en a deux ; on arrive au même résultat, mais par un calcul plus simple.

Ce système est adopté par la jurisprudence et un

grand nombre d'auteurs (1). C'est aussi celui que le législateur de 1896 a entendu consacrer (2).

Des critiques, absolument fondées d'ailleurs, ont été formulées contre ce système. Lorsqu'il n'y a qu'un enfant naturel, on lui donne effectivement la moitié de ce qu'il aurait eu s'il eût été légitime. Mais lorsqu'il y a deux enfants naturels ou plus de deux, on les suppose légitimes collectivement, et la réduction que chaque enfant naturel subit profite seulement aux enfants légitimes. Or, chaque enfant naturel, s'il avait été légitime, aurait profité de la réduction subie par ses frères naturels. Étant naturel, il doit en profiter, mais dans une proportion moitié moins forte, il est vrai, que s'il eût été légitime. Avec le système de la jurisprudence, on ne tient pas compte de cet élément dans le calcul de la part héréditaire de l'enfant naturel en concours avec des enfants légitimes et un ou plusieurs autres enfants naturels.

On a proposé plusieurs systèmes pour remédier à ce défaut.

Système de M. Blondeau. — M. Blondeau (3) considère la succession du *de cuius* comme formant un certain nombre de parts ou d'actions sociales ; chaque enfant légitime doit en avoir deux, chaque enfant

(1) Cass., 26 juin 1809, D., *Rép.*, Succ., n° 284. — Cass., 28 juin 1831, D., *Rép.*, Succ., n° 284. — DEMOLOMBE, t. XIV, n° 66. — AUBRY et RAU, t. VI, § 605. — LAURENT, t. IX, n° 115.

(2) C'est ce qui résulte des travaux préparatoires. Voy. MESNARD, n° 51,

(3) *Traité de la séparation des patrimoines* p. 528.

naturel en a une. Il faut donc, pour déterminer ces parts ou actions; doubler le nombre des enfants légitimes, y ajouter le nombre des enfants naturels (1) et diviser le montant de la succession par le nombre ainsi trouvé. On donne deux parts à chaque enfant légitime, et une à chaque enfant naturel.

C'est ce mode de calcul qu'avait adopté la Chambre des députés, lors de la confection de notre loi, dans un paragraphe ainsi conçu, ajouté à l'art. 757 du projet (art. 758 actuel). « Pour opérer ce partage, il suffira de supposer le nombre des enfants légitimes double de ce qu'il sera réellement, d'y ajouter celui des enfants naturels et de faire autant de parts égales qu'il sera censé alors y avoir d'enfants ; chaque enfant naturel prendra une part, chaque enfant légitime en prendra deux ».

Ce paragraphe fut repoussé au Sénat, et la Chambre des députés l'abandonna à son tour pour s'en tenir au système de la Jurisprudence.

Ce système, d'ailleurs, aurait été en contradiction absolue avec notre article 758. Cet article, en effet, ne dit pas que l'enfant naturel aura la moitié de ce que recueillera l'enfant légitime, mais bien qu'il aura la moitié de ce qu'il aurait eu s'il eût été légitime, ce qui est très différent. Un seul exemple suffit à le prouver : lorsqu'il n'y a qu'un enfant naturel et un enfant légi-

(1) Dans ce système, on ne double pas le nombre des enfants naturels ; c'est en quoi il diffère de celui de la jurisprudence.

time, nous avons vu que l'enfant naturel recueille un quart de la succession et que cette solution est parfaitement conforme à la disposition de l'art. 758. Or, dans cette hypothèse, en appliquant le système de M. Blondeau, on diviserait la succession en trois parts dont une pour l'enfant naturel et deux pour l'enfant légitime ; l'enfant naturel aurait ainsi un tiers de la succession, ce qui est absolument inacceptable, en présence des termes de l'art. 758. De plus, lorsqu'un enfant légitime se trouverait en concours avec trois enfants naturels, les trois enfants naturels recueilleraient ensemble les trois cinquièmes de l'hérédité, c'est-à-dire plus de la moitié. Enfin, dès qu'il serait en concours avec 7 enfants naturels, un enfant légitime n'aurait que deux neuvièmes de la succession, c'est-à-dire moins d'un quart, se trouvant ainsi moins bien traité qu'un collatéral privilégié qui aurait droit à un quart de la succession.

Système de répartition. — Ce système est celui de M. Gros (1). Un enfant naturel, en présence d'un enfant légitime a un quart de la succession ; l'enfant légitime a trois quarts. La part de l'enfant naturel est donc trois fois moins forte que celle de l'enfant légitime, et cette proportion ne doit pas varier, quel que soit le nombre des enfants naturels venant en concours avec un enfant légitime. Un enfant naturel, en concours avec

(1) *Revue de Droit français*, t. I, p. 507 et suiv.

deux enfants légitimes a deux douzièmes et chaque enfant légitime a cinq douzièmes. Ici, la part de l'enfant naturel est à celle de l'enfant légitime comme 2 est à 5, et ce rapport ne devra pas changer quel que soit le nombre des enfants naturels venant en concours avec deux enfants légitimes.

Donc, s'il y a un enfant légitime et n enfants naturels, on divisera la succession en $n + 3$ parts ; l'enfant légitime en aura 3 et chaque enfant naturel en aura une.

S'il y a deux enfants légitimes et n enfants naturels, on divisera la succession en $(2n + 4)$ parts. Chaque enfant naturel aura deux parts, et chacun des deux enfants légitimes en aura cinq ; les enfants légitimes en auront toujours dix à eux deux, quel que soit le nombre des enfants naturels.

Ce système est fort ingénieux, et il a le mérite de tenir un compte exact des termes et de l'esprit de l'art. 758 nouveau. Mais il aboutit à une conséquence qui le rend difficilement acceptable. Dès qu'un enfant légitime est en concours avec 4 enfants naturels, l'enfant légitime a trois septièmes de la succession, soit une part inférieure à la moitié. En concours avec 10 enfants naturels, il aura trois treizièmes, c'est-à-dire une part inférieure au quart de la succession ; il serait donc moins bien traité qu'un collatéral privilégié qui aurait droit au quart. Il est vrai que cette hypothèse est de nature à ne se réaliser que très rarement, mais

elle est loin d'être irréalisable, et un bon système ne doit pas conduire à une semblable anomalie.

Système de M. Unterholzner(1). — Ce système consiste à n'assimiler les enfants naturels aux enfants légitimes que successivement, au lieu de les assimiler collectivement. Voici comment on raisonne.

Soit un enfant légitime : Paul, deux enfants naturels, A et B et 24,000 francs de biens. Si A était légitime et B naturel, la succession serait ainsi partagée : B aurait le sixième, soit 4,000 francs, il resterait 20,000 francs à partager entre Paul et A ; A, étant naturel, prendra le quart de ces 20,000 fr., soit 5,000 et Paul aura le reste. B fera un raisonnement semblable, en se supposant légitime et en supposant A naturel ; A et B devront avoir chacun 5,000 francs et Paul recueillera les 14,000 restant.

Ce système a un inconvénient très grave : il suppose fixée la part de chaque enfant naturel alors qu'en réalité elle ne l'est pas encore ; on tourne ainsi dans un cercle vicieux, et chaque enfant naturel réclame plus qu'il ne doit lui revenir. De plus, le calcul des parts devient extrêmement compliqué au fur et à mesure que le nombre des enfants naturels augmente. Enfin, en présence de cinq enfants naturels, un enfant légitime aurait une portion inférieure au quart de la succession, ce qui, nous l'avons déjà dit, est inadmissible.

(1) *Juristische Abhandlungen*, n° 1, p. 15.

Aucun de ces systèmes n'a prévalu devant le législateur de 1896 qui a déclaré vouloir s'en tenir au système de la jurisprudence ; mais ce système, n'ayant pas été consacré dans un texte législatif, ne lie pas l'interprète, et un tribunal pourrait demain, sans violer aucunement la loi, adopter tel autre mode de calcul lui paraissant plus en harmonie avec l'article 758.

Le système que nous voudrions, pour notre part, voir adopter, est celui que M. Chénon a exposé récemment dans deux petits opuscules (1). Un savant mathématicien, M. Eugène Catalan, avait, en novembre 1862, essayé de trouver une formule algébrique permettant de déterminer la quotité du droit héréditaire d'un ou de plusieurs enfants naturels venant en concours avec un ou plusieurs enfants légitimes. « Malheureusement M. Catalan n'étant pas jurisconsulte, traduisit inexactement les données légales, et aboutit d'abord à une formule fausse, et ensuite à la même conséquence inadmissible que ses devanciers (2) ». La promulgation de la loi nouvelle a fourni à M. Chénon l'occasion de refaire le calcul de M. Catalan sur les bases de l'article 758 nouveau, et de chercher une formule algébrique satisfaisante. M. Chénon part de ce principe qui est le seul vrai : « La part de chaque enfant légi-

(1) Voir les deux notes publiées par M. EMILE CHÉNON, sur les *Droits successifs des enfants naturels en concours avec des enfants légitimes*.

(2) CHÉNON, note I, p. 5.

time, dit-il, se compose évidemment de deux parties : d'abord de la fraction de S (le total de la succession) qu'on obtient en supposant légitimes tous les enfants naturels... plus une part virile dans le total des réductions opérées sur eux » (1).

De même, la part de chaque enfant naturel se compose de la moitié de la part de chaque enfant, en supposant tous les enfants légitimes, plus la moitié d'une part virile dans le total des réductions opérées sur ses frères naturels, c'est-à-dire sur le nombre des enfants naturels moins un (2).

Appliquant l'algèbre à son principe, M. Chénon a trouvé une formule, mais cette formule aboutissait à une anomalie assez étrange. Lorsque le nombre des enfants légitimes dépasse un certain chiffre, la part afférente à chaque enfant légitime est parfois plus grande quand il y a plus d'enfants naturels que lorsqu'il y en a moins (3). « Ainsi, en présence de 5 enfants légitimes, un enfant naturel a $\frac{3}{36}$ de la succession et deux enfants naturels ont chacun $\frac{3}{35}$. Cette anomalie provenait de ce que dans l'interprétation du texte, M. Chénon avait considéré « l'enfant naturel comme ne devant profiter que de la réduction subie par ses frères naturels, et non de la réduction subie par lui-même : cependant, tout bien

(1) CHÉNON, note I, p. 5.

(2) CHÉNON, note I, p. 5.

(3) CHÉNON, note II, p. 3.

considéré, s'il avait été légitime, il eût aussi profité de cette dernière » (1). M. Chénon a constaté lui-même ce résultat, et, reprenant son calcul sur cette nouvelle donnée, il arrive à une formule, satisfaisante cette fois, ne présentant plus cette anomalie et n'aboutissant à aucune des conséquences qui font échouer les systèmes que nous avons précédemment exposés. L'interprète de la loi n'est pas en général un mathématicien. M. Chénon (qui fait exception à la règle) l'a compris, et il a dressé, à la fin de sa deuxième note (2), deux tableaux à double entrée, dans lesquels il donne les résultats numériques auxquels conduit sa formule; l'un de ces tableaux donne ces résultats en fractions ordinaires, l'autre les donne en fractions décimales; ce que ces deux tableaux indiquent, c'est la part d'un enfant naturel, lorsqu'il y a un, deux, trois, etc..., dix enfants naturels venant en concours avec un, deux, trois, etc..., dix enfants légitimes. On multiplie cette part par le nombre d'enfants naturels, on retranche le produit du total de la succession, et on divise le reste ainsi trouvé entre les enfants légitimes. C'est là qu'est, suivant nous, l'interprétation exacte de l'art. 758.

(1) CHÉNON, note II, p. 5.

(2) CHÉNON, note II, p. 8.

SECTION II

L'enfant naturel est en concours avec des ascendants ou des frères ou sœurs, ou des descendants de frères ou sœurs.

N° 1. — L'ENFANT NATUREL A LES TROIS QUARTS DE LA SUCCESSION

ART. 759. — « Le droit est des trois quarts, lorsque les père ou mère ne laissent pas de descendants, mais bien des ascendants ou des frères ou sœurs, ou des descendants de frères ou sœurs ».

Ce fut, lors de la confection de la loi, une question très discutée que la fixation du droit de l'ascendant lorsqu'il y a des enfants naturels. En présence d'enfants légitimes, l'ascendant est exclu de la succession du *de cuius* ; mais, s'il est dans le besoin, il peut, en vertu de l'art. 205 du Code civil, réclamer des aliments aux enfants du *de cuius*. Aucune parenté ne lie l'ascendant à l'enfant naturel, et par suite, l'obligation alimentaire n'existe pas entre eux. Il fallait donc que le législateur assurât à l'ascendant du *de cuius* les moyens d'existence pour l'époque où, celui-ci étant décédé, sa succession passerait aux enfants naturels. Trois systèmes furent successivement proposés.

1° Les uns voulaient attribuer toute la succession à l'enfant naturel, en donnant aux ascendants l'usufruit de la moitié de la succession ; cet usufruit aurait constitué pour les ascendants un droit de réserve, dont le *de cuius* n'aurait pu les priver. Après la mort des

ascendants, l'enfant naturel aurait eu la pleine propriété de toute la succession.

2° D'autres, au contraire, pensaient qu'il est des cas où l'usufruit serait superflu pour les ascendants, alors qu'il pourrait manquer à l'enfant naturel. Il y a des cas où un usufruit moindre serait suffisant, et on proposait alors de grever la succession du *de cujus* d'une dette alimentaire au profit de l'ascendant dans le besoin. Les aliments n'auraient pas été dûs par l'enfant naturel personnellement, mais par la succession, à l'exemple de la disposition de la loi du 9 mars 1891 modifiant les droits du conjoint survivant.

Mais aucun de ces deux systèmes ne prévalut : le premier système avait l'inconvénient, disait-on, de mettre directement en présence l'enfant naturel et l'ascendant, appelés à débattre les questions délicates qui doivent se régler entre le nu-propriétaire et l'usufruitier ; il y aurait eu là quelque chose de choquant et souvent de pénible. Le second système avait l'inconvénient de soumettre la question à l'arbitraire du juge.

3°. — Aussi le législateur se prononça-t-il pour un autre système. Les partisans de ce système voulaient qu'une portion de la succession fût attribuée aux ascendants, en pleine propriété ; les ascendants, disaient-ils, pourront réaliser leur part et se procurer ainsi une existence sinon opulente, du moins aisée. Ce point de vue, qui peut être exact si les ascendants ne vivent

que peu de temps après la mort du *de cuius*, est beaucoup plus problématique si les ascendants vivent encore de longues années ; il n'est pas prouvé que, dans ce cas, l'usufruit d'une part plus forte, ou une pension alimentaire ne leur sera pas plus profitable. Mais il y a un argument qui fut bien plus convaincant : la portion attribuée à l'enfant naturel sort de la famille pour n'y rentrer jamais ; ne semble-t-il pas juste de réserver pour cette famille une part de ces biens ? Dans beaucoup de cas, les biens laissés par le *de cuius* lui viennent de sa famille ; n'est-il pas équitable, à défaut du tout, d'en restituer au moins une partie à cette famille ?

Mais, s'il arrive quelquefois que les biens laissés par le *de cuius* lui viennent de sa famille, il arrive souvent aussi qu'il a gagné sa fortune par son travail. Et d'ailleurs, quel besoin avait le législateur de tenir un pareil raisonnement, alors que la loi ne se préoccupe pas de l'origine des biens pour en régler la dévolution ?

Quoi qu'il en soit, ce fut ce système qui l'emporta ; et la conséquence logique fut celle-ci : la portion ainsi attribuée aux ascendants devait aussi appartenir aux frères et sœurs. Il eût été illogique de voir les père et mère préférés aux frères et sœurs quand il y a un enfant naturel, alors que, d'après l'art. 748, les frères et sœurs viennent en concours avec les père et mère. Il eût été illogique de voir les frères et sœurs exclus par les aïeuls, alors que, d'après les articles 746

et 749, ce sont les aïeuls qui sont exclus par les frères et sœurs.

L'art. 759 nouveau accorde formellement aux descendants des frères ou sœurs les mêmes droits qu'aux frères et sœurs. L'art. 757 ancien ne parlait pas des descendants de frères ou sœurs, et c'était une question très discutée que celle de savoir si on devait leur accorder le bénéfice de la représentation ou les considérer comme des collatéraux ordinaires.

Une jurisprudence constante, appuyée par quelques auteurs, les considérait comme des collatéraux ordinaires, mais partageait la succession entre eux par souches, et non par têtes (1). Le législateur, disait-on, a entendu, par son silence, les exclure du nombre des collatéraux privilégiés ; et d'ailleurs, la représentation n'étant admise que dans les successions légitimes, il n'y avait pas lieu de l'étendre aux successions irrégulières.

La majorité des auteurs, au contraire, comptait les descendants des frères et sœurs parmi les collatéraux privilégiés (2), et avec raison, selon nous. Tout le monde reconnaissait, auteurs et jurisprudence, que la portion dévolue aux ascendants et collatéraux privi-

(1) Toulouse, 29 avril 1845, D., 45, 2, 165. — Paris, 20 avril 1853, D., 53, 2, 190. — Paris, 28 juin 1860, D., 62, 2, 67. — Cass., 13 janv. 1862, D., 62, 1, 142. — Paris, 14 juillet 1871, D., 72, 2, 65. — Douai, 4 mai 1874, D., 75, 2, 15. — Cass., 4 janv. 1875, D., 75, 1, 487. — Cass., 2 mai 1888, D., 88, 1, 209. — TROPLONG, *Donations*, t. II, n° 776. — LOISEAU, *Enfants naturels*, p. 648 et suiv., et Appendice, p. 108.

(2) AUBRY et RAU, t. VI, § 605. — TOULLIER, t. IV, n° 254. — DURANTON, t. VII, n° 288. — DEMOLOMBE, t. XIV, n° 75.

légiés se partageait entre eux, suivant les règles des art. 746, 748 et 749.

Dans le système de la jurisprudence, s'il y a des enfants naturels, les père et mère succédaient seuls à défaut des frères et sœurs. Or, d'après l'art. 748, ils viennent en concours avec les neveux et nièces appelés à défaut des frères et sœurs. Ce n'est pas tout : les neveux et nièces du *de cuius* lui sont parents au 3^e degré ; si donc on les considère comme collatéraux ordinaires, il faudra les faire concourir avec les oncles et tantes qui sont aussi parents du *de cuius* au 3^e degré, alors qu'ils excluent les oncles et tantes (art. 750).

De plus, les petits-neveux et petites-nièces, qui sont parents du *de cuius* au 4^e degré, devront être exclus par les oncles et tantes, parents au 3^e degré, alors que, d'après l'art. 750, ce sont les oncles et tantes qui sont exclus par les petits-neveux et petites-nièces. Enfin, à défaut des père et mère, les ascendants excluèrent les descendants des frères ou sœurs, c'est la solution contraire que consacre l'art. 750 du Code civil. Par conséquent, en considérant les descendants de frères ou sœurs comme des collatéraux ordinaires, la jurisprudence faisait échec à ce principe en vertu duquel la portion attribuée aux ascendants et collatéraux privilégiés devait se partager suivant les règles des art. 746 et suivants du Code civil.

Le législateur de 1896 n'a pas voulu consacrer la jurisprudence : il a pensé que, l'enfant naturel étant

maintenant héritier légitime, la représentation devait être admise ici. Il est bien certain que, voulant, pour les raisons que nous avons exposées, attribuer aux ascendants une part dans la succession du *de cujus* quand il laisse un ou plusieurs enfants naturels et ne laisse pas de descendants légitimes, le législateur devait logiquement appeler aussi les frères et sœurs ou descendants d'eux, sous peine de créer dans nos lois une *inelegantia juris*.

Nous aurions préféré lui voir adopter un des deux autres systèmes. En organisant la dévolution des successions *ab intestat*, le législateur fait le testament de tout individu qui meurt sans avoir manifesté ses dernières volontés ; il doit donc tenir compte des affections présumées du défunt. Il est à supposer que le défunt préférera toujours son enfant, même naturel, à ses ascendants et surtout à ses frères et sœurs ou descendants d'eux. Il fallait, nous en convenons, assurer aux ascendants les moyens d'existence pour le moment où le *de cujus* n'y serait plus, puisque ces ascendants ne peuvent réclamer d'aliments à l'enfant naturel ; on aurait obtenu ce résultat en adoptant un des deux premiers systèmes que nous avons exposés.

N° 2. — PARTAGE DU QUART ATTRIBUÉ A LA FAMILLE ENTRE LES
ASCENDANTS ET LES COLLATÉRAUX PRIVILÉGIÉS.

Ce partage se fait conformément aux règles du Code civil.

A. *Il n'y a que des ascendants.* — Chaque ligne a un huitième de la succession; dans chaque ligne, le partage a lieu par têtes, l'ascendant le plus proche excluant le plus éloigné (art. 746).

B. *Il n'y a que des collatéraux privilégiés.* — Les collatéraux privilégiés se partagent le quart par têtes ou par souches, suivant qu'ils sont tous du même degré ou de degrés différents (art. 749, 750, al. 2). Si les collatéraux privilégiés sont de lits différents, la division se fait par moitié entre les deux lignes paternelle et maternelle du défunt; les germains prennent part dans les deux lignes et les utérins et consanguins dans leur ligne seulement (art. 752).

C. *Il y a des ascendants et des collatéraux privilégiés.*

a) *Il y a des ascendants autres que les père et mère.*

Dans ce cas, les ascendants autres que les père et mère sont exclus par les collatéraux privilégiés, qui se partagent le quart attribué à la famille, comme nous l'avons indiqué (V. *supra* B.).

b) *Les père et mère du de cujus ou l'un d'eux viennent en concours avec les collatéraux privilégiés.*

Le père et la mère ont droit chacun au quart de la portion attribuée à la famille, soit chacun un seizième de la succession; les collatéraux ont droit au reste, c'est-à-dire deux seizièmes ou un huitième, si le père et la mère ont tous deux survécu, et trois seizièmes si l'un des deux seulement vient à la succession (1).

(1) La renonciation d'un membre de la famille légitime ne profite pas aux enfants naturels. La renonciation du père ou de la mère profite aux

Antinomie entre l'art. 759 et l'art. 915. — Nous venons de voir que le père (ou la mère), venant seul en concours avec des collatéraux privilégiés, recueille en présence d'un enfant naturel un seizième de la succession. Or, nous verrons plus loin que l'art. 915 accorde aux ascendants un droit de réserve qui est d'un huitième de la succession, quel que soit leur nombre.

Le père ou la mère qui vient seul à la succession a droit, en vertu de l'art. 759, à un seizième de la succession, tandis que l'art. 915 lui accorde un droit de réserve d'un huitième. Sera-t-il autorisé à prendre, sur le quart réservé à la famille, un huitième avant les collatéraux ?

Il semble bien qu'il y ait là une antinomie entre l'art. 759 et l'art. 915 : il est impossible, en effet, d'autoriser le père ou la mère à prélever un huitième au détriment des collatéraux. Ce serait à la fois contraire aux textes et aux principes.

Aux textes, car l'art. 915 règle les effets des libéralités entre-vifs et testamentaires émanées du *de cujus*, et l'art. 759 établit un droit héréditaire au profit de l'enfant naturel, il règle les effets de la succession *ab intestat* au profit de cet enfant naturel. Il résulte bien du texte de l'art. 915 qu'on ne peut l'appliquer qu'à

frères et sœurs ; la renonciation d'un frère ou d'une sœur ne profite qu'aux autres frères et sœurs. La renonciation ne profiterait à l'enfant naturel que si tous les membres de la famille légitime renonçaient.

l'encontre des légataires et donataires. Arg. des mots :

« Les libéralités ne pourront excéder ».

Ce serait contraire aux principes, car le droit héréditaire de l'enfant naturel est absolument de même nature que celui des parents. « En conséquence, il doit atteindre également ou plutôt contributoirement toute la succession et toutes les classes d'héritiers, sans qu'il y ait lieu de distinguer la réserve de la quotité disponible, ni les héritiers réservataires de ceux qui ne le sont pas » (1).

SECTION III

L'enfant naturel n'a en face de lui ni descendants, ni ascendants, ni frères ou sœurs ou descendants d'eux.

Dans ce cas, l'enfant naturel recueille la totalité de la succession; c'est ce qui résulte de l'art. 760 ainsi conçu : « L'enfant naturel a droit à la totalité des biens lorsque ses père ou mère ne laissent ni descendants, ni ascendants, ni frères ou sœurs, ni descendants légitimes de frères ou sœurs ».

Mais il peut se présenter un cas que la loi n'a pas prévu. Le défunt a, nous le supposons, laissé un enfant naturel, un ascendant dans la ligne paternelle

(1) DEMOLOMBE, t. XIV, n° 79. — En ce sens, DURANTON, t. VI, n° 286. — DEMANTE, t. III, n° 75 *bis*. — DEFRÉNOIS, n° 177. — *Contra* : PAUL ALARD, p. 153.

et un cousin dans la ligne maternelle. L'enfant naturel, en présence de l'ascendant, a droit aux trois quarts de la succession (art. 759) ; l'autre quart se partage entre les deux lignes : l'ascendant aura un huitième de la succession ; quant à l'autre huitième, devra-t-il être dévolu au cousin qui n'est qu'un collatéral ordinaire ? Cette question se posait déjà sous l'empire du Code civil, mais sous une autre forme ; aujourd'hui, elle est théoriquement la même.

La jurisprudence décidait autrefois que la portion dévolue à la famille se partageait également entre les deux lignes (1). Cela reviendrait aujourd'hui à donner au collatéral un huitième de la succession. La jurisprudence partait de cette idée que les différentes parties de l'art. 757 ancien (nous dirions aujourd'hui les art. 758, 759 et 760), forment chacune une règle fixe et absolue et ne sauraient être combinées entre elles. Par conséquent, dans notre exemple, par cela seul que l'enfant naturel se trouve en présence d'un ascendant, même unique, il a droit seulement aux trois quarts de la succession.

Nous admettrions volontiers cette solution, si elle ne conduisait pas à donner au collatéral ordinaire un huitième de la succession, alors que l'art. 760 nouveau l'exclut formellement lorsqu'il y a un enfant naturel.

La solution la plus conforme à la loi serait celle-ci :

(1) Cass., 5 juin 1893, D., 93, 4, 383. — Amiens, 23 mars 1854, D., 57, 2, 5

divisons en deux parties la succession : au regard de la ligne paternelle, l'enfant naturel aura les trois quarts de la moitié, ou les trois huitièmes ; l'ascendant aura le quart de la moitié, ou un huitième. Dans la ligne maternelle, l'enfant naturel aura tout, c'est-à-dire l'autre moitié de la succession, et le collatéral n'aura rien (1).

Nos adversaires objectaient, avant la loi de 1896, que ce mode de calcul était en contradiction avec la loi, car on introduisait dans les successions irrégulières le principe de la fente qui est consacré aux hérités légitimes. Aussi, ne pouvait-on opérer la fente que sur la portion dévolue à la famille légitime du *de cuius*. En admettant que cet argument ait pu avoir une certaine valeur sous l'empire du Code civil, il ne porte plus, depuis qu'en vertu de notre loi de 1896, l'enfant naturel est héritier légitime. De plus, l'art. 908 nouveau n'accorde pas aux collatéraux ordinaires le droit de faire réduire les donations entre-vifs excessives faites à l'enfant naturel ; il ne reconnaît ce pouvoir qu'aux descendants, ascendants ou collatéraux privilégiés. C'est un argument de plus en faveur de notre système, car, en refusant ce droit aux collatéraux ordinaires, le législateur indique nettement qu'ils n'ont aucun intérêt à l'exercer, et ils n'ont pas d'intérêt à l'exercer, parce que jamais ils ne doivent venir en concours avec l'enfant naturel.

(1) En ce sens, VIGIÉ, t. II, n° 152. — AUBRY et RAU, t. VI, § 605, — DEMOLOMBE, t. XIV, n° 76. — Amiens, 5 déc. 1889, D. 90, 2, 184.

SECTION IV

Droits des descendants de l'enfant naturel

L'art. 761 nouveau reproduit l'ancien article 759, ainsi conçu : « En cas de prédécès des enfants naturels, leurs enfants ou descendants peuvent réclamer les droits fixés par les articles ci-dessus ».

La loi nouvelle n'a pas tranché les deux controverses qui existaient déjà sous le Code civil.

1° L'expression « enfants ou descendants » comprend-elle les enfants naturels ? En d'autres termes, l'enfant naturel de l'enfant naturel a-t-il, en cas de prédécès de son auteur, les mêmes droits que cet auteur ? On pourrait peut-être essayer de le soutenir aujourd'hui, en disant que l'enfant naturel, étant héritier légitime, doit jouir des privilèges attachés à son titre et entre autres du bénéfice de la représentation.

Sous le Code civil, tout le monde, ou à peu près, était d'accord pour ne pas comprendre les enfants naturels dans l'expression « enfants ou descendants », et n'appliquer la disposition de notre article qu'aux enfants légitimes ou légitimés, la représentation n'ayant pas lieu dans les successions irrégulières.

Nous croyons qu'il en est de même encore aujourd'hui. En effet, l'article 757 nouveau dispose que la « loi n'accorde aucun droit aux enfants naturels sur les biens des parents (entendez parents légitimes) de leur

père ou de leur mère ». A plus forte raison ne doit-elle leur en accorder aucun sur les biens des parents naturels de leur père ou de leur mère.

2°. La loi dit : « En cas de prédécès ». C'est donc un droit de représentation que la loi accorde aux descendants de l'enfant naturel, mais ils ne peuvent jamais venir de leur chef. Quelques auteurs (1) soutiennent cependant que, la loi statuant ici *de eo quod plerumque fit*, il faut étendre notre article au cas où les descendants de l'enfant naturel seraient en rang utile pour venir de leur chef, c'est-à-dire au cas de renonciation ou d'indignité de leur auteur.

Il faudrait donc entendre les mots : « En cas de prédécès », comme s'il y avait : « A défaut de ». D'ailleurs, en leur accordant le droit de venir par représentation, le législateur leur a implicitement accordé le droit de succéder de leur chef, puisque, pour venir à une succession par représentation, il faut avoir l'aptitude personnelle à être héritier (2).

Nous ne croyons pas que cette interprétation soit exacte, et cela, pour plusieurs raisons :

D'abord, en matière successorale, la réciprocité est de droit, si un texte formel n'en décide autrement. Or, il est certain que le père et la mère n'ont aucun droit sur la succession laissée par les enfants ou

(1) DEMOLOMBE, t. XIV, n° 86. — AUBRY et RAU, t. VI, p. 331. — HUC, t. V, n° 101.

(2) BAUDRY-LACANTINERIE, t. II, n° 111.

descendants de leur enfant naturel. Donc, par réciprocité, on ne pouvait accorder ce droit à ces enfants ou descendants. L'art. 761 le leur accorde exceptionnellement, au cas de prédécès de l'enfant naturel, mais il ne faut pas étendre arbitrairement cette exception et accorder aux descendants de l'enfant naturel la vocation personnelle, au cas de renonciation ou d'indignité de leur auteur (1). On ne s'expliquerait d'ailleurs pas pourquoi l'art. 761 dit : « En cas de prédécès ». En s'exprimant ainsi, il a sûrement voulu indiquer que dans les autres cas il n'en était pas de même. Quant à l'argument de nos adversaires, tiré de l'aptitude personnelle à succéder que doit avoir celui qui vient par représentation, loin de détruire notre système, il le fortifie : en accordant formellement ce droit de représentation aux descendants légitimes de l'enfant naturel, la loi reconnaît qu'en l'absence d'un texte ils ne l'auraient pas eu ; en reconnaissant qu'ils n'ont ni le droit de représentation ni, à plus forte raison, la vocation héréditaire personnelle, et en ne leur accordant qu'un seul de ces droits, l'art. 761 leur refuse implicitement l'autre.

(1) LAURENT, t. IX, n° 127. — CHABOT, art. 759, n° 4.

SECTION V

Cas où le droit successoral de l'enfant naturel est paralysé

Ces cas sont visés par l'art. 337 du Code civil et l'article 9 de la loi du 23 mars 1896.

N° 1. — CAS DE L'ART. 337

« La reconnaissance, dit cet article, faite pendant le mariage, par l'un des époux au profit d'un enfant naturel qu'il aurait eu avant son mariage d'un autre que son époux, ne pourra nuire ni à celui-ci, ni aux enfants nés de ce mariage. — Néanmoins elle produira son effet après la dissolution de ce mariage, s'il n'en reste pas d'enfants ».

Supposons un homme ayant un enfant naturel et épousant une femme autre que la mère de cet enfant. Plus tard, pendant le mariage, il reconnaît son enfant naturel. Si l'art. 337 n'existait pas, à la mort de cet individu, l'enfant naturel viendrait en concours avec les enfants nés du mariage pour recueillir la part que l'art. 758 lui alloue dans la succession du père qui l'a reconnu. Mais le législateur, jugeant avec raison qu'il y avait là violation de la foi jurée, n'a pas voulu que cette reconnaissance pût nuire au conjoint ou aux enfants nés du mariage. Malheureusement, ici comme ailleurs, c'est l'enfant qui expie la faute de son père : la loi l'exclut de la succession de ce dernier. Exami-

nous les conditions nécessaires pour que l'art. 337 trouve son application.

1^o Il faut qu'il s'agisse d'une reconnaissance faite *pendant* le mariage.

La reconnaissance faite après la dissolution du mariage ne nuirait pas au conjoint; il n'y a pas de violation de la foi jurée, puisque les liens du mariage sont brisés. Cependant, elle pourrait nuire aux enfants nés du mariage; mais le texte formule une disposition exceptionnelle, et nous ne devons pas en étendre la portée (1).

La reconnaissance faite avant le mariage peut également entraîner violation de la foi promise, si cette reconnaissance a été cachée au conjoint. Mais, notre article ne parlant que de la reconnaissance faite *pendant* le mariage, nous n'appliquerons pas notre disposition en dehors de ce cas. Lors de la confection de la loi du 25 mars 1896, il avait été question d'étendre notre article au cas de la reconnaissance faite avant le mariage, et on ajoutait que toute reconnaissance d'enfant naturel devrait être mentionnée en marge de l'acte de naissance de son auteur. Cette proposition ne fut pas repoussée, elle ne fut qu'ajournée; on décida de l'examiner lorsqu'il s'agirait d'étudier des dispositions relatives à ce qu'on pourrait appeler le *casier civil*.

(1) En ce sens, Pau, 17 janv. 1872, D., 73, 2, 194.

2° Il faut que l'auteur de la reconnaissance ait épousé une personne autre que l'auteur de l'enfant naturel ; notre article cessera donc de s'appliquer toutes les fois qu'il sera juridiquement prouvé que le conjoint de celui qui a reconnu l'enfant naturel est aussi l'auteur de cet enfant. La reconnaissance ici n'est pas une violation de la foi promise, car le conjoint n'ignorait pas l'existence de l'enfant naturel, et d'ailleurs les motifs ne sont plus les mêmes.

3° Il faut enfin que la succession soit recueillie par les enfants nés du mariage ou par le conjoint. Si donc, à défaut d'enfants issus du mariage ou descendants d'eux, le défunt laissait des ascendants ou des collatéraux, l'art. 759 reprendrait son empire, et l'art. 337 cesserait d'être applicable. Mais si, à défaut de tous parents légitimes, le conjoint venait en rang utile pour succéder au défunt en pleine propriété, le droit de l'enfant naturel se trouverait entièrement paralysé et le conjoint recueillerait la succession.

Remarquons que, si l'auteur de la reconnaissance a été marié plusieurs fois, l'art. 337 s'applique seulement à l'époux pendant le mariage duquel la reconnaissance a été faite et aux enfants nés de ce mariage, quelque préjudice que cette reconnaissance puisse porter aux conjoints futurs et aux enfants nés de mariages passés et à venir.

Notre article s'applique-t-il à la reconnaissance forcée ? La jurisprudence se prononce dans le sens de

l'affirmative (1). Les effets de la reconnaissance forcée, dit-elle, n'étant pas indiqués par la loi, on doit lui attribuer les mêmes effets qu'à la reconnaissance volontaire, car, toute autre solution serait plus ou moins arbitraire. Donc l'art. 337 qui contient un des effets de la reconnaissance volontaire doit s'appliquer à la reconnaissance judiciaire.

Nous préférons, pour notre part, l'autre interprétation préconisée par plusieurs auteurs (2). S'il est vrai qu'on doive appliquer les effets de la reconnaissance volontaire à la reconnaissance forcée, il n'est pas vrai que l'art. 337 contienne un de ces effets : il indique au contraire un cas dans lequel un des effets de la reconnaissance volontaire ne se produira pas.

Il est donc extrêmement dangereux d'étendre en dehors du cas qu'elle prévoit expressément une disposition qui a pour but de prononcer une déchéance. D'ailleurs, les mots du texte : « La reconnaissance *faite* pendant le mariage » semblent s'appliquer à la reconnaissance volontaire, à l'exclusion de la reconnaissance forcée.

La fin de l'article peut sembler un peu ambiguë : « Néanmoins elle (la reconnaissance) produira son effet après la dissolution du mariage s'il n'en reste pas d'enfants ».

(1) Bordeaux, 25 mai 1892, D., 94, 2, 50. — Cass., 16 déc. 1861, D., 62, 1, 39. — Metz, 10 août 1864, D., 64, 2, 225.

(2) Voy. notamment BAUDRY-LACANTINERIE, t. I, n° 196. — Voy. aussi Pau, 17 janv. 1872, D., 75, 2, 194. — Douai, 29 janv., 1879, D., 80, 2, 213. — Dijon, 7 mai 1879, D., 80, 2, 203.

Cette disposition semble contredire la première partie de l'article : après avoir dit que la reconnaissance ne doit nuire ni aux enfants du mariage ni au conjoint, il ajoute qu'elle produira son effet après la dissolution du mariage s'il n'en reste pas d'enfants. Mais il nous semble que le législateur a dû penser au cas où la dissolution du mariage provient de la mort du conjoint de l'auteur de l'enfant naturel ou à celui où il est dissous par le divorce.

Quel sera maintenant le sort des donations faites à son conjoint par l'auteur de la reconnaissance ? Il est certain qu'en ce qui concerne les donations faites par contrat de mariage, l'art. 337 est applicable et l'enfant naturel ne peut les faire réduire, car elles sont faites à l'époux en qualité d'époux (1).

Mais la solution est plus douteuse en ce qui concerne les donations faites à l'époux durant le mariage. Selon les uns, l'enfant naturel pourrait les faire réduire pour obtenir sa réserve, dans les cas où l'application de notre article ne l'empêche pas de venir à la succession, c'est-à-dire lorsque le *de cujus* aura laissé des ascendants ou des collatéraux ou encore des enfants légitimes nés d'un autre mariage. Car, disent ces auteurs, les droits auxquels la reconnaissance ne doit pas nuire sont ceux « qui découlaient de cette qualité même (celle d'épouse), soit d'après les dispositions de la loi, soit

(1) En ce sens, Trib. de la Seine, 27 mai 1898, D., 99, 2, 306.

d'après les clauses arrêtées dans le contrat de mariage comme conditions de ce mariage (1) ». Mais nous croyons que cette distinction est un peu subtile, et nous préférons l'autre opinion : l'art. 337 est conçu en termes très généraux, et, si on ne doit pas étendre une disposition exceptionnelle en dehors du cas qu'elle prévoit, il faut néanmoins l'exécuter d'une manière complète et ne pas en restreindre arbitrairement la portée : or l'art. 337 dit « ne pourra nuire ni à celui-ci (au conjoint) ni aux enfants nés de ce mariage ». Il nous semble que les termes si généraux de cet article s'appliquent à toutes les donations faites à l'époux de quelque nature qu'elles soient.

N° 2. — ARTICLE 9 DE LA LOI DU 25 MARS 1896

Nous avons analysé plus haut (2) l'art. 761 ancien du Code civil. Cet article a été purement et simplement abrogé par la loi de 1896 ; ainsi a disparu de notre Code une disposition odieuse dont le système de la jurisprudence, nous l'avons vu, aggravait encore la portée. Nous avons indiqué qu'il nous semblait que l'acte passé entre le père ou la mère et l'enfant naturel en vertu de cette disposition était une donation qui pour être parfaite exigeait le consentement de l'enfant naturel donataire. Si nous revenons aujourd'hui sur

(1) MARCADÉ, art. 337, n° 69. — Dans le même sens, BAUDRY-LACANTINERIE, t. I, n° 912. — Trib. de la Seine, 21 fév. 1846, D., 46, 3, 63.

(2) *Supra*, p. 48 et suiv.

cet article heureusement entré dans le domaine de l'histoire, c'est que l'article 9 de la loi nouvelle a réglé, à titre de disposition transitoire, le sort des actes passés en vertu de cet art. 761 ancien, véritables pactes sur des successions non encore ouvertes lors de sa promulgation. Notre loi s'applique à toutes les successions non encore ouvertes lors de sa promulgation ; quant aux successions ouvertes, mais non encore liquidées le 25 mars 1896, elles sont régies par les dispositions du Code civil.

A défaut d'une disposition spéciale réglant le sort des conventions passées en vertu de l'art. 761 ancien, l'interprète aurait dû, se reportant au moment où l'acte avait été passé, appliquer les règles du Code civil. L'art. 9 de la loi décide :

« Toute réclamation sera interdite à l'enfant naturel lorsqu'il aura reçu du vivant de ses père et mère, avant la promulgation de la présente loi, la moitié de ce qui lui est attribué par les articles 758, 759, 760 et 761 précédents, avec déclaration expresse de leurs père et mère que leur intention est de réduire l'enfant naturel à la portion qu'ils lui ont assignée. Dans le cas où cette portion serait inférieure à la moitié de ce qui devrait revenir à l'enfant naturel, il ne pourra réclamer que le supplément nécessaire pour parfaire cette moitié ».

Ainsi, le législateur de 1896 respecte les pactes passés entre père ou mère et enfant naturel en vertu

de l'article 761 ancien, avant la promulgation de la loi nouvelle ; en cela il a raison, car il faut nécessairement se reporter au moment où un acte a été fait pour en apprécier la validité. Mais il nous semble qu'en lui donnant pour base les quotités nouvelles de la loi de 1896, il change les conditions dans lesquelles cet acte a été fait.

Supposons, en effet, un père ayant 90,000 fr. de biens, un enfant naturel et un enfant légitime : sous le Code civil, l'enfant naturel aurait eu droit au tiers de la moitié de la succession (Art. 757 ancien), soit un sixième ou 15,000 francs.

Son père lui fait une donation de 7,500 fr. avec déclaration expresse de le réduire à la portion qu'il lui assigne. Au décès de son père, l'enfant naturel n'aurait rien à lui réclamer de plus, si la fortune du père n'avait pas varié ; ou, si elle avait augmenté, qu'elle fût devenue par exemple de 120,000 fr., il n'aurait pu réclamer que les 2,500 fr. manquant pour parfaire la moitié de sa part qui eût été alors de 10,000 fr.

Avec la disposition de notre loi (art. 9), en admettant que la fortune du père n'ait pas varié, cet enfant va pouvoir réclamer 3,750 fr., car avec l'art. 758 nouveau, il aurait droit au quart des 90,000 fr., soit 22,500 fr. dont la moitié est de 11,250 fr. ; il lui manque 3,750 fr. pour arriver à ce chiffre ; et si la fortune de son père est devenue de 120,000 fr., il s'en faudra de 7,500 fr. qu'il n'ait obtenu la moitié de ce

que lui attribue l'art. 758 nouveau. On sait que la jurisprudence autorise l'enfant naturel à demander la nullité de l'acte passé en vertu de l'art. 761 ancien, si ce qu'il a reçu est sensiblement inférieur à la moitié de sa part (1). Et c'est ce qui se produit dans l'exemple choisi.

Nous pensons que le législateur aurait dû maintenir les anciennes quotités pour les actes passés en vertu de l'art. 761 ancien et respecter complètement ces conventions, ou, ce qui aurait mieux valu, décider que, notre article étant aboli, ces conventions tomberaient de plein droit, et que la portion ainsi attribuée aux enfants naturels serait considérée comme un avancement d'hoirie, une donation entre vifs sans dispense de rapport.

(1) Voy. *supra*, p. 50.

CHAPITRE III

L'ENFANT NATUREL RÉSERVATAIRE

Bien que le Code civil n'eût pas accordé expressément de réserve à l'enfant naturel, nous avons vu cependant que la jurisprudence lui reconnaissait ce droit en se fondant sur les dispositions de l'art. 761 ancien. Cet article ayant été abrogé par la loi du 25 mars 1896, il aurait pu en résulter une controverse ; pour l'éviter, le législateur a formellement concédé un droit de réserve à l'enfant naturel. Il a ajouté à l'art. 913 du deuxième paragraphe dont les premiers mots sont : « L'enfant naturel légalement reconnu a droit à une réserve ». La suite du paragraphe détermine la quotité de cette réserve.

L'ancien art. 914 du Code civil devient l'art. 913 § 3, l'art. 915 ancien prend la place de l'art. 914 et le nouvel art. 915 établit une réserve spéciale au profit de l'enfant naturel venant à la succession en concours avec des ascendants du *de cujus*.

SECTION I

L'enfant naturel vient à la succession à défaut de descendants, d'ascendants ou de collatéraux privilégiés.

« L'enfant naturel reconnu, dit l'art. 913, § 2, a droit à une réserve. Cette réserve est une quotité de celle qu'il aurait eue s'il eût été légitime, calculée en observant la proportion qui existe entre la portion attribuée à l'enfant naturel au cas de succession *ab intestat* et celle qu'il aurait eue dans le même cas s'il eût été légitime ».

Voici la règle consacrée par notre article dans une rédaction, il faut bien le dire, assez défectueuse. Pour calculer la réserve de l'enfant naturel, il faut d'abord rechercher quelle serait sa réserve s'il était légitime, puis lui attribuer une portion de cette réserve calculée d'après les règles de la dévolution *ab intestat* telles qu'elles résultent des articles 758, 759 et 760 (sauf l'exception apportée à ce mode de calcul par l'art. 915 nouveau).

Dans notre cas, les enfants naturels sont appelés *ab intestat* à la succession tout entière (art. 760), comme des enfants légitimes. Donc leur réserve sera de la moitié, des deux tiers ou des trois quarts de la succession, suivant qu'ils seront un, deux ou plus de deux (art. 913, § 1). Il ne peut y avoir sur ce point aucune difficulté.

SECTION II

L'enfant naturel est en concours avec des enfants ou des descendants légitimes.

Par application des règles des art. 758 et 913, § 2, nous attribuerons à l'enfant naturel la moitié de la réserve à laquelle il aurait droit s'il était légitime. C'était déjà le mode de calcul adopté par la jurisprudence et la majorité des auteurs, sous l'empire du Code civil (1), et le législateur de 1896 a manifesté son intention de tenir pour certains les résultats acquis.

Ainsi, supposons un enfant légitime, un enfant naturel. Si les deux enfants étaient légitimes, chacun d'eux aurait une réserve égale à un tiers de la succession ; la réserve sera de la moitié du tiers de l'enfant naturel : soit un sixième de la succession.

Deux enfants naturels, un enfant légitime : si les trois enfants étaient légitimes, chacun d'eux aurait comme réserve un quart de la succession ; chaque enfant naturel aura donc la moitié du quart ou un huitième.

Deux enfants naturels, deux enfants légitimes : si les quatre enfants étaient légitimes, chacun aurait une réserve égale au quart des trois quarts de la succession, c'est-à-dire trois seizièmes ; chaque enfant naturel aura la moitié de trois seizièmes ou trois trente-deuxièmes.

(1) Cass., 15 mars 1847, D., 47, 1, 135. — Cass., 29 juin 1857, D., 59, 1, 26. — Paris, 26 août 1872, D., 73, 2, 111. — DEMOLOMBE, t. XIX, n° 149. — AUBRY et RAU, t. VII, § 686.

Si, au lieu d'avoir en concours avec lui des enfants légitimes, l'enfant naturel se trouve en présence d'enfants issus d'enfants légitimes prédécédés, les petits-enfants du *de cujus* viendront par représentation, ce qui donnera lieu au partage par souches (art. 743).

Mais l'enfant naturel peut venir en concours avec un enfant légitime renonçant ou indigne. Si l'enfant naturel avait été légitime, il aurait recueilli toute la succession, excluant les enfants du renonçant ou de l'indigne. Sa réserve eût été de la moitié de la succession ; elle doit donc être ici du quart ; le légataire universel aura la moitié de la succession ; le quart restant sera attribué à titre de réserve aux enfants du renonçant ou de l'indigne.

Sur quelle partie de la succession se prend la réserve des enfants naturels en concours avec des enfants ou descendants légitimes ?

La loi nouvelle, qui a répondu à cette question lorsque l'enfant naturel vient en concours avec des ascendants, est muette dans notre cas.

Sous l'empire du Code civil, la question était controversée. Les uns voulaient attribuer exclusivement à l'enfant légitime tout ce que son illégitimité retirait à l'enfant naturel (1). D'autres proposaient de prélever cette réserve, dans tous les cas, proportionnellement sur la réserve des enfants légitimes et la quotité disponible (2).

(1) M. RICHEFORT, *Etat des familles*, n° 392.

(2) TROPLONG, t. II, n° 779.

Nous pensons qu'aujourd'hui comme autrefois, il y a lieu de faire une distinction, suivant qu'il y a plus de deux enfants légitimes, ou qu'il n'y en a qu'un ou deux.

S'il y a plus de deux enfants légitimes, c'est-à-dire trois ou un plus grand nombre, la quotité disponible sera invariablement d'un quart de la succession ; s'il y a en outre un enfant naturel, sa présence ne peut avoir pour effet de diminuer la quotité disponible que la présence d'un enfant légitime ne pourrait pas réduire au-dessous du quart de la succession. Donc la réserve de l'enfant naturel se prélèvera exclusivement sur celle des enfants légitimes.

Supposons quatre enfants légitimes, un enfant naturel, et un légataire universel, et 16,000 francs de biens. Le légataire universel a droit au quart de la succession, soit 4,000 fr. Les 12,000 fr. restant se partagent entre les quatre enfants légitimes et l'enfant naturel suivant les règles contenues dans l'art. 758. L'enfant naturel aura un dixième ou 1,200 francs et chaque enfant légitime aura le quart des 10,800 francs restant, soit 2,700 francs.

Mais, s'il n'y a qu'un ou deux enfants légitimes, la quotité disponible variera ; elle sera dans le premier cas de la moitié de la succession, dans le second cas d'un tiers et la présence d'un nouvel enfant légitime réduisant la quotité disponible au quart de la succession porterait préjudice à la fois au légataire universel et à chaque enfant légitime. Il est donc vrai de dire

que la présence d'un enfant naturel venant en concours avec un ou deux enfants légitimes devra préjudicier à la fois au légataire universel et aux enfants légitimes.

Soit un enfant naturel, deux enfants légitimes, un légataire universel et une succession de 12,000 fr.

En présence de deux enfants légitimes, le légataire universel aurait eu 4,000 fr. et les deux enfants légitimes 8,000 fr. — Si les trois enfants étaient légitimes, le légataire aurait 3,000 fr. et chaque enfant 3,000 fr. L'enfant naturel aura donc la moitié de 3,000 soit 1,500 fr. Les 10,500 fr. restant se partageront également entre le légataire et les enfants légitimes ; chacun d'eux aura 3,500 francs (1).

Il nous paraît inutile de multiplier les exemples ; l'application de l'art. 913, § 2 consacre la jurisprudence antérieure et ne peut donner lieu dans la pratique à aucune difficulté.

SECTION III

L'enfant naturel est en concours avec des ascendants et des collatéraux privilégiés

N° 1. — L'ENFANT NATUREL EST EN CONCOURS AVEC DES ASCENDANTS SEULS

Fidèle à son système, la jurisprudence accordait aux enfants naturels venant en concours avec des ascen-

(1) En ce sens, DEMOLOMBE, t. XIX, n° 99. — AUBRY et RAU, t. VII, n° 686. — HENRY, n° 19.

dants et des collatéraux privilégiés une réserve égale à la moitié de celle qu'ils auraient eue s'ils avaient été légitimes ; c'est-à-dire le quart de la succession s'il n'y avait qu'un enfant naturel, le tiers s'il y en avait deux, les trois huitièmes s'il y en avait trois ou un grand nombre. D'autre part, l'art. 915 ancien (aujourd'hui art. 914) attribue une réserve d'un quart de la succession à chaque ligne d'ascendants venant à la succession.

Une controverse s'élevait sur le point de savoir si la réserve de l'enfant naturel devait se prélever sur celle des ascendants ou sur la quotité disponible ; on ne comptait pas moins de trois systèmes.

1^{er} Système. — La réserve des enfants naturels doit se prendre sur la quotité disponible dans tous les cas (1).

2^e Système. — La réserve des enfants naturels se prélève sur la masse de la succession ; et la réserve des ascendants se calcule ensuite sur le surplus des biens (2).

Ces deux systèmes avaient un même inconvénient : c'est que la quotité disponible pouvait être moins forte en présence d'un enfant naturel, qu'en présence d'enfants légitimes. Aussi préférons-nous le

3^e Système. — Ce système établissait une distinction :

(1) TROPLONG, t. II, n° 177.

(2) Amiens, 23 mars 1854, D., 57, 2, 5.

a) S'il y a des ascendants dans les deux lignes, la réserve des enfants naturels se prend exclusivement sur la réserve des ascendants.

b) S'il n'y a d'ascendants que dans une ligne, la réserve des enfants naturels se prend moitié sur celle des ascendants, moitié sur la quotité disponible.

La loi de 1896 n'a consacré aucun de ces systèmes, elle en a adopté un autre qui a tout au moins le mérite d'être simple. Ce système est exposé dans l'art. 915 nouveau.

Art. 915. — « Lorsque, à défaut d'enfants légitimes, le défunt laisse à la fois un ou plusieurs enfants naturels et des descendants dans les deux lignes ou dans une seule, les libéralités par actes entre-vifs et par testament ne pourront excéder la moitié des biens du disposant s'il n'y a qu'un enfant naturel, le tiers s'il y en a deux, le quart s'il y en a trois ou un plus grand nombre. Les biens ainsi réservés seront recueillis par les ascendants jusqu'à concurrence d'un huitième de la succession et le surplus par les enfants naturels ».

Donc, sans distinguer s'il y a des ascendants dans une seule ligne ou dans les deux, l'art. 915 ne prend en considération que le nombre des enfants naturels pour fixer la réserve. Cette réserve désignée sous le nom de *réserve globale* est destinée à satisfaire à la fois les enfants naturels et les ascendants. Elle est de la moitié, des deux tiers ou des trois quarts de la succession, suivant que le *de cujus* laisse un, deux ou

plus de deux enfants naturels ; sur cette portion ainsi réservée, les ascendants, quel que soit leur nombre, prélèvent une part égale à un huitième de la succession. S'il n'y a d'ascendants que dans une ligne, le huitième appartient à cette ligne ; s'il y en a dans les deux lignes, chaque ligne a la moitié de ce huitième, soit un seizième. Ce système est, comme nous l'avons dit, fort simple ; mais il peut arriver que les ascendants soient réduits à une part dérisoire, et insuffisante pour leur assurer l'existence sur leurs vieux jours. Lorsque le *de cujus* laisse des enfants légitimes, les ascendants sont exclus de la succession par ces enfants légitimes et n'ont par conséquent aucun droit de réserve ; mais le lien de parenté qui unit ces enfants aux ascendants de leur auteur prédécédé fait naître entre eux l'obligation alimentaire ; et les ascendants, s'ils sont dans le besoin, peuvent réclamer des aliments à leurs petits-enfants (art. 205). Ici, rien de semblable. Si les quatre aïeuls sont en rang utile pour venir à la succession, chacun sera réduit à un trente-deuxième de la succession ; et dans l'hypothèse, d'ailleurs fort invraisemblable, où les huit bisaïeuls viendraient à la succession, chacun ne pourrait recueillir qu'un soixante-quatrième de cette succession. Aucune parenté ne les unit à l'enfant naturel, il n'y a pas de dette alimentaire. Lors de la confection de la loi, on avait bien proposé de grever la succession du *de cujus* d'une dette alimentaire au profit des ascendants dans

le besoin, à l'exemple de ce que la loi du 9 mars 1891 a décidé au profit du conjoint survivant ; la dette aurait été à la charge de la succession et non de l'enfant naturel personnellement. Cette motion fut repoussée ; on ne peut que le regretter.

N° 2. — L'ENFANT NATUREL EST EN CONCOURS AVEC DES COLLATÉRAUX PRIVILÉGIÉS SEULS.

L'art. 915 nouveau ne prévoit que le cas où les enfants naturels concourent avec des ascendants. Il semble donc qu'ici nous devions appliquer l'art. 913 § 2 qui contient évidemment le droit commun de la matière. Si deux enfants naturels viennent en concours avec un frère du *de cujus* et qu'il y ait un légataire universel, la succession étant de 48,000 fr., les enfants naturels auront pour réserve les trois quarts des deux tiers de la succession, soit la moitié : 24,000 francs ; le frère n'étant pas réservataire n'aura rien et le légataire prendra l'autre moitié, 24,000 fr.

Si nous appliquons l'art. 915 à notre cas, le légataire prendra la quotité disponible, soit un tiers de la succession : 16,000 fr. Les deux enfants naturels auront 32,000 fr. ; s'il y avait des ascendants prélevant un tiers de la succession : 6,000 fr., il resterait aux enfants naturels 26,000 francs à titre de réserve.

Que le légataire recueille plus en présence de collatéraux privilégiés qui ne sont pas réservataires qu'en présence d'ascendants à qui la loi accorde un droit de

réserve, cela pourrait se comprendre ; mais que les enfants naturels soient moins bien traités en présence d'héritiers non réservataires, qu'en face d'héritiers réservataires, voilà qui ne se conçoit plus.

Aussi, est-il plus logique de penser que le législateur a entendu appliquer l'art. 915 à notre cas. On objectera que l'art. 915 règle le cas où les enfants naturels viennent en concours avec des ascendants, que cet article vise un cas unique, et qu'en dehors de ce cas, il faut en revenir au droit commun ; mais plusieurs considérations nous font préférer l'application de l'art. 915.

a) D'abord, l'application de l'art. 913 § 2 conduit à traiter moins bien l'enfant naturel en présence de collatéraux qu'en présence d'ascendants, ce qui est inadmissible, nous l'avons dit.

b) Le droit héréditaire de l'enfant naturel étant le même en présence de collatéraux privilégiés qu'en présence d'ascendants, il est vraisemblable que le législateur a voulu que le calcul de la réserve s'opérât de la même manière dans les deux cas.

c) La réserve des ascendants ne préjudicie qu'aux enfants naturels et jamais au légataire universel. Il n'y a donc pas de raisons pour que le légataire bénéficie de l'absence d'ascendants, alors surtout que cette absence porte préjudice aux enfants naturels. Or c'est à ce résultat que conduit l'application de l'art. 913.

d) Enfin ne voit-on pas que l'application, à notre

cas, de l'art. 915 nous ramène au droit commun ? De deux choses l'une : ou le légataire refuse le legs, et la succession se partage *ab intestat* entre l'enfant naturel et le frère suivant l'art. 759 ; ou bien le légataire accepte le legs : le droit du frère est définitivement paralysé par cette acceptation ; par conséquent, nous avons un enfant naturel venant à défaut d'ascendants ou de famille légitime. Or, dans ce cas, d'après l'art. 913, la réserve sera de la moitié, des deux tiers ou des trois quarts, suivant qu'il y aura un, deux, ou plus de deux enfants naturels. C'est précisément à ce résultat que nous arrivons en appliquant l'art. 915.

N° 3. — L'ENFANT NATUREL EST EN CONCOURS AVEC LES PÈRE ET MÈRE (OU L'UN D'EUX) ET DES COLLATÉRAUX

C'est évidemment l'art. 915 qui est applicable. Le légataire universel prend la quotité disponible, les père et mère prélèvent sur la réserve globale une part égale à un huitième de la succession et les enfants naturels gardent le surplus. Remarquons ici que le père (ou la mère) venant seul à défaut de la mère (ou du père) aurait droit à un huitième de la succession. Sa part *ab intestat* serait, il est vrai, d'un seizième, et il n'aurait pas le droit de se faire remplir de sa réserve à l'encontre des collatéraux privilégiés ; mais ce droit lui est accordé à l'encontre des donataires et légataires. Arg. de l'art. 915 : « Les libéralités ne pourront excéder... »

N° 4. — L'ENFANT NATUREL EST EN CONCOURS AVEC DES ASCENDANTS AUTRES QUE LES PÈRE ET MÈRE, ET DES COLLATÉRAUX PRIVILÉGIÉS

Le légataire universel, en acceptant le legs, paralyse le droit des collatéraux, dit-on ; par suite, les ascendants qui seraient exclus par les collatéraux privilégiés seront en rang utile et pourront se faire remplir de leur réserve.

Cette théorie nous paraît manifestement inexacte et nous distinguerons deux cas :

a) *Les collatéraux acceptent la succession.* — Les ascendants autres que les père et mère seront définitivement exclus, et nous retombons dans l'hypothèse prévue *supra* N° 2 (1).

b) *Les collatéraux renoncent à la succession.* — Les ascendants viennent alors en rang utile et peuvent réclamer leur réserve ; nous sommes dans l'hypothèse examinée au N° 1 (2).

Sous l'empire du Code civil qui n'instituait pas de réserve globale, il pouvait y avoir conflit entre le légataire universel et l'aïeul. Le légataire universel avait intérêt à l'acceptation des collatéraux privilégiés, puisqu'en cas de renonciation de ces collatéraux, il voyait son legs diminué par les ascendants réclamant leur réserve. L'aïeul, au contraire, avait intérêt à la renonciation des collatéraux privilégiés pour pouvoir venir en rang utile et réclamer sa réserve. Quant à l'enfant

(1) *Supra*, p. 125 et suiv.

(2) *Supra*, p. 121 et suiv.

naturel, il était désintéressé dans la question, son droit de réserve, dans un cas comme dans l'autre, restant le même.

Aujourd'hui, l'aïeul a bien toujours intérêt à ce que les collatéraux privilégiés renoncent, mais le légataire universel est désintéressé, la quotité disponible étant la même en présence de collatéraux privilégiés ou d'ascendants. Quant à l'enfant naturel, il aura intérêt à voir les collatéraux accepter la succession pour écarter les aïeuls, puisque c'est uniquement sur la réserve globale que ceux-ci prélèvent leur réserve.

SECTION IV

Comment doit se calculer la réserve de l'enfant naturel

L'enfant naturel se trouve par exemple en concours avec un enfant légitime ; sa réserve doit être d'un sixième de la succession. Supposons que l'enfant légitime soit renonçant ou indigne, et que, par suite, l'enfant naturel se trouve en concours avec des ascendants : sa réserve doit-elle être d'un sixième, ou doit-on la calculer sur les bases de l'art. 915 ? En d'autres termes, doit-on compter les héritiers renonçants pour le calcul de la réserve ou doit-on en faire abstraction ?

Il existe sur ce point une controverse célèbre entre

la doctrine et la jurisprudence. Ce n'est pas ici le lieu de la discuter ; qu'il nous suffise de dire que la doctrine, s'appuyant sur l'art. 785 du Code civil aux termes duquel : « L'héritier qui renonce est censé n'avoir jamais été héritier », décide avec raison qu'on ne doit compter pour le calcul de la réserve que les héritiers qui viennent à la succession.

La jurisprudence, en comptant pour le calcul de la réserve, les héritiers renonçants ou indignes, aboutit à une conséquence qui à elle seule suffirait à faire rejeter son système : la constitution d'une réserve au profit d'héritiers non réservataires. Il est vrai que la jurisprudence recule devant cette conséquence. Or, quand un principe engendre une conséquence inacceptable, c'est que le principe lui-même est mauvais.

Nous avons vu, au cours de cette étude, que la jurisprudence se met en contradiction avec son système au cas où des ascendants autres que les père et mère concourent avec des enfants naturels après renonciation des collatéraux privilégiés ; elle accorde, dans ce cas, une réserve aux ascendants.

SECTION V

Au cas où le *de cujus* n'a pas disposé de toute la quotité disponible, comment répartir le surplus ?

Écartons tout d'abord le cas très simple où l'enfant naturel vient seul à la succession, à défaut de descendants, ascendants ou collatéraux privilégiés, et celui où il est en concours avec des descendants légitimes.

La question n'est intéressante que si l'enfant naturel vient en concours avec des ascendants ou des collatéraux privilégiés.

Supposons une succession de 20,000 francs, un enfant naturel, le père du *de cujus*, un frère, un légataire de 2,000 francs.

S'il n'y avait pas de légataire, l'enfant naturel aurait 15,000 francs, la famille légitime, 5,000. Le legs de 2,000 francs doit être fourni par l'enfant naturel jusqu'à concurrence des trois quarts, soit 1,500 francs. Il lui reste 13,500 francs. Sa réserve n'est pas entamée puisqu'elle serait des trois huitièmes de la succession, soit 7,500 francs. L'autre quart du legs, 500 francs, sera fourni par la famille légitime qui ne recueillera plus que 4,500 francs. Remplissons le père de sa réserve qui est d'un huitième de la succession, soit 2,500 francs, il reste 2,000 francs qui appartiennent au frère.

Au lieu du père, supposons un aïeul.

Si le frère accepte, l'aïeul est écarté et le frère recueille les 4,500 francs.

Si le frère renonce, c'est l'aïeul qui recueillera les 4,500 francs.

Soit maintenant une succession de 30,000 fr., deux enfants naturels, le père du *de'cujus*, un frère, un légataire de 6,000 francs.

S'il n'y avait pas de légataire, les enfants naturels recueilleraient les trois quarts de la succession : 22,500 fr., la famille légitime un quart : 7,500 fr. Les deux enfants naturels contribuent au legs pour les trois quarts, soit 4,500 fr. il leur reste 18,000 fr. ; leur réserve qui, dans notre hypothèse, serait de 16,250 fr., n'est pas entamée. Sur les 7,500 fr. appartenant à la famille, il y a lieu de prélever le complément du legs (un quart de ce legs) 1,500 fr. Il reste pour la famille légitime 6,000 fr., le père prendra sa réserve : 3,750 fr., et le frère aura 2,250 fr.

Au lieu d'un legs de 6,000 fr. supposons dans l'hypothèse précédente un legs de 10,000 fr.

Les enfants naturels y contribueront pour trois quarts soit 7,500 fr. ; il leur restera 15,000 fr., c'est-à-dire 1,250 fr. de moins que leur réserve ; la famille fournit l'autre quart du legs, soit 2,500 fr., il lui reste 5,000 fr., le père prélèvera sa réserve de 3,750 fr. et les enfants naturels se rempliront de leur réserve avec les 1,250 fr. de surplus. Le frère n'aura rien.

Enfin supposons un légataire de 16,000 fr., Les

enfants naturels doivent fournir 12,000 fr., la famille légitime 4,000 francs, il reste aux enfants naturels 10,500 francs, et il leur manque par conséquent 5,750 francs pour avoir leur réserve ; il reste à la famille 3,500 francs, le père les prendra et il lui manquera 250 francs pour avoir sa réserve. Il y aura donc lieu de réduire le legs d'une somme de 5,750, + 250 soit 6,000 francs pour que les héritiers réservataires soient remplis de leur réserve ; le légataire aura en définitive 10,000 francs, et le frère n'aura rien.

SECTION VI

Droits des enfants et descendants de l'enfant naturel

L'art. 913 § 3 (ancien art. 914) est ainsi conçu :
« Sont compris dans le présent article, sous le nom d'enfants, les descendants en quelque degré que ce soit. Néanmoins, ils ne sont comptés que pour l'enfant qu'ils représentent dans la succession du disposant ».

Il résulte de cette disposition que les descendants de l'enfant naturel ont les mêmes droits de réserve que lui. Mais pour être réservataire, il faut être héritier. Sur la question de savoir quand les descendants des enfants naturels sont héritiers et par conséquent réservataires, nous renvoyons au commentaire que nous avons donné de l'art. 761 nouveau (1).

(1) Voy. *supra*, p. 104 et suiv.

Dans tous les cas où les descendants de l'enfant naturel pourront venir à la succession aux lieu et place de leur auteur, ils ne seront comptés que pour la part de l'enfant naturel. Cf. Art. 743.

DISPOSITION TRANSITOIRE. — « En ce qui concerne le calcul de la réserve des enfants naturels, dit l'art. 9 *in fine* de la loi de 1896, la présente loi sera applicable à toutes les libéralités faites antérieurement à sa promulgation ».

CHAPITRE IV

L'ENFANT NATUREL DONATAIRE ET LÉGATAIRE

L'article 908 ancien et l'article 908 nouveau

L'art. 908 du Code civil était ainsi conçu : « Les enfants naturels ne pourront, par donation entre-vifs ou par testament, rien recevoir au-delà de ce qui leur est accordé au titre des successions. »

Pour honorer le mariage, le Code donnait moins de droits aux enfants naturels qu'aux enfants issus du mariage ; et pour empêcher les père ou mère de corriger les rigueurs de notre droit en faisant une donation entre-vifs à leurs enfants naturels ou en leur léguant tout ou partie de la quotité disponible, il interdisait aux parents de leur donner ou de leur léguer plus que la loi ne leur accordait au titre des successions ; il était interdit à un père de faire pour son enfant ce qu'il pouvait faire pour un étranger ; on arrivait ainsi à détourner les parents de reconnaître leurs enfants ; parce qu'alors, ces enfants, étant légalement des étrangers pour eux, ne leur succédaient pas, il est vrai, mais pouvaient recevoir d'eux des donations entre-vifs ou des legs jusqu'à concurrence de la quotité disponible.

Mais l'art. 908 ne s'appliquait à l'enfant naturel que dans ses rapports avec ceux qui l'avaient reconnu ; il pouvait être gratifié par toute autre personne, absolument comme un étranger.

L'art. 908 ancien édictait-il une incapacité ou une indisponibilité ?

L'une et l'autre théorie pouvaient se défendre mais il y avait contre l'une et l'autre des arguments sérieux.

Les uns y voyaient une indisponibilité ; ce que veut la loi c'est protéger la famille légitime ; lorsque la famille légitime se trouve en présence d'un enfant naturel, elle a droit à une réserve particulière à laquelle la volonté du testateur ne peut porter aucune atteinte. Si la libéralité est excessive, elle n'est pas nulle, elle est réductible. La disposition de l'art. 908 a été édictée en haine du bénéficiaire ; il ne faut pas que, par l'effet d'une libéralité, le père ou la mère puisse adoucir le sort de son enfant naturel, en lui accordant plus que la loi sur les successions ne lui attribue. Ce serait porter un préjudice à la famille légitime ; ce serait faire sortir de cette famille une fortune qui n'y rentrera jamais. La preuve, c'est qu'à défaut de parents légitimes au degré successible, l'enfant naturel recueille toute la succession ; c'est donc bien une réserve spéciale que la loi accorde aux parents légitimes et dont peuvent se prévaloir les parents légitimes, même non réservataires (1).

(1) AUBRY et RAU, t. VIII, n° 650 *bis*. — DEMOLOMBE, t. XVII, n° 85 ; t. XVIII, n° 555. — DEMANTE, t. IV, n° 28.

D'autres, au contraire, y voyaient une incapacité : tout d'abord l'art. 908 se trouve placé dans le chapitre des incapacités ; de plus, l'art. 911 (1) est applicable aux enfants naturels ; les partisans de l'indisponibilité l'admettent ; or, ce texte vise les incapables. Si la loi a institué, à l'encontre des enfants naturels, une réserve plus forte, ce n'est pas seulement au profit de la famille légitime ; car la présence d'un enfant naturel n'empêche aucunement son père ou sa mère de tester en faveur d'un étranger sans que les parents autres que les descendants ou ascendants puissent demander la réduction des libéralités excessives. C'est donc une incapacité, mais une incapacité d'une nature particulière.

En effet, pour savoir si une personne est capable de recueillir le bénéfice d'un acte, il faut se placer au moment où l'acte est passé ; dans le cas d'une donation faite à un enfant naturel par ses père ou mère, personne ne peut faire réduire la donation du vivant du donateur ; il faut attendre la mort de celui-ci, la capacité du donataire se mesurant d'après la fortune laissée par le donateur et d'après la qualité des héritiers qui viendront en concours avec lui.

De plus, la libéralité faite en vertu de l'article 908 n'est pas nulle, mais seulement réductible ; quelques

(1) ART. 911. — Toute disposition au profit d'un incapable sera nulle, soit qu'on la déguise sous la forme d'un contrat onéreux, soit qu'on la fasse sous le nom de personnes interposées.

Seront réputées personnes interposées, les père et mère, les enfants et descendants et l'époux de la personne incapable.

auteurs (1) prétendent qu'elle est nulle dans le cas où elle est faite sous la forme déguisée ou sous la forme d'une interposition de personnes. Ces auteurs appliquent à notre cas l'art. 1099 du Code civil : c'est une confusion ; l'art. 1099 est la sanction de l'art. 1098, peut-être aussi la sanction des articles 1094 et 1096 ; mais il ne s'applique pas à notre cas ; la sanction de l'art. 908, c'est l'art. 911 ; et la libéralité faite à l'enfant naturel sous la forme d'un contrat à titre onéreux ou sous le nom de personnes interposées est réductible ; elle est valable jusqu'à concurrence de ce qui est attribué à l'enfant naturel au titre des successions (art. 908), elle est nulle pour le surplus.

Quelles personnes pouvaient se prévaloir de l'art. 908 ancien ? — Les partisans de la théorie de l'incapacité reconnaissaient que l'incapacité qui frappait l'enfant naturel était d'ordre public et que toute personne intéressée pouvait se prévaloir de la disposition de l'art. 908 ancien. Aussi, accordait-on ce droit aux parents légitimes, au légataire universel et peut-être aussi aux créanciers. Cependant, un peu plus tard, la jurisprudence avait décidé que les intéressés pouvaient ratifier les libéralités et se rendre ainsi non recevables à les attaquer (2) ; elle avait

(1) AUBRY et RAU, t. VII, § 684.

(2) Cass., 16 août 1841, D., *Rép.*, Succ., n° 329, note 1. — Toulouse, 7 février 1844, D., 45, 2, 23. — Douai, 13 mai 1886, D., 88, 2, 6.

décidé que le légataire ne pouvait se prévaloir de l'art. 908 (1). Mais ces solutions ne prévalurent pas, et on en revint rapidement à la théorie de l'incapacité absolue (2).

Les partisans de la théorie de l'indisponibilité avaient bien senti la nécessité d'accorder l'action en réduction au légataire : mais, d'après eux, les parents légitimes sont seuls recevables à se prévaloir de leur droit de réserve ; on peut bien admettre à la rigueur que la loi, dans notre cas, accorde une réserve à des parents à qui elle la refuse en général ; mais on ne peut admettre qu'elle accorde une réserve au légataire. Donc, si les parents légitimes sont exhérédés par l'institution d'un légataire universel, ils n'auront aucun intérêt à demander la réduction, et partant, pas d'action. Ou bien alors, il faudrait dire que, dans ce cas, les parents légitimes pourront faire réduire à leur profit les libéralités excessives faites à l'enfant naturel, résultat paradoxal ; comment la présence d'un enfant naturel permettrait-elle à des parents de recueillir une portion de biens dont le *de cujus* avait le droit de les priver au profit d'un légataire ? Cette conséquence est grave, car les parents naturels pourraient facilement éluder la prohibition de l'art. 908, par l'institution d'un légataire universel. Le légataire ne pouvant invoquer l'art. 908, et les parents n'ayant aucun intérêt à s'en

(1) Cass., 16 juin 1831, D., *Rép.*, Succ., n° 337, note 1.

(2) Lyon, 23 mars 1855, D., 56, 2, 3. — Cass., 7 février 1865, D., 65, 1, 49.
— Paris, 6 août 1872, D., 74, 1, 173.

prévaloir, la disposition de l'art. 908 resterait lettre morte.

Nous avons expliqué, en résumant les dispositions anciennes du Code civil (1), que l'art. 760 ancien obligeait les enfants naturels à imputer sur leur part héréditaire tout ce qu'ils avaient reçu du défunt par donation entre-vifs ou par testament. Cet article étant abrogé, l'enfant naturel doit à ses cohéritiers, non plus l'imputation, mais le rapport.

L'art. 908 nouveau fait une distinction entre les donations entre-vifs et les testaments : « Les enfants naturels légalement reconnus, dit-il, ne pourront rien recevoir par donation entre vifs au-delà de ce qui leur est accordé au titre des successions. Cette incapacité ne pourra être invoquée que par les descendants du donateur, par ses ascendants, par ses frères et sœurs et les descendants légitimes de ses frères et sœurs.

« Le père ou la mère qui les ont reconnus pourront leur léguer tout ou partie de la quotité disponible, sans toutefois qu'en aucun cas, lorsqu'ils se trouvent en concours avec des descendants légitimes, un enfant naturel puisse recevoir plus qu'une part d'enfant légitime le moins prenant.

« Les enfants adultérins ou incestueux ne pourront rien recevoir par donation entre-vifs ou par testament au-delà de ce qui leur est accordé par les art. 762, 763 et 764 ».

(1) Voy. *supra*, p. 52 et suiv.

Nous examinerons plus loin (1) le troisième paragraphe de cet article consacré aux enfants adultérins et incestueux.

En ce qui concerne les enfants naturels, la loi nouvelle distingue suivant qu'il s'agit d'une donation entre-vifs ou d'un legs. Le père ou la mère ne peut rien donner entre-vifs à son enfant naturel au-delà de ce qui lui est alloué au titre des successions ; mais il peut, sous certaines conditions, lui léguer tout ou partie de la quotité disponible. On en a donné pour raison que, la donation étant irrévocable, il faut empêcher le père et la mère de faire des donations excessives à leur enfant naturel ; il n'y a pas le même danger à leur permettre de faire un legs en faveur de cet enfant : car le testament est un acte essentiellement révocable, et le testateur peut, jusqu'à sa mort, changer ses dernières volontés.

Cependant, le donateur nous semble bien protégé contre les entraînements par l'authenticité et par l'irrévocabilité même de la donation. L'authenticité, les formes solennelles dont sont entourées les donations (2) l'avertissent qu'il accomplit un acte grave et l'invitent à réfléchir sur les conséquences de cet acte ; l'obligation de se dépouiller actuellement et irrévocablement suffira souvent à faire reculer le donateur ; et lorsqu'un homme consent à se priver de son vivant d'une portion

(1) Voy. *infra*, p. 202.

(2) Nous ne parlons pas ici des dons manuels dont la preuve est souvent impossible à faire.

de sa fortune, c'est qu'il a pour le faire des raisons sérieuses.

Un testament, au contraire, est souvent inspiré par des mobiles moins nobles qu'une donation ; le testateur sait qu'il ne se dépouille que pour après sa mort, et il réfléchit moins que le donateur aux conséquences des dispositions qu'il prend. Et combien de testaments ont été faits par des moribonds sous l'influence de ceux qui les soignent (1) ! combien de malades, croyant au dévouement de ceux qui les entourent, ont testé en leur faveur, alors que ceux-ci ne montrent autant d'empressement que parce qu'ils savent le malade perdu, et que leur sollicitude se porte plutôt sur la fortune du malade que sur le malade lui-même !

Ce n'est pas que nous blâmions le législateur d'avoir autorisé le père ou la mère à tester en faveur de son enfant naturel. Nous ne saurions trop le louer au contraire d'avoir fait disparaître la prohibition de l'art. 908 ancien, de cet article en vertu duquel un père pouvait avantager un étranger au détriment de ses enfants, alors qu'il ne pouvait rien pour améliorer le sort de son enfant naturel, s'il avait eu l'imprudence de faire son devoir en le reconnaissant. Notre but est de montrer que le législateur aurait pu autoriser le père ou la mère à faire une donation à son enfant naturel dans

(1) Nous ne faisons pas allusion ici aux médecins et aux ministres des cultes ; leur cas est réglé par l'art. 909.

les limites où il l'a autorisé à lui faire un legs, puisque nous l'avons dit, le donateur est au moins aussi garanti sinon plus que le testateur contre les entraînements irréfléchis.

SECTION I.

L'enfant naturel donataire.

« Les enfants naturels légalement reconnus ne peuvent rien recevoir par donation entre-vifs au delà de ce qui leur est accordé au titre des successions », dit l'art. 908 nouveau.

C'est la reproduction exacte (sauf l'addition des mots « légalement reconnus » sur lesquels nous reviendrons plus loin), de l'art. 908 ancien ; seulement il ne s'agit que des donations entre-vifs.

Aujourd'hui, il semble bien qu'il ne puisse y avoir aucun doute sur le sens de cet article. C'est bien une incapacité qu'il édicte.

Il avait été question, lors de la confection de notre loi, d'ajouter à l'art. 921 un paragraphe ainsi conçu : « Le présent article s'applique aux dispositions faites par actes entre-vifs ou testamentaires aux enfants naturels par leur père ou par leur mère ». L'intention du législateur était d'édicter dans l'art. 908 une indisponibilité, pour faire cesser la controverse qui existait sous le Code civil ; mais cette indisponibilité, aux

termes de l'art. 921 *in principio*, n'aurait pu être invoquée que par les héritiers réservataires, c'est-à-dire par les descendants ou les ascendants du *de cujus* ; les frères et sœurs ou descendants d'eux, n'étant pas réservataires, n'auraient pas pu s'en prévaloir. C'est alors qu'on décida de renoncer à l'addition de ce paragraphe, et la sanction de la première partie de l'art. 908 fut inscrite à la suite de notre disposition ». Cette incapacité, dit notre article, ne pourra être invoquée que par les descendants du donateur, par ses ascendants, par ses frères et sœurs et les descendants légitimes de ses frères et sœurs ».

« Cette incapacité » dit la loi : le législateur a donc renoncé à en faire une indisponibilité ; il a déclaré l'enfant naturel incapable de recevoir par donation au-delà de ce que la loi lui accorde au titre des successions ; mais, sous le Code civil, cette incapacité pouvait être invoquée par toute personne intéressée ; il n'en est plus de même aujourd'hui. Seules, les personnes qui, aux termes des art. 758 et 759, sont appelées en concours avec l'enfant naturel peuvent s'en prévaloir pour faire réduire la donation excessive. Les collatéraux ordinaires, les donataires, les légataires et les créanciers du défunt n'auraient pas ce droit. Il n'y a donc plus ici qu'une incapacité relative, ne pouvant être invoquée que par les personnes limitativement énumérées par la loi. Il faut en conclure aussi que ces personnes pourraient expressément ou tacitement rati-

fier la donation excessive faite par le *de cujus*. Il nous semble que nulle difficulté ne saurait aujourd'hui s'élever sur ce point.

Cette incapacité conserve toujours la nature particulière qu'elle avait sous le Code civil ; elle ne peut s'apprécier que suivant la fortune laissée par le *de cujus* et suivant la classe d'héritiers qui sera appelée à lui succéder ; il faudra donc attendre la mort du donateur pour savoir quelle était la capacité du donataire au moment de la donation.

Mais il faut reconnaître qu'en faisant de cette incapacité une incapacité relative, le législateur a donné aux parents naturels un moyen bien facile de tourner la prohibition de l'art. 908. Un exemple suffira à le montrer.

L'enfant naturel donataire est en concours avec des collatéraux privilégiés ; il a droit *ab intestat* aux trois quarts de la succession ; s'il a reçu par donation plus que les trois quarts, les collatéraux privilégiés ont le droit de faire réduire la donation. Mais supposons que le donateur ait institué un légataire universel. Les frères et sœurs sont exclus par le légataire universel et n'ont plus aucun intérêt à faire réduire la donation ; ils n'ont donc aucune action à exercer ; le légataire universel ne peut pas non plus intenter l'action en réduction, car il ne fait pas partie des personnes auxquelles la loi donne ce droit. Il en serait de même d'un donataire universel. Il suffira donc au père ou

à la mère qui aura fait une donation excessive à son enfant naturel d'instituer un donataire ou légataire universel pour que les collatéraux privilégiés soient dans l'impossibilité d'exercer leur action et pour permettre ainsi à l'enfant naturel de conserver sa donation excessive.

On pourrait répondre, il est vrai, que les collatéraux privilégiés conservent leur titre d'héritier malgré l'institution du légataire universel, et que, par suite, ils ont le droit de demander la réduction de la donation ; c'est absolument exact ; mais, pour qu'ils aient intérêt à la demander, il faudrait qu'il leur fût possible d'en recueillir le bénéfice ; or, il n'en est rien ; il est donc peu vraisemblable qu'ils usent de ce droit pour n'en retirer que la platonique satisfaction d'avoir sauvé un principe.

Mentionnons aussi l'opinion d'un auteur (1) qui voit dans la prohibition de l'art. 908 une application de l'art. 900. De deux choses l'une : ou la donation est faite en avancement d'hoirie, sans dispense de rapport, et les principes généraux suffisent pour obliger l'enfant naturel au rapport ; ou bien elle est faite avec dispense de rapport ; c'est une condition illicite qui, aux termes de l'art. 900, est réputée non écrite, et l'enfant naturel est encore obligé au rapport. Cette théorie est attrayante, et il est certain que si l'enfant

(1) CAMPISTRON, n° 49 et suiv.

naturel accepte la succession, son application ne soulève aucune difficulté ; elle explique même la fin du premier paragraphe de l'art. 908 d'une manière plus satisfaisante que la théorie que nous avons exposée. Mais, si l'enfant naturel renonce à la succession, nous nous trouvons en présence d'une difficulté insurmontable : la dispense de rapport est réputée non écrite, c'est vrai ; mais comment obliger au rapport un héritier qui renonce et qui, par conséquent, est censé n'avoir jamais été héritier ? (Voyez articles 845, 857 et 785).

Aussi, malgré les imperfections qu'elle comporte, nous préférons adopter la théorie de l'incapacité relative, parce qu'elle explique l'art. 908, alinéa 1, même au cas de renonciation de l'enfant naturel.

Nous allons examiner maintenant les conséquences de l'art. 908, alinéa 1, suivant que l'enfant naturel accepte la succession ou qu'il y renonce.

N° 1. — L'ENFANT NATUREL ACCEPTE LA SUCCESSION

L'enfant naturel est héritier ; il doit le rapport à ses cohéritiers ; c'est ce qui résulte de l'art. 857 ; il doit le rapport en nature ou en moins prenant, suivant les distinctions faites dans les art. 858 et suivants. L'art. 908 empêche qu'il puisse en aucun cas être dispensé du rapport.

A. QUI PEUT DEMANDER LE RAPPORT ? — L'art. 908 nous le dit : ce sont ceux qui, aux termes des art. 758 et 759, sont appelés à être les cohéritiers de l'enfant naturel. Ce rapport n'aura pas pour but ici de maintenir l'égalité entre les cohéritiers, mais de rétablir l'équilibre voulu par la loi et que l'exécution de la donation aurait pu rompre.

Il est absolument certain, nous l'avons déjà dit, que le rapport ne peut être demandé que par les personnes limitativement énumérées par la loi, et que par conséquent les collatéraux ordinaires, les donataires, les légataires et les créanciers seraient respectivement non recevables à le demander.

B. QUELLES DONATIONS SONT SUJETTES A RAPPORT ?

— *a*) Ce sont d'abord toutes les donations directes faites par le défunt à l'enfant naturel, qu'elles soient constatées par acte authentique ou qu'elles aient été faites de la main à la main (1).

b) Ce sont ensuite toutes les donations indirectes, celles résultant d'une interposition de personnes (art. 911), celles résultant d'une renonciation que le défunt aurait faite au profit de son enfant naturel ; il en est de même des dettes de l'enfant naturel que son

(1) Il avait été question, dans les travaux préparatoires, de faire une exception pour les donations en faveur du mariage. Mais on y renonça, dans la crainte d'ouvrir ainsi la porte à une foule d'abus qui n'auraient pas manqué de se commettre.

auteur a payées, *donandi animo* (art. 851 *in fine*) et des profits que l'enfant naturel a pu retirer des contrats à titre onéreux qu'il a passés avec son auteur et qui présentaient ces avantages au moment où ils ont été passés (*arg. a contrario*, art. 853).

c) *Hypothèse de l'art. 918.* — « La valeur en pleine propriété des biens aliénés, soit à la charge de rente viagère, soit à fonds perdu, ou avec réserve d'usufruit, à l'un des successibles en ligne directe, sera imputée sur la portion disponible ; et l'excédant, s'il y en a, sera rapporté à la masse. Cette imputation et ce rapport ne pourront être demandés par ceux des autres successibles en ligne directe qui auraient consenti à ces aliénations, ni, dans aucun cas, par les successibles en ligne collatérale ».

Voici le sens de cet article : la loi considère toute aliénation faite à des successibles en ligne directe à charge de rente viagère, à fonds perdu ou avec réserve d'usufruit, comme une donation faite sous la forme d'un contrat à titre onéreux ; mais elle la considère comme une donation faite avec dispense de rapport ; aussi le successible peut-il la garder dans la mesure de la quotité disponible. L'excédant sera rapportable ; c'est donc plutôt à la réduction qu'au rapport qu'une telle donation est soumise. Ce rapport (ou cette réduction) ne peut être demandé que par les héritiers réservataires, c'est-à-dire par les descendants ou les ascendants ; mais tout successible en ligne directe qui aurait donné

son consentement à ces aliénations serait non recevable à demander le rapport, dans les termes de notre article. Et en aucun cas les collatéraux ne peuvent le demander ; c'était à peine utile à dire, les collatéraux n'étant pas réservataires.

Faisons application de notre article à l'enfant naturel. L'enfant naturel étant héritier, il sera admis aujourd'hui sans difficulté qu'il tombe sous le coup de la présomption légale inscrite dans l'art. 918. Son auteur sera donc considéré comme lui ayant fait une donation avec dispense de rapport. Cette dispense de rapport sera considérée comme nulle et non avenue, et l'enfant naturel pourra conserver la donation présumée, non pas dans les limites de la quotité disponible, mais dans les limites de sa portion héréditaire. Il est certain que les descendants et ascendants pourront demander le rapport ; il est certain aussi qu'ils pourront, dès le moment où l'aliénation sera faite, renoncer à le demander. Tout cela est conforme à la fois à l'art. 918 et à l'interprétation que nous avons donnée de l'art. 908.

Mais les frères et sœurs et leurs descendants seront-ils recevables à demander le rapport ? Si l'art. 908 édictait une indisponibilité, nous dirions : l'art 918 est écrit en faveur des réservataires ; il défend aux collatéraux de demander le rapport, parce que les collatéraux ne sont pas réservataires ; mais l'art. 908 institue dans un cas particulier une réserve au profit des col-

latéraux privilégiés. Aussi, faisant prévaloir l'esprit de l'art. 918 sur son texte, nous déciderons que les collatéraux privilégiés ayant, en quelque sorte, une réserve en face de l'enfant naturel, seront recevables à demander le rapport dans le cas de l'art. 918. Mais nous savons qu'aujourd'hui, sans qu'un doute soit possible, l'art. 908 édicte une incapacité, et même une incapacité relative ; cette incapacité ne peut être invoquée que par un certain nombre de personnes, parmi lesquelles se trouvent les collatéraux privilégiés. D'un autre côté, l'art. 918 contient une disposition exceptionnelle ; il donne aux descendants et ascendants le droit de faire réduire ou de faire rapporter certaines libéralités faites dans un cas déterminé ; et dans ce cas spécial, il interdit aux collatéraux, quels qu'ils soient, de demander le rapport. Il pourrait être dangereux d'étendre cette disposition tout exceptionnelle en dehors du cas qu'elle prévoit.

Ce qui est certain, c'est que le législateur de 1896 n'a pas songé à la disposition de l'art. 918, et qu'il n'a pu régler le cas qui nous occupe. Mais il nous semble que l'incapacité de recevoir par acte entre-vifs qui frappe l'enfant naturel est générale et qu'elle doit s'appliquer à toutes les donations entre-vifs quelles qu'elles soient. Toutes les fois qu'un père naturel (ou une mère) a fait à son enfant une donation entre-vifs avec dispense de rapport, que cette dispense de rapport soit expresse ou tacite, elle est réputée non écrite, et les

collatéraux privilégiés eux-mêmes ont le droit de s'en prévaloir. Nous pensons donc que la combinaison des art. 908 et 918 doit nous amener à décider que les collatéraux privilégiés ont le droit de demander le rapport de la donation présumée par l'art. 918.

d) Cependant, il ne faudrait pas aller plus loin qu'il ne convient et décider qu'il n'y a pas de donations faites à l'enfant naturel avec dispense tacite de rapport et nous admettrions sans difficulté que : « Les frais de nourriture, d'entretien, d'éducation, d'apprentissage, les frais ordinaires d'équipement, ceux de noces et présents d'usage, ne doivent pas être rapportés » (art. 852) même si ces frais ont été faits pour un enfant naturel.

e) Il en sera de même pour les fruits des biens donnés : « Les fruits et les intérêts des choses sujettes à rapport ne sont dûs qu'à compter du jour de l'ouverture de la succession » (art. 856).

N° 2. — L'ENFANT NATUREL RENONCE A LA SUCCESSION

Dans ce cas, il est impossible de dire que l'enfant naturel doit le rapport ; car aux termes de l'art. 857 : « Le rapport n'est dû que par le cohéritier à son cohéritier. » L'enfant naturel qui renonce n'est le cohéritier de personne, puisqu'il n'est pas héritier ; personne ne peut donc lui demander le rapport.

Il n'est pas non plus possible d'intenter contre lui

une action en réduction, car cette action a pour but de faire réduire la donation jusqu'à concurrence de la quotité disponible, et l'enfant naturel n'a pas le droit de conserver la quotité disponible qui souvent sera plus forte que sa part héréditaire.

Il faut alors dire que la sanction de l'art. 908 consiste dans notre hypothèse en une action d'une nature particulière, et le résultat de cette action est différent suivant les cas ; on doit d'abord calculer quelle aurait été la part héréditaire de l'enfant naturel s'il avait accepté la succession ; puis, on recherche ensuite quelle est la quotité disponible, en se basant sur la classe et le nombre des héritiers venant effectivement à la succession.

A. Si la quotité disponible est plus forte que la part héréditaire de l'enfant naturel, notre action aura pour but de faire réduire la donation jusqu'à concurrence de la portion héréditaire qu'aurait eue l'enfant naturel s'il avait accepté la succession.

B. Si la quotité disponible est inférieure à la part héréditaire qu'aurait eue l'enfant naturel, il ne pourra conserver la donation que jusqu'à concurrence de la quotité disponible, car autrement il pourrait recevoir par donation plus qu'un autre successible. Ce quiserait évidemment contraire à l'esprit de l'art. 908.

Supposons que le *de cujus* laisse deux enfants légitimes et un enfant naturel et une succession de

30,000 fr. ; l'enfant naturel renonce ; il avait reçu une donation de 15,000 fr. ; sa part héréditaire aurait été du sixième de la succession, soit 5,000 fr. ; les deux enfants légitimes venant seuls à la succession, la quotité disponible est du tiers ou de 10,000 fr. ; la part héréditaire de l'enfant naturel étant moins forte que la quotité disponible, il ne pourra conserver la donation que jusqu'à concurrence de cette part héréditaire ; elle sera donc réduite de 10,000 francs.

Supposons maintenant que le *de cuius* laisse une succession de 30,000 fr., un enfant naturel donataire de 25,000 fr., ses père et mère et un frère. L'enfant naturel renonce ; s'il avait accepté, il aurait eu droit aux trois quarts de la succession, soit 22,500 francs. Les père et mère venant à la succession avec le frère, la quotité disponible est de la moitié de la succession, c'est-à-dire de 15,000 fr. (art. 915 nouveau) ; la quotité disponible étant ici inférieure à la part héréditaire de l'enfant naturel, celui-ci ne pourra garder la donation que dans la mesure de la quotité disponible.

Si le *de cuius* n'avait pas laissé ses père et mère, mais seulement un frère, dans l'exemple précédent, la quotité disponible eût été de 30,000 fr. et l'enfant naturel aurait gardé la donation dans la mesure de sa portion héréditaire qui n'est que de 22,500 fr., c'est-à-dire inférieure à la quotité disponible.

N° 3. — SITUATION DES DESCENDANTS DE L'ENFANT NATUREL

L'art. 761 nouveau, nous l'avons vu, accorde à ses descendants, en cas de prédécès de l'enfant naturel, les mêmes droits qu'à celui-ci. Nous avons expliqué que cet article ne leur accordait que le droit de représentation sans leur reconnaître la vocation héréditaire personnelle. De plus, il résulte de l'art. 911, qu'ils sont personnes interposées par rapport à l'enfant naturel.

Si donc ils viennent à la succession des père et mère de leur auteur par représentation, ils doivent le rapport des dons qui ont été faits à leur père ou à leur mère ; l'art. 908 leur est applicable.

La question est plus délicate en ce qui concerne les dons qui leur ont été faits personnellement.

1° *Le don leur a été fait du vivant de leur père ou de leur mère, avec ou sans dispense de rapport.* — En vertu de l'art. 911, ils sont réputés personnes interposées, et la donation, étant censée faite à l'enfant naturel lui-même, est soumise aux règles que nous avons énoncées plus haut.

2° *Le don leur a été fait après la mort de l'enfant naturel.*

Dans ce cas, l'art. 911 ne s'applique plus, car il ne peut être question d'interposition de personnes ; mais quelques auteurs, argumentant de l'art. 761 nouveau, prétendent que, les descendants de l'enfant naturel ayant les mêmes droits que leur auteur, ne peuvent

conserver la donation que dans la mesure où leur auteur eût pu la conserver (1).

C'est confondre deux choses bien distinctes : l'art. 761 se réfère aux art. 756 et suivants et il décide que les descendants de l'enfant naturel auront les mêmes droits que leur auteur lorsqu'ils viendront à la succession de ses père ou mère par représentation ; il est certain qu'ils devront le rapport des dons faits à l'enfant naturel, comme l'enfant naturel lui-même. Mais ce qu'ils ont reçu personnellement du *de cujus*, ils peuvent le conserver, sauf le cas particulier d'application de l'art. 911 car ils ne sont pas eux-mêmes successibles du défunt ; ils ne font que représenter l'enfant naturel. De plus, l'art. 908 édicte une incapacité contre l'enfant naturel ; les incapacités sont de droit étroit, et l'art. 908 ne parlant que des enfants naturels, nous ne devons pas étendre son application à d'autres personnes, ces personnes fussent-elles ses descendants (2).

SECTION II

L'enfant naturel légataire

« Le père ou la mère qui les ont reconnus (les enfants naturels) pourront leur léguer tout ou partie de la quotité disponible, sans toutefois qu'en aucun

(1) DEMOLOMBE, t. XVI, n° 200 ; — t. XVIII, n° 561. — AUBRY et RAU, t. VI, § 631. — CAMPISTRON, n° 55 et suiv.

(2) Cass., 21 juillet 1879, D., 80, 1, 318. -- Douai, 9 mai 1836, S., 36, 2, 573.

cas, lorsqu'ils se trouvent en concours avec des descendants légitimes, un enfant naturel puisse recevoir plus qu'une part d'enfant légitime le moins prenant » (Art. 908 nouveau, al. 2).

Les père et mère ont désormais le droit de tester en faveur de leurs enfants naturels légalement reconnus et de leur léguer, par préciput et hors part, tout ou partie de la quotité disponible, sous certaines conditions cependant.

N° 1. — L'ENFANT NATUREL EST EN CONCOURS AVEC DES ENFANTS LÉGITIMES

A. L'ENFANT NATUREL ACCEPTE LA SUCCESSION. — Les père et mère peuvent lui léguer par préciput et hors part, tout ou partie de la quotité disponible, mais en aucune façon l'enfant naturel ne peut recevoir plus qu'une part d'enfant légitime le moins prenant.

Précisons bien le sens de cette disposition. Supposons un père ayant deux enfants légitimes et 30,000 fr. de biens ; la réserve de chacun est de 10,000 fr. ; et le père aura pu valablement laisser la quotité disponible à l'un de ses enfants au détriment de l'autre, de telle sorte qu'en définitive, l'un aura 10,000 fr. et l'autre 20,000.

Mais si l'un des enfants est naturel, la réserve de l'enfant légitime sera de 12,500 fr., celle de l'enfant naturel de 5,000 fr. et la quotité disponible de 12,500 fr. (1).

(1) Pour le calcul qui nous a donné ce résultat, cf. *supra*, chap. III : L'enfant naturel réservataire, p. 116 et suiv.

Le père peut bien léguer toute la quotité disponible à son enfant légitime, qui aurait alors 25,000 fr., la réserve de l'enfant naturel étant sauvegardée ; mais il ne peut pas laisser toute la quotité disponible à l'enfant naturel qui aurait 17,500 fr., soit 5,000 fr. de plus que l'enfant légitime. L'enfant naturel peut cumuler sa réserve et la quotité disponible, mais il ne peut recevoir *en tout* plus qu'une part d'enfant légitime le moins prenant. Ce qui revient à dire que les père et mère peuvent par testament laisser à leurs enfants légitimes et naturels une part égale, mais que jamais ils ne peuvent avantager leurs enfants naturels au détriment des enfants légitimes. Si un enfant légitime est avantagé, l'enfant naturel ne peut recevoir plus que l'enfant légitime le moins bien traité ; cette disposition nous semble absolument équitable.

Si l'enfant naturel est en présence de descendants d'enfants légitimes venant par représentation, ces descendants ne seront comptés que pour l'enfant qu'ils représentent. Mais il y aura une petite difficulté si l'enfant naturel est en concours avec des descendants d'enfants légitimes venant de leur chef, par suite de la renonciation ou de l'indignité de leur auteur.

Les uns proposent de permettre à l'enfant naturel de recevoir une part égale à celle qu'aurait reçue la souche la moins favorisée dans la famille légitime (1).

(1) HENRY, n° 23.

Cette solution n'est pas acceptable ; nous avons vu que l'enfant naturel a droit, *ab intestat*, à la moitié de la succession, lorsqu'il est en concours avec des descendants d'enfants légitimes venant de leur chef (1). S'il n'y a qu'une souche, cette souche a droit à l'autre moitié, et, dans la théorie qu'on nous propose, l'enfant naturel ne pourrait pas recevoir plus par testament qu'il ne reçoit *ab intestat*. S'il y a deux souches, chaque souche reçoit au plus un quart de la succession, et alors il faudrait décider que l'enfant naturel recevra moins par testament que la loi ne lui accorde *ab intestat*. Résultat absolument impossible à admettre. Il faut en conclure que notre disposition n'est pas applicable ici, et que l'enfant naturel peut recevoir par testament toute la succession, déduction faite de la réserve à laquelle ont droit les descendants d'enfants légitimes venant de leur chef.

Par analogie de l'art. 913, § 1, nous dirons que ces descendants d'enfants légitimes, ayant droit *ab intestat* à la moitié de la succession, leur réserve sera de la moitié, des deux tiers ou des trois quarts de cette moitié, suivant qu'il y a une, deux, ou plus de deux souches. Tout ce qui est en dehors de cette réserve pourra être recueilli par l'enfant naturel.

B. L'ENFANT NATUREL RENONCE A LA SUCCESSION. —
L'enfant naturel pourra garder le legs jusqu'à concur-

(1) Voy. *supra*, p. 84.

rence de la quotité disponible, mais, en aucun cas, il ne devra recevoir plus qu'une part d'enfant légitime le moins prenant. On fera une opération semblable à celle que nous avons indiquée lorsque l'enfant donataire a renoncé à la succession : on calculera la quotité disponible et on recherchera aussi à combien se monte la part de l'enfant légitime le moins prenant. Ces deux calculs donneront le même résultat lorsqu'il n'y aura pas plus de trois enfants légitimes et qu'aucun d'eux n'aura été avantagé. L'enfant naturel conservera alors son legs jusqu'à concurrence de la quotité disponible ; mais lorsque la part de l'enfant légitime le moins prenant sera inférieure à la quotité disponible, l'enfant naturel ne pourra conserver le montant du legs qui lui a été fait que jusqu'à concurrence de cette part.

Soit une succession de 20,000 fr., 3 enfants légitimes, un enfant naturel renonçant légataire de 7,000 fr. La quotité disponible est du quart de la succession, c'est-à-dire de 5,000 fr., et la part de chaque enfant légitime aussi. L'enfant naturel pourra donc conserver son legs jusqu'à concurrence de 5,000 fr.; ce legs sera en définitive réductible de 2,000 fr.

Mais si un des enfants légitimes a reçu par préciput et hors part une donation entre-vifs de 3,000 fr., cet enfant légitime aura droit à sa réserve : 5,000 fr., plus la donation préciputaire : 3,000 fr., soit en tout : 8,000 fr., les deux autres auront chacun 5,000 fr., et

l'enfant naturel pourra conserver le surplus de la quotité disponible, soit 2,000 fr., son legs de 7,000 fr. sera donc réductible de 5,000 fr.

Si nous supposons maintenant 4 enfants légitimes, et un enfant naturel renonçant, légataire de 7,000 fr., la quotité disponible est de 5,000 fr., mais la part de chaque enfant légitime n'étant plus que de 3,750 fr., c'est-à-dire inférieure à la quotité disponible, l'enfant naturel ne pourra conserver son legs que jusqu'à concurrence d'une part d'enfant ; la succession se partagera alors en 5 parts égales, dont une pour l'enfant naturel.

N° 2. -- L'ENFANT NATUREL EST EN CONCOURS AVEC DES HÉRITIERS DU *de cuius* AUTRES QUE DES ENFANTS OU DESCENDANTS LÉGITIMES.

Ici, il n'y a plus de restriction : l'enfant naturel peut être gratifié par testament, comme un étranger, sauf le droit de réserve des ascendants ; et en présence des ascendants, il est mieux traité qu'un étranger.

En effet, en présence d'ascendants, un étranger ne peut recevoir que la moitié ou les trois quarts de la succession, suivant qu'il y a des ascendants dans les deux lignes ou qu'il n'y en a que dans une seule (art. 914). Mais en présence d'un ou de plusieurs enfants naturels, la réserve des ascendants est fixée à un huitième de la succession, qu'il y ait des ascen-

dants dans une seule ligne ou dans les deux ; l'enfant naturel aura donc le droit de conserver les sept huitièmes de la succession.

A défaut de descendants et d'ascendants, il peut recevoir par testament toute la succession, même en présence de collatéraux privilégiés.

Mais qu'arrivera-t-il si l'enfant naturel renonce lorsqu'il y a des ascendants ? Les ascendants étant héritiers, et l'enfant naturel ne venant pas à la succession, leur réserve sera fixée, non plus par l'art. 915, mais par l'art. 914 et, par suite, l'enfant naturel ne pourra conserver son legs que dans la mesure de la quotité disponible qui sera de la moitié ou des trois quarts de la succession, suivant qu'il y aura des ascendants dans les deux lignes ou dans une seule.

SECTION III

Conversion d'une donation entre-vifs en legs

Nous avons expliqué que l'art. 908 prohibait les donations faites à l'enfant naturel avec dispense de rapport, mais qu'un legs par préciput et hors part était valable.

Supposons qu'un père ait fait à son enfant naturel une donation entre-vifs, excédant la part héréditaire à laquelle aura droit cet enfant ; cette donation sera

évidemment rapportable pour tout ce qui dépassera le montant de la portion héréditaire de l'enfant naturel. Le père pourra-t-il, en confirmant cette donation dans son testament, c'est-à-dire en léguant par préciput et hors part à son enfant naturel les choses données, lui permettre de conserver les choses données jusqu'à concurrence de la quotité disponible ou d'une part d'enfant légitime le moins prenant ?

C'est autour du paragraphe 2 de l'art. 919 que la discussion va s'élever. « La déclaration que le don ou legs est à titre de préciput ou hors part, pourra être faite, soit par l'acte qui contiendra la disposition, soit postérieurement dans la forme des dispositions entre-vifs ou testamentaires » (Art. 919, § 2).

Tout le monde est d'accord sur un point : c'est que la dispense de rapport ne peut être inscrite ni dans l'acte de donation, ni dans un acte postérieur en forme de donation.

Mais quelques auteurs vont plus loin, et décident que, même dans une disposition testamentaire, les père ou mère ne peuvent dispenser leur enfant naturel de rapporter la donation entre-vifs qu'ils lui ont faite. Ils ne peuvent lui léguer des biens qu'ils lui ont donnés et dont il est déjà propriétaire ; quant à les dispenser du rapport, cette dispense est appelée à faire corps avec la donation, même si elle est faite dans un acte postérieur ; elle serait nulle dans un acte en forme de

donation. Comment pourrait-elle être valable parce qu'elle serait énoncée dans un testament ? (1).

La majorité des auteurs se prononce en sens contraire, et, selon nous, avec raison. Rien n'empêche le père ou la mère qui a fait une donation entre-vifs à son enfant naturel de lui léguer ensuite les choses qu'il lui a données ; de deux choses l'une : ou l'enfant naturel donataire pourra les conserver parce qu'elles n'excèdent pas sa portion héréditaire et le legs sera inutile ; ou elles excéderont sa part héréditaire, il devra les rapporter, et sera censé n'en avoir jamais été propriétaire. Le legs produira alors son effet dans les limites de l'art. 908, § 2.

Quelle est, d'ailleurs, l'idée qui a présidé à la confection de l'art. 908 ? Nous l'avons dit : il faut préserver le père contre le danger qu'offre l'irrévocabilité des donations entre-vifs ; mais la dispense de rapport contenue dans le testament est essentiellement révocable, et elle ne devient définitive que par le décès du donateur (2). Il faut même reconnaître, ajoute M. Huc, (3) qu'un tel procédé rentre tout à fait dans l'esprit de la loi nouvelle.

(1) CAMPISTRON, n° 77.

(2) MESNARD, n° 133. — VIGIÉ, *Revue critique*, 1896, p. 284.

(3) *Commentaire du Code civil*, t. IX, n° 523, p. 630.

SECTION IV

L'article 337 et l'article 908.

Lorsque, dans l'hypothèse de l'art. 337 (1) un enfant naturel a reçu de son auteur une donation entre-vifs ou un legs, les enfants légitimes et le conjoint peuvent-ils, en invoquant notre art. 337, faire annuler la libéralité, non plus seulement dans les limites de l'art. 908, mais bien pour le tout ?

La question était déjà très controversée sous l'empire du Code civil, et deux théories opposées étaient en présence.

La jurisprudence qui, au début, voyait une corrélation entre les art. 337 et 908, autorisait les enfants légitimes et le conjoint à se prévaloir de l'art. 337 pour demander l'annulation des libéralités faites à l'enfant naturel par l'auteur de la reconnaissance (2). Mais elle ne tarda pas à modifier son système, et en 1878, la Cour de Nîmes (3) et, après elle, la Cour de Cassation (4) déclaraient l'enfant naturel, même dans le cas de l'art. 337, capable de recevoir par donation entre-vifs et par testament. La Cour de Nîmes considère que

(1) V. le texte de cet article, *supra* p. 107.

(2) Toulouse, 6 mai 1828, D., *Rép.*, Paternité et filiation, n° 689. — Poitiers, 4 mai 1858, D., 59, 2, 122.

(3) 6 juin 1877, D., 78, 1, 405.

(4) 28 mai 1878, D., 78, 1, 401.

l'art. 337 a seulement pour but d'empêcher la reconnaissance de produire un de ses effets, d'empêcher l'enfant naturel de succéder *ab intestat*. Ce n'est pas en vertu de la reconnaissance que l'enfant naturel recueille une libéralité, mais bien en vertu de la donation ou du testament. L'art. 908 qui règle la capacité de recevoir des enfants naturels ne rappelle pas les dispositions de l'art. 337, et n'impose à leur capacité d'autres limites que celles qui sont tracées dans les art. 756 et suivants du Code civil. La Cour de cassation, dans son arrêt rejetant le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour de Nîmes, a adopté les mêmes arguments, sur un savant rapport de M. le Conseiller Connelly. Elle considère que l'application de l'art. 337 à une libéralité constituerait une interprétation extensive de cet article. On est même allé plus loin que la Cour de cassation : on a été jusqu'à dire que l'enfant naturel pouvait être gratifié par donation entre-vifs ou par testament comme un étranger : ou la reconnaissance est valable à l'égard des enfants légitimes nés du mariage, et à l'égard du conjoint, et l'enfant naturel peut succéder *ab intestat* à son auteur ; mais l'art. 337 s'y oppose ; ou bien alors elle n'est pas valable à l'égard de ces personnes et l'enfant naturel a vis-à-vis d'elles les mêmes droits qu'un étranger ; il peut donc recevoir toute la quotité disponible (1).

(1) En ce sens, BAUDRY-LACANTINERIE, t. I, n° 915.

A ce dernier argument, nous répondrons tout de suite qu'il a le grave inconvénient de faire à l'enfant naturel une situation privilégiée ; car en lui permettant de recueillir les biens de son auteur jusqu'à concurrence de la quotité disponible, on l'autorise à recevoir plus qu'il n'est permis à l'enfant naturel de recevoir en vertu de l'art. 908. De plus, l'art. 337 ne dit pas que la reconnaissance n'est pas valable au regard des enfants légitimes et du conjoint ; il la suppose au contraire parfaitement valable, il dit seulement qu'elle ne pourra pas leur nuire, ce qui est bien différent.

La doctrine n'admettait pas la solution de la jurisprudence. Elle se fondait avec raison sur la disposition de l'art. 908 ; l'art. 908, disait-elle, se réfère aux art. 756 et suivants ; or l'art. 337, en se référant aux art. 756 et suivants, se réfère tacitement à l'art. 908. « Combiné avec les art. 756, 757 et 758 (anciens) ; dit M. Beudant dans une note sous l'arrêt du 28 mai 1878 (1), l'art. 908 signifie que l'enfant naturel reconnu avant le mariage peut recevoir par donation ou legs, jusqu'à concurrence de sa part héréditaire, mais pas au-delà ; combiné avec l'art. 337, il signifie que l'enfant naturel reconnu tardivement ne peut rien recevoir puisqu'il ne peut élever aucune prétention dans la succession de son auteur ».

D'ailleurs l'incapacité de succéder *ab intestat* a pour corollaire dans notre droit l'incapacité de recevoir

(1) DALLOZ, 78, 1, 401, note.

à titre gratuit. Si donc l'enfant naturel est incapable de succéder au détriment du conjoint et des enfants, il est incapable aussi de recevoir à leur détriment par donation entre-vifs ou par testament (1).

Il est bien certain que l'art. 908 peut recevoir toute son application lorsque l'enfant naturel se trouve en concours avec des ascendants ou collatéraux du *de cujus* ; dans ce cas, les enfants légitimes et le conjoint sont désintéressés (2).

La loi de 1896 a-t-elle modifié la question qui nous occupe ? A-t-elle fait cesser la controverse ?

Dans les travaux préparatoires, il a été dit que la volonté formelle du législateur était de ne pas toucher à l'art. 337. « La question reste ce qu'elle était », a dit le rapporteur. Elle reste en effet ce qu'elle était si on adopte la solution de la jurisprudence ; car, pas plus qu'autrefois, l'art. 908 ne se réfère à l'art. 337, et comme il ne se réfère plus aux art. 756 et suivants, au moins en ce qui concerne les legs, il en résulte pour la jurisprudence un argument de plus en faveur de son système.

Si on adopte le système de la doctrine, il est certain que la rédaction du nouvel art. 908 a modifié notre théorie.

(1) CAMPISTRON, n° 88.

(2) Il est généralement admis que l'enfant naturel, qui voit ses droits paralysés par suite de l'art. 337, a droit à des aliments. Il ne saurait être, en effet, moins bien traité que les enfants adultérins et incestueux.

1° L'enfant naturel ne peut recevoir par donation entre-vifs au delà de ce que la loi lui accorde au titre des successions ; si notre article s'était borné à cette formule, rien ne serait changé en ce qui concerne les donations entre-vifs. Mais il donne immédiatement une énumération limitative des personnes qui pourront se prévaloir de l'incapacité de l'enfant naturel, et parmi ces personnes ne figure pas le conjoint. Le conjoint n'a-t-il donc plus le droit de l'invoquer ? Il faut reconnaître que la question est devenue très douteuse ; et il est bien difficile aujourd'hui de se prononcer. Cependant, nous pensons qu'il faudra refuser au conjoint le droit de demander la nullité des donations entre-vifs, sous peine d'étendre la disposition exceptionnelle de l'art. 908, § 1, en dehors de sa sphère d'application.

2° En ce qui concerne les legs, la question semble ne plus faire de doute. La doctrine a perdu depuis la loi de 1896 son principal argument. L'art. 908, § 2, ne se réfère plus aux art. 756 et suivants, et par conséquent il ne se réfère plus à l'art. 337. Il paraît donc évident que, l'enfant naturel venant à l'hérédité en vertu du testament, les enfants et le conjoint ne peuvent plus aujourd'hui l'exclure en vertu de l'art. 337.

Il reste, il est vrai, l'argument qui consiste à dire que, dans notre droit, la capacité de succéder *ab intestat* et celle de recevoir à titre gratuit sont intimement liées ; mais qui peut donc empêcher le législateur de créer dans un cas particulier, une exception à cette règle ? C'est ce qu'il a fait dans l'art. 908 nouveau.

SECTION V.

Libéralités en faveur d'un enfant naturel non reconnu.

Les enfants naturels non reconnus n'ont aucun droit légal, ils ne peuvent invoquer les dispositions des art. 756 et suivants qui ne s'appliquent qu'aux enfants naturels légalement reconnus, c'est-à-dire aux enfants naturels dont la filiation est constatée par un acte authentique signé du père ou de la mère qui les reconnaît (1), ou par un jugement.

Mais l'enfant naturel non reconnu peut-il recevoir une donation entre vifs ou recueillir un legs de son père ou de sa mère ? ou bien les intéressés peuvent-ils se prévaloir de l'art. 908 ?

Avant la loi de 1896, la question était controversée. La jurisprudence admettait bien que l'enfant naturel non reconnu était capable de recevoir par donation entre-vifs ou par testament de son père ou de sa mère, sans qu'on pût invoquer l'art. 908, puisque légalement il était pour eux un étranger. Mais elle autorisait les personnes intéressées à invoquer l'art. 908, s'il résultait de la libéralité qu'elle avait pour cause déterminante la qualité, dans la personne du donataire ou légataire, d'enfant naturel du donateur ou du testateur (2).

Par exemple, un individu institue comme légataire,

(1) Ou contenant sa déclaration qu'il ne sait signer.

(2) Paris, 11 août 1866, D., 66, 2, 168. — Caen, 11 déc. 1876, D., 78, 5, 192. — Liège, 7 janvier 1893, D., 94, 2, 493.

par testament olographe, son enfant naturel non reconnu ; il indique dans l'acte que le légataire est son enfant naturel ; il est certain que cette déclaration ne vaut pas reconnaissance, puisque le testament n'est pas authentique. La jurisprudence admettait cependant les intéressés à faire réduire le legs par application de la théorie de la cause illicite et en vertu de l'art. 6 du Code civil qui interdit de déroger aux lois intéressant l'ordre public.

Mais la doctrine, déjà avant la loi de 1896, n'admettait pas cette solution. L'enfant naturel, disait-on, est reconnu ou il ne l'est pas ; s'il l'est, il a les avantages et les inconvénients de sa situation auxquels il ne peut échapper ; s'il ne l'est pas, il ne peut pas invoquer sa qualité d'enfant naturel pour venir à la succession *ab intestat* de son père ou de sa mère ; mais on ne peut pas non plus invoquer contre lui cette même qualité d'enfant naturel pour le frapper d'une incapacité (1).

Aujourd'hui, la controverse n'est plus possible ; l'art. 908 ne s'applique qu'aux enfants naturels, « légalement reconnus ». L'addition de ces deux mots à notre article condamne le système de la jurisprudence et consacre celui de la doctrine (2).

(1) DEMOLOMBE, t. V, n° 429. — LAURENT, t. XI, n° 336. — HUC, t. VI, n° 97.

(2) Aujourd'hui comme autrefois l'art. 908 reprendrait tout son empire si, après avoir gratifié l'enfant naturel, son auteur le reconnaissait. La reconnaissance est en effet déclarative et non attributive de filiation. Dijon, 18 déc. 1891, D., 92, 2, 217.

CHAPITRE V

DROITS DU CONJOINT SURVIVANT EN PRÉSENCE D'ENFANTS NATURELS

SECTION I

De l'usufruit accordé *ab intestat* au conjoint survivant quand il existe des enfants naturels

Le Code civil n'accordait autrefois aucun droit de succession au conjoint survivant ; l'art. 767 ne l'appelait à l'hérédité de son époux prédécédé qu'à défaut de tous descendants (légitimes ou naturels), ascendants ou collatéraux, lui préférant les parents au 12^e degré, et ne le préférant lui-même qu'à l'État. L'enfant naturel qui, en présence de collatéraux ordinaires, n'avait droit qu'aux trois quarts de la succession, la recueillait en totalité en présence du conjoint survivant.

La loi du 9 mars 1891 a remédié à cet état de choses, en modifiant l'art. 767 et en ajoutant à l'art. 205 un paragraphe (1).

Comme autrefois, le conjoint, quand il ne trouve

(1) *Art. 767.* — Lorsque le défunt ne laisse ni parents au degré succésible, ni enfants naturels, les biens de sa succession appartiennent en pleine propriété au conjoint non divorcé qui lui survit et contre lequel

en face de lui aucun parent (légitime ou naturel) au degré successible, recueille la succession tout entière « en pleine propriété » (1).

Mais, s'il trouve en face de lui des héritiers légitimes ou naturels son droit est réduit à un usufruit.

n'existe pas de jugement de séparation de corps passé en force de chose jugée. Le conjoint survivant non divorcé qui ne succède pas à la pleine propriété et contre lequel n'existe pas de jugement de séparation de corps passé en force de chose jugée, a, sur la succession du prédécédé, un droit d'usufruit qui est : d'un quart, si le défunt laisse un ou plusieurs enfants issus du mariage ; d'une part d'enfant légitime le moins prenant, sans qu'elle puisse excéder le quart, si le défunt a des enfants nés d'un premier mariage ; de moitié dans tous les autres cas, quels que soient le nombre et la qualité des héritiers. Le calcul sera opéré sur une masse faite de tous les biens existant au décès du *de cujus*, auxquels seront réunis fictivement ceux dont il aurait disposé, soit par acte entre-vifs, soit par acte testamentaire, au profit de successibles sans dispense de rapport.

Mais l'époux survivant ne pourra exercer son droit que sur les biens dont le prédécédé n'aura disposé ni par acte entre-vifs, ni par acte testamentaire, et sans préjudicier aux droits de réserve ni aux droits de retour. Il cessera de l'exercer dans le cas où il aurait reçu du défunt des libéralités, même faites par préciput et hors part, dont le montant atteindrait celui des droits que la présente loi lui attribue, et, si ce montant était inférieur, il ne pourrait réclamer que le complément de son usufruit. Jusqu'au partage définitif, les héritiers peuvent exiger, moyennant sûretés suffisantes, que l'usufruit de l'époux survivant soit converti en une rente viagère équivalente. S'ils sont en désaccord, la conversion sera facultative pour les tribunaux. En cas de nouveau mariage, l'usufruit du conjoint cesse s'il existe des descendants du défunt.

Art. 205. — Les enfants doivent des aliments à leurs père et mère ou autres ascendants qui sont dans le besoin. La succession de l'époux prédécédé en doit, dans le même cas, à l'époux survivant. Le délai pour les réclamer est d'un an à partir du décès et se prolonge, en cas de partage, jusqu'à son achèvement. La pension alimentaire est prélevée sur l'hérédité. Elle est supportée par tous les héritiers et, en cas d'insuffisance, par tous les légataires particuliers, proportionnellement à leur émolument. Toutefois, si le défunt a expressément déclaré que tel legs sera acquitté de préférence aux autres, il sera fait application de l'art. 927 du Code civil.

(1) Les mots « en pleine propriété » ajoutés par la loi du 9 mars 1891, n'apportent aucune modification à cette partie de l'article 767 ; ils ne font qu'en préciser le sens.

A. Quotité du droit,

a) En présence d'enfants nés du mariage, l'usufruit porte sur un quart de la succession.

b) En présence d'enfants légitimes issus d'un précédent mariage, l'usufruit porte sur une part d'enfant légitime le moins prenant, sans qu'elle puisse excéder le quart.

c) Dans tous les autres cas, cet usufruit porte sur la moitié de la succession.

B. L'usufruit se calcule sur la fortune du *de cujus*, en y comprenant tous les biens existant à son décès et tous les biens par lui donnés sans dispense de rapport.

C. Mais cet usufruit ne peut s'exercer que sur les biens qui n'auraient pas été donnés ou légués, même sans dispense de rapport, en sorte que ce sont toujours les héritiers qui supporteront cet usufruit sur la portion de biens qui leur sera dévolue *ab intestat*, et sans que jamais la pleine propriété de leur réserve puisse être atteinte par cet usufruit. Il arrivera donc fort souvent que l'usufruit du conjoint survivant, qui ne lui est pas attribué à titre de réserve, ne pourra pas s'exercer complètement ; il y aura même des cas où il sera entièrement paralysé. C'est alors qu'apparaît l'utilité du paragraphe nouveau ajouté à l'art. 205, aux termes duquel la succession (et non pas les héritiers personnellement) devra des aliments au conjoint survivant dans

le besoin, lorsqu'il n'aura pas pu exercer son droit d'usufruit en tout ou en partie.

Ces préliminaires rappelés, nous allons examiner quel sera le droit du conjoint en présence de l'enfant naturel.

1° *Il y a des enfants nés du mariage et un ou plusieurs enfants naturels.* — Le droit d'usufruit du conjoint porte sur le quart de la succession ; les enfants légitimes et les enfants naturels y contribuent chacun au *prorata* de la part qu'ils ont reçue *ab intestat*, les droits de réserve de chacun étant entièrement sauvegardés.

2° *Il y a des enfants légitimes nés d'un précédent mariage, un ou plusieurs enfants naturels.* Le droit d'usufruit du conjoint porte sur une part d'enfant légitime le moins prenant, sans que celle-ci puisse dépasser le quart de la succession ; on applique pour le calcul les règles exposées précédemment (1).

3° *Il n'y a que des enfants naturels.* Le droit d'usufruit du conjoint porte sur la moitié de la succession. Donc s'il n'y a qu'un enfant naturel, le droit du conjoint pourra s'exercer complètement, à la condition qu'il n'ait pas été fait de libéralités par le *de cujus* ; car cet usufruit ne peut s'exercer que sur la moitié ne formant pas la réserve de l'enfant naturel. Et il en

(1) L'usufruit porte sur une part d'enfant légitime le moins prenant sans que celle-ci puisse excéder le quart de la succession, alors même qu'il y aurait des enfants du mariage. La loi ne distingue pas.

serait ainsi alors même que c'est à l'enfant naturel que la libéralité serait adressée. Ainsi, un enfant naturel légataire universel ne devra jamais servir d'usufruit au conjoint. Mais alors la succession pourra être grevée d'une dette alimentaire au profit de celui-ci.

S'il y a plus d'un enfant naturel, la quotité disponible étant toujours inférieur à la moitié (elle est d'un tiers ou d'un quart), le droit du conjoint, même en l'absence de toute libéralité, se trouvera paralysé pour partie, et il pourra y avoir lieu à l'application du paragraphe nouveau de l'art. 205.

4° *L'enfant naturel vient en concours avec des ascendants ou avec des collatéraux privilégiés.*

La solution est la même que dans le cas précédent.

5° *Le défunt, outre son conjoint, a laissé un ou plusieurs enfants naturels, des ascendants et des collatéraux privilégiés.*

Ici, il faut distinguer.

A) *Il s'agit d'ascendants autres que les père et mère.*

La solution est la même que dans les deux derniers cas: ou les collatéraux privilégiés acceptent, les ascendants autres que les père et mère sont exclus, et les enfants naturels ont une réserve de la moitié, des deux tiers ou des trois quarts de la succession, suivant qu'ils sont un, deux ou plus de deux; ou bien les collatéraux privilégiés renoncent à la succession, les ascendants viennent, et c'est uniquement sur la réserve globale de l'art. 915, qu'ils prélèvent la

leur. La portion disponible sur laquelle peut s'exercer le droit d'usufruit du conjoint reste la même dans les deux cas.

B. *Les ascendants dont il s'agit sont les père et mère ou l'un d'eux.*

a) *Le père et la mère viennent tous deux.*

L'enfant naturel aura les trois quarts de la succession, le père et la mère auront ensemble un huitième et les collatéraux privilégiés auront le huitième restant. L'usufruit du conjoint s'exercera sur le huitième des collatéraux et sur la portion disponible de la part héréditaire de l'enfant naturel. Cette portion disponible, déterminée par l'art. 915 sera des trois huitièmes, des cinq vingt-quatrièmes ou de un huitième de la succession suivant qu'il y aura un, deux ou plus de deux enfants naturels; il ne s'exercera jamais sur la portion des père et mère qui recueillent ensemble un huitième, c'est-à-dire leur réserve.

b) *Le père (ou la mère) vient seul à la succession.*

Dans ce cas, nous avons vu que sa part est d'un seizième et nous avons décidé qu'il ne peut prélever le complément de sa réserve à l'encontre des collatéraux privilégiés; ce seizième sera donc dévolu aux collatéraux privilégiés et l'usufruit du conjoint pourra s'exercer en outre sur ce seizième, les collatéraux n'étant pas héritiers réservataires.

SECTION II

Quotité disponible entre époux quand il existe des enfants naturels.

Art. 1094. — « L'époux pourra, soit par contrat de mariage, soit pendant le mariage, pour le cas où il ne laisserait point d'enfants ni descendants, disposer en faveur de l'autre époux, en propriété, de tout ce dont il pourrait disposer en faveur d'un étranger, et, en outre, de l'usufruit de la totalité de la portion dont la loi prohibe la disposition au préjudice des héritiers.

« Et pour le cas où l'époux donateur laisserait des enfants ou descendants, il pourra donner à l'autre époux, ou un quart en propriété et un autre quart en usufruit, ou la moitié de tous ses biens en usufruit seulement ».

Art. 1098. — « L'homme ou la femme qui, ayant des enfants d'un autre lit, contractera un second ou subséquent mariage, ne pourra donner à son nouvel époux qu'une part d'enfant légitime le moins prenant, et sans que, dans aucun cas, ces donations puissent excéder le quart des biens ».

Ces deux articles prévoient quatre hypothèses.

1° Le *de cujus* ne laisse que des enfants communs ou des descendants d'eux ; il a pu valablement donner ou léguer à son conjoint un quart de ses biens en pleine propriété et un autre quart en usufruit, ou la moitié de tous ses biens en usufruit seulement (art. 1094, § 2).

Cette quotité disponible est d'ailleurs invariable quel que soit le nombre des enfants.

2° Le *de cuius* laisse des enfants d'un autre lit :

Peu importe qu'il laisse en outre ou ne laisse pas d'enfants de son second ou subséquent mariage ; il n'a pu valablement donner ou léguer à son conjoint qu'une part d'enfant légitime le moins prenant ; et, en aucun cas, cette libéralité ne peut dépasser le quart de ses biens en pleine propriété (art. 1098).

3° S'il a laissé des héritiers réservataires autres que des descendants, c'est-à-dire des ascendants en rang utile pour venir à la succession, il a pu disposer en faveur de son conjoint de tout ce dont il pourrait disposer au profit d'un étranger, et en outre de l'usufruit des biens réservés (Art. 1094, § 1).

4° Dans tous les autres cas, il peut disposer en faveur de son conjoint de la totalité de ses biens (Arg. art. 913, 914 et 1094, § 1).

Nos deux articles 1094 et 1098 ne parlent pas de la quotité disponible entre époux au cas où il existe des enfants naturels. La loi de 1896 n'a pas résolu la question. Nous avons donc à nous demander à quel texte du Code nous devrions nous reporter en pareil cas.

Tout d'abord il est certain que l'hypothèse n'est réglée ni par l'art. 1094, § 1, ni par l'art. 1098.

Si elle était réglée par l'art. 1094, § 1, il faudrait accorder au *de cuius* le droit de disposer au profit de

son conjoint de toute la portion non réservée aux enfants naturels, et en outre de l'usufruit de la portion réservée. Or l'esprit de la loi de 1896 est manifestement opposé à ce qu'on puisse réduire l'enfant naturel à la nue-propriété de sa réserve (1).

Elle n'est pas non plus réglée par l'art. 1098, car il est clair qu'on ne peut assimiler les enfants naturels à des enfants issus d'un précédent mariage (2). L'esprit même de notre Code civil se refuse à une semblable assimilation.

Il n'est question ici que du cas où les enfants naturels viennent à défaut de tous autres successibles ; car, s'il existe avec lui un ou plusieurs enfants issus d'un précédent mariage, l'art. 1098 reçoit son application et la présence de l'enfant naturel contribuera à diminuer la part des enfants légitimes et quelquefois même la part du conjoint.

Supposons un enfant légitime issu d'un précédent mariage, un enfant naturel, le conjoint survivant, 12,000 fr. de biens. Le *de cujus* a institué son époux légataire universel. Cet époux ne pourra prendre plus du quart de la succession, soit 3,000 fr. Le surplus, 9,000 fr. se partagera entre l'enfant légitime et l'enfant naturel suivant la règle posée par l'art. 758. L'enfant légitime aura 6,750 fr. et l'enfant naturel 2,250 fr. Dans ce cas, la présence de l'enfant naturel ne préjudicie qu'à

(1) En ce sens, MESNARD, n° 204.

(2) En ce sens, Paris, 5 juillet 1854, D., 56, 2, 289 ; — DEMOLOMBE, t. XXIII, n° 559.

l'enfant légitime, car, s'il avait été légitime, le conjoint aurait pu avoir 3,000 fr., cette somme n'excédant pas le quart de la succession, et n'excédant pas non plus la part de chaque enfant qui aurait été de 4,500 fr. Il serait inadmissible que la présence d'un enfant naturel vînt préjudicier au conjoint, alors que la présence d'un enfant légitime ne pourrait lui nuire.

Si nous supposons 3 enfants légitimes dont un au moins est issu d'un précédent mariage, un enfant naturel, le conjoint légataire de la quotité disponible, et 100,000 fr. de biens, nous raisonnerons ainsi : si l'enfant naturel n'existait pas, le conjoint aurait 25,000 fr. et chaque enfant légitime en aurait autant. Mais l'enfant naturel doit, dans ce cas, avoir $1/10$ de la succession, comme s'il était en présence de 4 enfants légitimes, soit 10,000 fr. ; les 90,000 fr. restant se partageront entre le conjoint et les enfants légitimes ; chacun d'eux aura 22,500 fr., et le conjoint pourra conserver cette somme qui n'excède ni la part de chaque enfant légitime, ni le quart de la succession.

En résumé, on peut dire qu'en cas de concours de l'enfant naturel avec le conjoint et des enfants issus d'un précédent mariage, la présence de l'enfant naturel préjudicie toujours aux enfants légitimes, et elle ne préjudicie en outre au conjoint que si la part de l'enfant légitime le moins prenant est inférieure au quart de la succession.

Mais lorsque l'enfant naturel succède, à défaut de

tous descendants, ascendants ou collatéraux privilégiés, la quotité disponible entre époux est-elle réglée par l'art. 1094, § 2, ou par l'art. 913, § 2 ? Si nous appliquons l'art. 1094, § 2, l'époux, en présence d'enfants naturels venant seuls à la succession, ne pourra recevoir que un quart en propriété et un quart en jouissance ou la moitié en jouissance seulement, et cela, quel que soit le nombre des enfants naturels venant à la succession du *de cuius*. Mais alors le conjoint ne bénéficiera pas de l'illégitimité de l'enfant naturel ; il ne sera pas mieux traité en présence d'enfants naturels qu'en présence d'enfants nés du mariage.

Si, au contraire, nous appliquons l'art. 913, § 2, et que nous considérons le conjoint comme un étranger au regard de l'enfant naturel, le conjoint aura droit, en présence d'un enfant naturel, à la moitié en pleine propriété de tous les biens du *de cuius* ; il serait donc mieux traité qu'en présence d'enfants nés de son mariage avec le *de cuius*, et moins bien traité qu'en présence d'ascendants, puisqu'il n'a pas droit à l'usufruit de la portion des biens réservés à l'enfant naturel. Cette solution paraît conforme à l'esprit de la loi de 1896, et en harmonie avec ses dispositions. Mais, s'il y a trois enfants naturels ou plus, en appliquant l'art. 913, le conjoint n'a plus droit qu'à un quart en propriété et ne peut plus recueillir le quart en usufruit ; il est alors moins bien traité qu'il ne le serait en présence d'enfants nés de son mariage avec le *de cuius*. Au cas

où il serait en concours avec deux enfants naturels, l'application de l'art. 913 conduirait à lui donner $\frac{1}{3}$ de la succession; il est impossible *à priori*, de décider s'il serait mieux ou moins bien traité qu'en lui accordant la quotité disponible de l'art. 1094, § 2.

Il en résulte donc une controverse. Un arrêt célèbre de la Cour de cassation (1) avait tranché cette controverse. Dans l'espèce soumise à la Cour suprême, le conjoint survivant était en concours avec un seul enfant naturel, et la Cour, considérant que l'art. 1094, § 2 (de même d'ailleurs que l'art. 1098), réglait en dehors du droit commun la quotité disponible entre époux, que ces deux articles réglaient « les droits respectifs du conjoint survivant et des enfants nés du mariage », et « ceux des conjoints et des enfants nés d'un précédent mariage », décidait que « l'enfant naturel ne se trouve pas plus dans le premier cas que dans le second », et que, par conséquent, c'était l'art. 913 qui était applicable. La conséquence de ce système, nous l'avons indiquée : le conjoint survivant en présence de trois enfants naturels ou plus sera moins bien traité qu'en présence d'enfants nés du mariage. Cette conséquence est très regrettable, mais si l'on se range à l'opinion de la Cour de cassation, on est obligé de l'admettre (2).

Quelques auteurs ont alors proposé d'appliquer l'art.

(1) Cass., 12 juin 1866, D., 66, 1, 484. — Voir aussi Tribun. de la Seine 8 décembre 1898.

(2) Voy. en ce sens la note sous l'arrêt précité.

913 au cas où le conjoint survivant concourt avec un seul enfant naturel, et l'art. 1094, § 2, dans les autres cas. La qualité d'époux, disent-ils, comporte deux idées : une idée de faveur, une idée de défaveur : une idée de faveur, car il faut que son existence puisse être assurée après la mort de son conjoint ; une idée de défaveur, parce qu'il ne faut pas que son conjoint puisse lui faire des libéralités excessives au détriment des enfants. Lorsqu'il se trouve en présence d'enfants naturels seuls, quelle est l'idée qui domine ? C'est assurément l'idée de faveur. Donc, il faut appliquer au conjoint survivant chacun de nos deux articles dans le sens qui lui sera le plus favorable (1).

Nous nous refusons absolument à une pareille interprétation. Nous ne pouvons admettre que l'interprète de la loi se substitue ainsi au législateur ; car, interpréter ainsi deux articles en les appliquant d'une manière arbitraire, c'est faire la loi. Le législateur aurait pu sanctionner cette règle, mais il ne l'a pas fait et nul ne peut le faire à sa place. Ou on appliquera à notre cas l'art. 913, § 2, avec toutes les conséquences qu'il comporte, ou on appliquera l'art. 1094, § 2. Il n'y a pas d'autre solution.

Nous préférons appliquer l'art. 1094, § 2. Tout d'abord, il n'est pas absolument exact que le législateur n'ait en vue qu'une idée de faveur à l'égard de l'époux survivant lorsqu'il est en présence d'enfants naturels

(1) CAMPISTRON, n° 131 et suiv. — MESNARD, n° 205. — DEFRENOIS, n° 178.

seuls. Si ce point pouvait prêter à discussion sous l'empire du Code civil, il n'en est plus de même depuis la loi de 1896 ; cette loi donne aux enfants naturels des droits semblables à ceux des enfants légitimes, à la quotité près.

Si l'enfant naturel est en concours avec des enfants légitimes nés du mariage, l'art. 1094, § 2, s'applique et la quotité disponible que la loi accorde au conjoint est une quotité fixe. L'illégitimité de l'enfant naturel ne profite qu'aux enfants du mariage et en aucun cas elle ne profite au conjoint. Pourquoi n'en serait-il pas de même lorsque l'enfant naturel venant à la succession à défaut de tous descendants, ascendants ou collatéraux privilégiés a droit à toute cette succession comme un enfant légitime ? D'ailleurs, la loi elle-même (art. 723 et 767) n'a-t-elle pas préféré l'enfant naturel au conjoint, puisque ce n'est qu'à défaut d'héritiers légitimes et naturels que la succession passe au conjoint ?

A l'égard de l'époux, l'idée prédominante du législateur est de lui assurer des moyens d'existence après la mort de son conjoint. Or, les besoins de l'époux survivant ne varient pas, quel que soit le nombre des enfants naturels ou légitimes. En appliquant l'art. 1094, § 2, l'existence du conjoint survivant sera assurée dans tous les cas de la même manière, tandis qu'avec l'art. 913, § 2, la quotité variera suivant le nombre des enfants. D'ailleurs, si l'on veut absolument rechercher la solution la plus favorable pour le conjoint, n'est-ce

pas celle que nous préconisons ? L'application de l'art. 1094, § 2 conduit, en effet, à accorder à l'époux survivant dans tous les cas, sauf un seul, une quotité plus forte qu'en appliquant l'art. 913, § 2.

Si le conjoint survivant se trouve en présence d'enfants naturels et d'ascendants venant à la succession, la combinaison des art. 1094 et 915 nouveau nous donnera la solution de la question. Au regard de l'enfant naturel, il a droit à un quart en propriété et un quart en jouissance, ou à la moitié en jouissance seulement ; au regard des ascendants, il a droit à toute la succession moins la nue propriété de leur réserve (art. 1094, § 1).

Soit un enfant naturel, des ascendants, le conjoint légataire de la quotité disponible et 40,000 francs de biens. La part *ab intestat* de l'enfant naturel est de 30,000 francs ; celle des ascendants de 10,000 francs. Sur la part de l'enfant naturel, le conjoint pourra prendre 7,500 francs en pleine propriété et 7,500 francs en jouissance ou 15,000 francs en jouissance seulement. Il pourra prendre la part des ascendants sauf la nue propriété de leur réserve qui est ici de 5,000 francs. La solution serait la même si la famille légitime du *de cujus* se composait des père et mère ou de collatéraux privilégiés. Car les père et mère auraient ensemble 5,000 francs, c'est-à-dire leur réserve dont le conjoint pourrait prendre l'usufruit : les 5,000 francs restant, formant la part *ab intestat* des collatéraux

privilégiés qui ne sont pas réservataires, appartiendraient au conjoint légataire.

Si maintenant nous supposons la famille légitime représentée par les collatéraux privilégiés et le père seul (ou la mère) nous avons vu (1) que ce père n'avait droit *ab intestat* qu'à un seizième de la succession, les collatéraux prenant trois seizièmes. Ces trois seizièmes passeront au conjoint survivant légataire de la quotité disponible ainsi que l'usufruit du seizième attribué au père. Nous avons décidé que le père ne pouvait, à l'égard des collatéraux, se faire remplir du complément de sa réserve, ce droit ne lui étant accordé qu'à l'égard des donataires ou légataires. Nous serons donc amenés à le lui accorder ici et à lui permettre de réclamer au conjoint survivant le complément de sa réserve ; au regard du conjoint, la réserve des ascendants est d'un huitième de la succession en nue propriété ; c'est donc d'un seizième de la succession en nue propriété qu'il pourra faire réduire le legs attribué à l'époux.

Plus délicate sera la question dans le cas suivant :

La famille légitime est représentée par les collatéraux privilégiés seuls. Supposons 40,000 fr. de biens, un enfant naturel, un frère, le conjoint légataire de la quotité disponible. La dévolution *ab intestat* donnerait 30,000 fr. à l'enfant naturel, 10,000 fr. au frère. Le conjoint pourrait donc avoir sur la part de l'enfant naturel 7,500 fr. en pleine propriété, 7,500 fr. en jouis-

(1) Voy. *supra*, p. 100 et suiv.

sance et toute la part du frère ; 10,000 fr. Or, s'il n'y avait pas de frère, nous avons vu que le conjoint ne pourrait prendre sur toute la succession alors déférée à l'enfant naturel que 10,000 fr. en pleine propriété (au lieu de 17,500 fr. dans le cas présent) et 10,000 fr. en jouissance (au lieu de 7,500 fr. dans le cas présent). Cette solution nous conduirait à traiter moins bien le conjoint en l'absence de tout collatéral privilégié qu'en présence de ce même collatéral privilégié. C'est inadmissible. Il faut alors raisonner de la manière suivante : si le conjoint accepte le legs, le frère n'ayant pas de réserve voit tous ses droits anéantis et il est censé n'avoir jamais été héritier. L'enfant naturel a donc droit à toute la succession comme si le frère avait lui-même renoncé. Et le conjoint pourra sur les 40,000 fr. prendre 10,000 fr. en pleine propriété et 10,000 fr. en jouissance ou 20,000 fr. en jouissance seulement. Résultat conforme à la loi et à l'équité.

Mais une complication peut se présenter. Outre le frère il peut y avoir un aïeul ; si le conjoint accepte le legs, le droit du frère est paralysé et l'aïeul vient en rang utile. Pourra-t-il réclamer au conjoint sa réserve ? Il faut ici répondre par la distinction que nous avons faite en étudiant l'art. 759, suivant que le frère accepte ou non la succession, et quatre hypothèses peuvent alors se présenter.

a) *Le frère accepte la succession, et le conjoint accepte le legs.* Par son acceptation, le frère écarte

définitivement l'aïeul ; le conjoint en acceptant écarte le frère et nous retombons dans le cas indiqué ci-dessus.

b) Le frère accepte et le conjoint renonce. Tout se règle d'après l'art. 759. L'enfant naturel a les trois quarts de la succession et le frère un quart.

c) Le frère renonce et le conjoint accepte. Par suite de la renonciation du frère, l'aïeul vient en rang utile pour succéder ; il a droit par conséquent à sa réserve et pourra faire réduire le legs du conjoint jusqu'à concurrence d'un huitième de la succession en nue propriété.

d) Le frère et le conjoint renoncent tous deux. La succession se partage entre l'enfant naturel et l'aïeul suivant les proportions indiquées dans l'art. 759 ; l'enfant naturel a trois quarts et l'aïeul un quart.

En résumé, notre théorie conduit à traiter le conjoint survivant de la même manière en présence d'enfants naturels et d'enfants légitimes nés de son mariage avec le *de cujus* ; elle lui permet, en présence d'ascendants venant en concours avec les enfants naturels, de recevoir en outre l'usufruit du huitième réservé aux ascendants. Il est mieux traité en présence d'enfants naturels qu'en présence d'enfants légitimes issus d'un précédent mariage, puisque, dans ce dernier cas, la quotité disponible en sa faveur ne peut jamais dépasser le quart des biens de la succession en pleine propriété.

Cette solution est, à notre avis, la seule qui soit conforme à l'esprit de la loi de 1896, tout en respectant les droits accordés au conjoint survivant par les art. 1094 et 1098.

CHAPITRE VI

SUCCESSION PASSIVE DE L'ENFANT NATUREL

L'enfant naturel ne peut avoir comme héritiers légitimes que des descendants ; la reconnaissance ne crée de liens qu'entre l'enfant naturel et celui ou ceux qui l'ont reconnu, il ne peut donc avoir d'autres ascendants que ses père et mère ; quant aux collatéraux, il n'en a aucun. A côté des droits de la parenté légitime, le Code réglemente les droits résultant de la parenté naturelle ; la succession de l'enfant naturel est ainsi dévolue :

1^{er} ordre. — Descendants légitimes ou naturels.

2^e ordre. — Père et mère de l'enfant naturel.

3^e Ordre. — Frères et sœurs naturels, sauf droit de retour légal au profit des frères et sœurs légitimes.

4^e ordre. — Conjoint.

5^e ordre. — État.

Nous n'avons pas à nous occuper ici des 1^{er}, 4^e et 5^e ordres ; la succession d'un enfant naturel est dévolue à ses descendants légitimes ou naturels suivant les règles que nous venons d'exposer dans les chapitres

précédents ; quant au conjoint survivant et à l'État, ils sont en dehors du cadre de notre étude.

SECTION I

Droits des père et mère naturels.

Art. 765. — « La succession de l'enfant naturel décédé sans postérité est dévolue au père ou à la mère qui l'a reconnu, ou, par moitié, à tous les deux, s'il a été reconnu par les deux (1) ».

C'est donc à défaut de postérité que les père et mère succèdent à leur enfant naturel ; si l'enfant naturel ne laisse que des descendants légitimes ou des descendants légitimes et naturels, les père et mère sont exclus ; mais s'il ne laisse que des enfants naturels, ses père et mère devront-ils venir en concours avec eux ?

En un mot, l'art. 759 est-il applicable aux père et mère naturels, comme aux ascendants légitimes ?

Tout le monde est d'accord pour soutenir la négative.

L'art. 765 dit : « sans postérité » ; il ne distingue pas s'il s'agit de la postérité légitime ou naturelle.

De plus, dans le cas de l'art. 759, nous voyons en présence, des parents légitimes et des enfants naturels. Tandis qu'ici nous avons deux parentés naturelles ; la plus forte l'emporte complètement.

(1) « Par l'un et l'autre » disait l'art. 765 ancien ; modification de détail.

Les père et mère naturels ont seuls des droits sur la succession de leur enfant décédé sans postérité, lorsqu'ils l'ont légalement reconnu, volontairement ou judiciairement (1).

Mais les ascendants de ces père ou mère vis-à-vis desquels l'enfant naturel n'est qu'un étranger, n'ont aucun droit à sa succession.

On admet que les père et mère d'un enfant naturel peuvent le reconnaître après son décès, et que cette reconnaissance profite à leurs enfants ou descendants légitimes. Peuvent-ils aussi reconnaître après sa mort un enfant naturel décédé sans postérité, dans le but unique de recueillir sa succession ? La jurisprudence, d'abord rebelle à cette solution (2), s'est modifiée et décide qu'une pareille reconnaissance est valable, sauf aux intéressés à la contester (3). La doctrine est divisée.

Les père et mère naturels sont-ils des héritiers légitimes ou des successeurs irréguliers ? A part la petite modification de détail apportée à l'art. 765 par la loi nouvelle, cet article n'a subi aucun changement. La question était controversée sous le Code civil, mais la majorité des auteurs leur refusaient la saisine et les obligeaient à demander l'envoi en possession.

Aujourd'hui il ne peut plus y avoir de doute. Si

(1) BAUDRY-LACANTINERIE, t. II, n° 124.

(2) Paris, 25 mai 1835, S., 35, 2, 292. — Paris, 26 avril 1852, S., 52, 2, 525 ; D., 51, 2, 181.

(3) Lyon, 21 février 1875, S., 77, 2, 18. — Paris, 6 mai 1876, S., 77, 2, 14.

l'article n'a subi aucune modification sérieuse, sa place du moins a changé. De la première section du chapitre des successions irrégulières, il a passé à la section VI du chapitre des divers ordres de successions (entendez successions légitimes). De plus, les art. 723 et 724 s'appliquent aux héritiers légitimes et aux héritiers naturels. Nous connaissons trois classes d'héritiers naturels : les enfants, les père et mère, les frères et sœurs. Les enfants naturels font partie des héritiers saisis, les frères et sœurs sont des successeurs irréguliers n'ayant pas la saisine ; l'art. 766 qui les concerne compose à lui seul la section 1^{re} du chapitre des successions irrégulières (1). L'expression héritiers naturels comprend donc certainement les enfants naturels et d'autres héritiers encore ; ces héritiers ne peuvent être que les père et mère naturels (2).

Il est donc certain aujourd'hui que les père et mère naturels ont la saisine, qu'ils sont dispensés de demander l'envoi en possession et qu'ils sont tenus *ultra vires* s'ils n'ont pas eu soin d'accepter la succession sous bénéfice d'inventaire.

Quant à la quotité de leur droit héréditaire, la règle est simple. La succession leur appartient tout entière à l'exclusion des frères et sœurs de l'enfant naturel. S'ils viennent l'un et l'autre, ils la partagent par

(1) Voyez *infra*, p. 495 et suiv.

(2) *Contra* : DEFRÉNOIS, n^o 18 et suiv.

moitié ; si un seul vient à la succession, il la recueille tout entière.

Les père et mère ont-ils droit à une réserve dans la succession de leurs enfants naturels prédécédés ? Les uns, argumentant par analogie, se prononçaient pour l'affirmative, disant que la jurisprudence accordant une réserve à l'enfant naturel, ce droit, par réciprocité, devait appartenir aux père et mère naturels (1). Les autres, au contraire, pensaient avec raison que le droit de réserve constitue un droit exceptionnel et qu'il ne faut pas l'étendre en dehors des cas prévus par la loi (2). De plus, la loi de 1896 qui a accordé formellement une réserve à l'enfant naturel, est muette au sujet des père et mère.

« En l'absence d'un texte formel, dit M. Coulon (3), la réserve légale ne peut pas exister, parce que le droit de propriété implique pour chacun le droit de disposer de ses biens ; que cette faculté ne peut être paralysée dans un exercice, ni limitée dans une étendue, si ce n'est par des lois expresses refusant dans certaines conditions la capacité de l'exercer, ou restreignant pour certains cas la mesure dans laquelle elle devra s'exercer ».

(1) Cass., 3 mars 1846, D., 46, 1, 87. — Pau, 27 février 1856, D., 59, 2, 194.
— TROPLONG, t. II, n° 217.

(2) DELVINCOURT, t. II, p. 23, note 5. — AUBRY et RAU, t. V, § 680.
— DEMOLOMBE, t. XIX, n° 184. — LAURENT, t. XII, n° 53.

(3) COULON, *op. cit.*, p. 191.

SECTION II

Droit des frères et sœurs naturels. — Retour successoral au profit des frères et sœurs légitimes.

« On entend par frères et sœurs naturels d'un enfant naturel, les enfants naturels issus du même père ou de la même mère que lui; ses frères et sœurs légitimes sont les enfants légitimes de son père ou de sa mère (1) ». Il était indispensable d'expliquer le sens de cette expression assez impropre de frères et sœurs légitimes d'un enfant naturel; nous disons impropre, car elle pourrait laisser supposer que ceux qui sont désignés sous ce nom de frères et sœurs légitimes de l'enfant naturel sont ses parents légitimes alors qu'il n'en est rien.

Art. 766. — « En cas de prédécès des père et mère de l'enfant naturel, les biens qu'il en avait reçus passent aux frères et sœurs légitimes, s'ils se retrouvent en nature dans la succession; les actions en reprise, s'il en existe, ou le prix des biens aliénés, s'il est encore dû, retournent également aux frères et sœurs légitimes. Tous les autres biens passent aux frères et sœurs naturels ou à leurs descendants ».

Les frères et sœurs (légitimes ou naturels) forment le 3^e ordre d'héritiers appelés à succéder à l'enfant naturel. Ils viennent à défaut de descendants et des père et mère. La loi a créé un droit de succession

(1) BAUDRY-LACANTINERIE, t. II, n^o 125.

réciproque entre les frères et sœurs naturels. En ce qui concerne ses frères et sœurs légitimes, jamais l'enfant naturel n'est appelé à leur succession ; par réciprocité, le législateur ne devait pas les appeler à la succession de l'enfant naturel. Mais, dans notre hypothèse, l'auteur commun de l'enfant naturel et de ses frères et sœurs légitimes est décédé, et les biens qu'il a reçus de son auteur ne pourront jamais rentrer dans la famille. C'est pourquoi le législateur a créé au profit des frères et sœurs légitimes un droit de retour successoral.

Les frères et sœurs légitimes et naturels ne sont point héritiers légitimes ; ils sont des successeurs irréguliers ; cela résulte de la place occupée par l'art. 766 qui compose à lui seul la section 1^{re} du chapitre IV (des successions irrégulières) ; ils doivent donc demander l'envoi en possession et observer les formalités contenues dans les articles 769 et suivants (1) ; d'après l'opinion la plus répandue, il ne sont tenus qu'*intra vires* des charges de la succession.

Pour répartir entre les frères et sœurs la succession de l'enfant naturel, on la divise en deux parties :

1° Les biens que l'enfant naturel a reçus de ses père ou mère, soit par succession, soit par donation entre-vifs ou par testament, la loi ne distingue pas.

2° Les biens qui lui sont advenus de toute autre source, soit ceux qu'il aurait gagnés par son travail, soit

(1) *Contra* : Trib. de Versailles, 25 nov. 1897. D. 98. 2. 417.

ceux qu'il tiendrait de libéralités faites par toute autre personne que ses père ou mère, ces personnes fussent-elles ses frères et sœurs légitimes.

Cette seconde catégorie de biens est dévolue aux frères et sœurs naturels ou à leurs descendants (art. 766 *in fine*). Il s'agit ici des descendants légitimes des frères et sœurs naturels qui sont appelés à succéder par représentation ou de leur chef, la loi ne distinguant pas (1). Quant aux descendants naturels des frères et sœurs naturels, la question est controversée mais il semble bien que ce droit ne leur appartienne pas, par argument à *fortiori* tiré des art. 757 et 761 nouveaux.

Les frères et sœurs naturels succèdent par têtes et leurs descendants par souches, à quelque ligne qu'ils appartiennent, sans qu'il y ait lieu d'appliquer ici le principe de la fente réservé aux successions légitimes.

La première catégorie de biens passe aux frères et sœurs légitimes de l'enfant naturel ; c'est un droit de retour légal que la loi leur accorde, et il y a lieu d'appliquer ici les règles de l'art. 747 que l'art. 766 rappelle d'ailleurs brièvement. Mais ce droit n'appartient qu'aux frères et sœurs légitimes ; il n'appartient pas à leurs descendants. La Cour de cassation a consacré cette solution (2) ; c'est un droit exceptionnel

(1) DEMOLOMBE, t. XIV, n° 161 et suiv.

(2) Cass., 1^{er} juin 1853, D., 53, 1, 77. — En ce sens, LAURENT, t. IX, n° 175. — HUC, t. V, n° 111.

qui fait échec au principe de l'art. 732, en vertu duquel la loi ne recherche pas l'origine des biens pour en régler la dévolution ; il ne faut donc pas l'étendre arbitrairement. Ce droit n'existe pas non plus au profit des père et mère, au moins en vertu de l'art. 766 ; la question de savoir s'il leur appartient en vertu de l'art. 747 est controversée, nous l'avons vu plus haut (1).

A défaut de frères et sœurs légitimes, tous les biens, même ceux de la première catégorie, passent aux frères et sœurs naturels ; mais, à défaut de frères et sœurs naturels, les frères légitimes ne recueillent pas la totalité des biens ; ils ne recueillent que ceux de la première catégorie ; ceux de la seconde passent au conjoint survivant et, s'il n'y en a pas, à l'Etat (2).

Il est à peine besoin de dire que les frères et sœurs légitimes et naturels n'ont aucun droit de réserve et l'enfant naturel pourrait les priver des droits que leur confère l'art. 766 en disposant de tous ses biens soit entre-vifs soit par testament.

(1) *Supra*, p. 69.

(2) DEMOLOMBE, t. XIV, n° 165. — Paris, 26 mars 1891, D., 91, 2, 172.

CHAPITRE VII

ENFANTS ADULTÉRINS OU INCESTUEUX

La loi de 1896, n'a en rien modifié les droits des enfants adultérins et incestueux ; nous nous bornerons donc à résumer les dispositions du Code civil sur cette matière.

N° I. — CAS OU LA FILIATION ADULTÉRINE OU INCESTUEUSE EST LÉGALEMENT CONSTATÉE

L'art. 335 interdit la reconnaissance des enfants adultérins ou incestueux ; mais il y a cependant des cas où leur filiation sera légalement constatée.

1° Lorsqu'un enfant est né d'un mariage contracté de mauvaise foi par les deux époux en contravention aux articles 147, 161, 162 et 163 du Code civil, et que ce mariage a été annulé pour cause de bigamie ou d'inceste, la filiation de l'enfant est légalement constatée par ce jugement.

2° Il en est de même lorsque le mari ou la mère a intenté une action en désaveu de paternité et que le jugement a été rendu en sa faveur.

N° 2. — DROITS DES ENFANTS ADULTÉRINS OU INCESTUEUX DONT LA FILIATION EST LÉGALEMENT CONSTATÉE.

« Les dispositions des art. 756, 758, 759 et 760 ne sont pas applicables aux enfants adultérins ou incestueux. — La loi ne leur accorde que des aliments » (art. 762).

« Ces aliments sont réglés eu égard aux facultés du père et de la mère, au nombre et à la qualité des héritiers légitimes » (art. 763).

« Lorsque le père ou la mère de l'enfant adultérin ou incestueux lui auront fait apprendre un art mécanique, ou lorsque l'un d'eux lui aura assuré des aliments de son vivant, l'enfant ne pourra élever aucune réclamation contre leur succession » (art. 764).

L'enfant adultérin ou incestueux dont la filiation est légalement constatée n'a droit qu'à des aliments. Ces aliments sont dûs par la succession du père ou de la mère, et non par les héritiers personnellement ; la créance alimentaire de l'enfant adultérin ou incestueux s'apprécie d'après quatre éléments :

- a). D'après les facultés du père ou de la mère ;
- b). D'après les besoins de l'enfant adultérin ou incestueux.

Jusqu'ici c'est le droit commun Cf. art. 205.

- c). D'après le nombre des héritiers légitimes ;
- d). D'après la qualité des héritiers légitimes.

Ces deux dernières bases ne sont pas prises en considération d'après l'art. 205, pour la pension alimen-

taire dont peut être grevée la succession au profit du conjoint survivant.

Mais, une fois la pension alimentaire fixée, elle ne peut plus varier. Il ne pourrait en être autrement, dit M. Huc, que si la créance alimentaire au lieu d'exister contre la succession, ainsi que le déclare l'art. 764, existait personnellement contre les héritiers (1).

N° 3. — CAS DANS LESQUELS L'ENFANT ADULTÉRIN OU INCESTUEUX N'A AUCUNE CRÉANCE ALIMENTAIRE CONTRE LA SUCCESSION DE SON PÈRE OU DE SA MÈRE.

Deux cas sont prévus par l'art. 764.

1° Lorsque le père ou la mère lui auront fait apprendre un art mécanique ; c'est-à-dire lui auront fait apprendre un métier le mettant à même de gagner sa vie. Il ne faut pas prendre ici le mot mécanique au sens strict et déclarer, comme l'a fait la Cour de Toulouse (2), que l'état de couturière n'est pas un art mécanique et que l'enfant adultérin ou incestueux, à qui ses parents avaient fait apprendre ce métier, conservait sa créance contre leur succession. Il est certain que tous les métiers manuels rentrent dans cette expression (3).

Mais la disposition que nous venons d'analyser ne serait pas applicable, si l'enfant, à qui ses parents ont fait apprendre un métier, ne pouvait l'exercer sans sa faute, par suite d'une maladie ou d'un accident (4).

(1) En ce sens : DEMOLOMBE, t. XIV, n° 127 ; — BAUDRY-LACANTINERIE, t. II, n° 111.

(2) 30 avril 1828, D., *Rép.*, Succ., n° 374

(3) COULON, *op. cit.*, p. 184.

(4) AUBRY et RAU, t. IV, § 572. — DEMOLOMBE, t. XIV, n° 129.

2° Lorsque le père ou la mère a assuré de son vivant des aliments à l'enfant. Entendez des aliments suffisants, c'est-à-dire calculés d'après les prescriptions de l'art. 763. Il est certain que l'enfant adultérin ou incestueux conserverait sa créance alimentaire contre la succession de ses père et mère, si les aliments qui lui ont été assurés du vivant de l'un d'eux étaient insuffisants, ou l'étaient devenus avant le décès de ses parents (1).

On remarque qu'il suffit que le père seul (ou la mère) ait rempli les prescriptions de l'art. 764 pour que l'enfant ne puisse plus réclamer d'aliments à la succession de l'autre (Arg. des mots « le père ou la mère » rapprochés du mot « leur » à la fin de l'art. 764).

On admet en général que l'obligation alimentaire n'est pas réciproque dans notre hypothèse et que le père et la mère ne peuvent réclamer d'aliments à leur enfant adultérin ou incestueux (2).

N° 4. — LIBÉRALITÉS EN FAVEUR DES ENFANTS ADULTÉRINS ET INCESTUEUX

L'art. 908, § 3, est ainsi conçu : « Les enfants adultérins ou incestueux ne pourront rien recevoir par donation entre-vifs ou par testament au-delà de ce qui leur est accordé par les articles 762, 763 et 764 ».

Avant la loi de 1896, la disposition de l'art. 908 an-

(1) AUBRY et RAU et DEMOLOMBE, *loc. cit.*, *ibid.*

(2) AUBRY et RAU, *loc. cit.*, *ibid.*, — *Contra* ; DEMOLOMBE, t. IV, n° 19.

cien s'appliquait à la fois aux enfants naturels et aux enfants adultérins ou incestueux. Le législateur de 1896 a amélioré le sort des enfants naturels, et il a voulu conserver les dispositions du Code relatives aux enfants adultérins et incestueux.

Pour les enfants naturels, nous avons vu qu'il les a frappés d'une incapacité relative de recevoir de leur père et mère par donation entre vifs au-delà de ce qui est accordé au titre des successions ; au contraire, il a décidé que les père et mère qui les ont reconnus pouvaient tester en leur faveur.

Il n'y a rien de semblable pour les enfants adultérins ou incestueux. L'incapacité dont ils sont frappés est absolue et s'applique aux donations entre-vifs et aux testaments. Nous accorderons donc le droit d'invoquer l'art. 908, § 3, aux descendants légitimes ou naturels, aux ascendants, aux collatéraux privilégiés et ordinaires et même aux successeurs irréguliers (1).

Certains auteurs refusent ce droit au légataire universel, et cependant ces auteurs le lui accordaient avant la loi de 1896 ; ils prétendent qu'il est difficile de croire que si le législateur avait voulu conserver au légataire une faculté qu'il venait de lui refuser au § 1^{er}, il ne s'en serait pas expliqué formellement (2).

Mais alors, avec un pareil raisonnement, on arriverait à refuser aux collatéraux ordinaires et aux succes-

(1) HENRY, n° 29. - MESNARD, n° 148.

(2) MESNARD, n° 149.

seurs irréguliers le droit d'invoquer l'art. 908, § 3. Nous pensons au contraire que le législateur, en rappelant dans le § 3 de l'art. 908 nouveau, la formule qu'il avait adoptée dans l'art. 908 ancien, a voulu indiquer que, s'il avait innové en faveur des enfants naturels, il n'avait en rien modifié la situation des enfants adultérins ou incestueux. Par conséquent, le légataire universel peut se prévaloir de l'art. 908, § 3.

N° 5. — PROPOSITION DE LOI TENDANT A MODIFIER LES DISPOSITIONS
RELATIVES AUX ENFANTS ADULTÉRINS ET INCESTUEUX

Le législateur s'est montré particulièrement sévère pour les enfants adultérins et incestueux : ils sont le fruit du crime, les enfants naturels sont le fruit d'une faute, et le scandale de leur naissance est par cela même moins grand. Mais il est effrayant de penser que ces malheureux qui n'ont pas demandé à venir au monde sont obligés d'expier un crime qu'ils n'ont pas commis. Aussi, s'est-on préoccupé d'améliorer leur sort, et une proposition a été déposée en ce sens à la Chambre des députés en 1894, par MM. Ponton et Letellier. En voici le résumé :

A. Les enfants adultérins et incestueux pourront être légitimés dans les cas où le mariage entre leurs parents sera devenu possible.

B. Ils pourront être reconnus :

Exceptions. — a) Les enfants issus de relations entre ascendants et descendants légitimes ou naturels ou alliés au même degré ne pourront être reconnus.

b) Il en sera de même pour les enfants nés de relations entre beaux-frères et belles-sœurs, oncles et nièces, tantes et neveux, ou pour les enfants adultérins, lorsqu'ils seront en concurrence avec des enfants légitimes ou naturels de leur père ou de leur mère, nés ou reconnus avant l'union en légitime mariage de ces derniers.

C. Droits des enfants adultérins ou incestueux dans les biens de leurs père et mère décédés.

a) En présence de descendants légitimes ou naturels légalement reconnus, ils n'ont aucun droit de succession.

b) En présence d'ascendants ou de frères et sœurs, ils ont droit au tiers de la portion qu'ils auraient eue s'ils eussent été légitimes.

c) S'il n'y a ni descendants, ni ascendants, ni frères ni sœurs, ils ont droit à la moitié de ce qu'ils auraient eu s'ils eussent été légitimes.

d) Enfin ils ont droit à des aliments et une dotation déterminée en Chambre du Conseil.

CONCLUSION

La loi du 25 mars 1896 est inspirée d'une idée de justice et d'humanité. Nous ne voulons l'apprécier, nous l'avons déjà dit, ni au point de vue philosophique, ni au point de vue social. Mais il est permis de constater que l'enfant naturel est intéressant parce qu'il porte le poids d'une faute qu'il n'a pas commise. Dans une société comme la nôtre, basée tout entière sur le mariage, il ne peut en être autrement. Mais le législateur a le droit et le devoir de concilier, dans la mesure du possible, les intérêts particuliers de l'enfant naturel avec l'intérêt collectif.

L'assimilation complète des enfants naturels et des enfants légitimes est impossible dans notre société, nous en avons donné les raisons ; cependant, il faut reconnaître que, si la loi de brumaire avait été trop loin en proclamant cette assimilation, le Code civil s'était montré trop dur envers les enfants illégitimes.

Aussi, ne saurait-on trop applaudir à l'œuvre du législateur de 1896. A-t-il dépassé la mesure, a-t-il compromis l'institution du mariage ? Nous ne le croyons pas. A-t-il fait tout ce qu'il pouvait faire en faveur de l'enfant naturel ? Nous ne le pensons pas non plus.

Sur certains points, il a confirmé et amélioré la jurisprudence, en reconnaissant à l'enfant naturel le titre d'héritier avec toutes les prérogatives attachées à ce titre ; il lui a reconnu formellement le droit de réserve que le Code civil lui attribuait déjà implicitement.

Il a augmenté d'une manière notable la quotité de sa part héréditaire, lorsqu'il vient en concours avec des descendants, des ascendants et des collatéraux privilégiés ; il l'a appelé à toute la succession à l'exclusion des collatéraux ordinaires.

Il a autorisé le père et la mère à améliorer le sort de leur enfant naturel, en lui laissant par testament tout ou partie de la quotité disponible, dans les limites que nous avons indiquées.

Ce sont là des réformes considérables et qu'on ne peut qu'approuver.

Mais pourquoi ne pas accorder à l'enfant naturel la capacité de recevoir de ses père et mère une donation entre-vifs supérieure à sa part héréditaire ? Pourquoi ne pas lui attribuer l'hérédité tout entière, dès qu'il n'y a pas de descendants légitimes ? L'enfant naturel, en présence d'ascendants, peut recevoir par testament la quotité disponible, même à l'exclusion des collatéraux privilégiés, sous réserve d'un huitième attribué aux ascendants quel que soit leur nombre. Si les ascendants sont riches, que leur importe la part dérisoire que la loi leur accorde à titre de réserve ? S'ils sont dans le besoin, de quels secours leur sera-t-elle ?

Sauf ces deux questions que nous aurions aimé à voir traiter autrement, la loi de 1896 restera comme un monument de justice et d'humanité. Elle marque un réel progrès dans notre civilisation.

On l'a beaucoup admirée, on l'a aussi beaucoup critiquée ; c'est le sort commun de toutes les grandes œuvres. Il nous suffira de dire que la législation française est la seule aujourd'hui qui accorde des droits aussi étendus aux enfants naturels.

Parmi les nations étrangères, les unes, comme la Belgique, la Hollande, les cantons de Genève et de Neuchâtel suivent les anciennes dispositions de notre Code civil.

D'autres, l'Allemagne, la Suisse allemande, l'Autriche, la Roumanie ont suivi le système du droit romain. L'enfant naturel a, dans la succession de sa mère, les mêmes droits qu'un enfant légitime, mais il ne succède jamais à son père, même si celui-ci l'a reconnu. Le Code allemand lui accorde cependant un sixième de la succession de son père si celui-ci ne laisse pas de descendants légitimes, et il peut recevoir de lui à titre gratuit comme un étranger.

Enfin, d'autres se montrent encore plus sévères et n'accordent à l'enfant naturel que des aliments ; ce sont la Russie, la Suède, l'Angleterre, le canton de Berne.

L'Italie et l'Espagne suivent un système à peu près analogue à celui de notre loi de 1896 ; mais dans ces

législations l'enfant naturel exclut les collatéraux même privilégiés. En revanche, il ne peut rien recevoir au-delà de sa part héréditaire, ni par donation entre-vifs ni par testament.

En Portugal, il exclut les ascendants.

Il est facile de voir, par ces très brèves indications, que la législation française est aujourd'hui la seule qui donne à l'enfant naturel, à la fois des droits héréditaires assez considérables et une capacité assez étendue de recevoir à titre gratuit. La loi française s'est montrée, comme toujours, très généreuse, et il est à présumer qu'elle fera encore plus dans l'avenir : il est une catégorie d'enfants dignes de pitié, qu'il ne faut pas oublier ; le législateur ne doit pas s'arrêter dans sa route, et il doit penser à améliorer la situation des enfants adultérins et incestueux.

Vu :

Le Président de la thèse,
LÉON MICHEL.

Vu :

Pour le Doyen : *l'Assesseur*,
GÉRARDIN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	1
PREMIÈRE PARTIE. — Historique.....	5
CHAPITRE I ^{er} . — Droit romain.....	5
SECTION I. — DU MARIAGE EN DROIT ROMAIN.....	6
SECTION II. — DROITS DES ENFANTS NATURELS.....	9
<i>Appendice.</i> — Enfants adultérins et incestueux.....	20
CHAPITRE II. — Droit coutumier.....	21
SECTION I. — COMMENT LE BATARD ÉTABLIT-IL SA FILIATION?..	24
SECTION II. — DROITS DU BATARD DANS LA SUCCESSION DE SES PÈRE ET MÈRE.....	25
SECTION III. — LA SITUATION DU BATARD PEUT-ELLE ÊTRE AMÉ- LIORÉE?.....	34
<i>Appendice.</i> — Enfants adultérins et incestueux.....	36
CHAPITRE III. — Droit intermédiaire	37
SECTION I. — COMMENT SE PROUVE LA FILIATION NATURELLE...	38
SECTION II. — LES ENFANTS NATURELS SONT ASSIMILÉS AUX ENFANTS LÉGITIMES.....	40
SECTION III. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES..	42
<i>Appendice.</i> — Enfants adultérins et incestueux.....	44
CHAPITRE IV. — Code civil.....	45
SECTION I. — NATURE DU DROIT SUCCESSORAL DE L'ENFANT NATUREL.....	45
SECTION II. — QUOTITÉ DU DROIT HÉRÉDITAIRE DE L'ENFANT NATUREL.....	46
SECTION III. — RÉSERVE DE L'ENFANT NATUREL.....	48
SECTION IV. — DONATION ENTRE-VIFS ET TESTAMENT EN FAVEUR DE L'ENFANT NATUREL. — THÉORIE DE L'IMPU- TATION.....	52
DEUXIÈME PARTIE. — Loi du 25 mars 1896.....	55
INTRODUCTION.....	55
CHAPITRE I ^{er} . — L'enfant naturel héritier.....	64
<i>Appendice.</i> — De l'adoption des enfants naturels.....	76
CHAPITRE II. — Quotité du droit héréditaire de l'enfant naturel.....	80
SECTION I. — L'ENFANT NATUREL EST EN CONCOURS AVEC DES DESCENDANTS LÉGITIMES DU « DE CUJUS ».....	83
SECTION II. — L'ENFANT NATUREL EST EN CONCOURS AVEC DES ASCENDANTS OU DES FRÈRES OU SŒURS OU DES DESCENDANTS DE FRÈRES OU SŒURS.....	93

	Pages
SECTION III. — L'ENFANT NATUREL N'A EN FACE DE LUI NI DESCENDANTS, NI ASCENDANTS, NI FRÈRES OU SŒURS OU DESCENDANTS D'EUX.....	101
SECTION IV. — DROITS DES DESCENDANTS DE L'ENFANT NATUREL..	104
SECTION V. — CAS OU LE DROIT SUCCESSORAL DE L'ENFANT NATUREL EST PARALYSÉ.....	107
CHAPITRE III. — L'enfant naturel réservataire.....	116
SECTION I. — L'ENFANT NATUREL VIENT A LA SUCCESSION, A DÉFAUT DE DESCENDANTS, D'ASCENDANTS OU DE COLLATÉRAUX PRIVILÉGIÉS.....	117
SECTION II. — L'ENFANT NATUREL EST EN CONCOURS AVEC DES ENFANTS OU DES DESCENDANTS LÉGITIMES.....	118
SECTION III. — L'ENFANT NATUREL EST EN CONCOURS AVEC DES ASCENDANTS ET DES COLLATÉRAUX PRIVILÉGIÉS.....	121
SECTION IV. — COMMENT DOIT SE CALCULER LA RÉSERVE DE L'ENFANT NATUREL.....	129
SECTION V. — AU CAS OU LE « DE CUJUS » N'A PAS DISPOSÉ DE TOUTE LA QUOTITÉ DISPONIBLE, COMMENT RÉPARTIR LE SURPLUS?.....	131
SECTION VI. — DROITS DES ENFANTS ET DESCENDANTS DE L'ENFANT NATUREL.	133
CHAPITRE IV. — L'enfant naturel donataire et légataire.	133
L'article 908 ancien et l'article 908 nouveau.	135
SECTION I. — L'ENFANT NATUREL DONATAIRE.....	143
SECTION II. — L'ENFANT NATUREL LÉGATAIRE.....	156
SECTION III. — CONVERSION D'UNE DONATION ENTRE-VIFS EN LEGS.	162
SECTION IV. — L'ARTICLE 337 ET L'ARTICLE 908.....	165
SECTION V. — LIBÉRALITÉS EN FAVEUR D'UN ENFANT NATUREL NON RECONNU.....	170
CHAPITRE V. — Droits du conjoint survivant en présence d'enfants naturels.....	172
SECTION I. — DE L'USUFRUIT ACCORDÉ « AB INTESTAT » AU CONJOINT, QUAND IL EXISTE DES ENFANTS NATURELS.....	172
SECTION II. — QUOTITÉ DISPONIBLE ENTRE ÉPOUX, QUAND IL EXISTE DES ENFANTS NATURELS.....	178
CHAPITRE VI. — Succession passive de l'enfant naturel..	190
SECTION I. — DROITS DES PÈRE ET MÈRE NATURELS.....	191
SECTION II. — DROITS DES FRÈRES ET SŒURS NATURELS. — RETOUR SUCCESSORAL AU PROFIT DES FRÈRES ET SŒURS LÉGITIMES.....	195
CHAPITRE VII. — Enfants adultérins ou incestueux.....	199
CONCLUSION.....	206

